

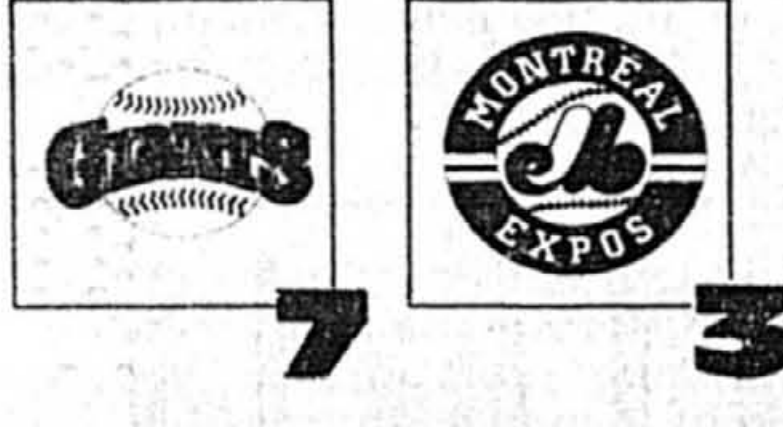
Bonjour!

La personnalité de la semaine



B3 GÉRARD MARCOUX

Sports



Sommaire

Annonces classées
 Immobilier: B14, B15, C6 à C8
 Marchandises: C8
 Emplois: C8
 Automobiles: C9 à C10
 Propositions d'affaires: A6

Additions classées C6
Arts et spectacles
 Informations: B9 à B12
 Ciné-horaire: B12
 Télé-horaire: B10

Bandes dessinées B16
Décès C11
Êtes-vous observateur? B14
Feuilleton C7
Horoscope C8
Le bridge C10
Le monde B13
Livres Cahier B
Loteries C10
Mot mystère A4
Santé Cahier C

SPORTS
 Maurice Richard: S7

GRAND

LISE BACON À L'HÔPITAL

ATTACHEZ VOS CEINTURES, ON EST SUR L'PILOTE AUTOMATIQUE!

Valleyfield veut réglementer la vente de colle aux enfants

MARIE-FRANCE LÉGER

La municipalité de Valleyfield veut faire réglementer la vente de tubes de colle afin d'empêcher les enfants et les adolescents d'inhaler les vapeurs toxiques du produit.

Une enquête menée par la police de Valleyfield a démontré que chaque semaine environ 500 tubes de colle pour modèles réduits, (certains parlent de 900 tubes), sont vendus dans les maga-

sins à rayons et les dépanneurs.

Au prochain conseil municipal, le 11 mai, le maire Gaetan Rousseau déposera une résolution réclamant un meilleur contrôle de la vente des tubes de colle par le gouvernement. «De notre côté on va demander aux marchands de ne pas vendre la colle sans le modèle réduit», a expliqué hier le maire à La Presse.

Inquiets de la situation, 200 personnes, des jeunes, des parents, des intervenants sociaux, ont marché hier jusqu'au bureau

du maire afin de lui porter une pétition de 8000 noms demandant à la municipalité de réagir au plus vite. Des policiers ouvraient la marche.

La coordonnatrice de la Maison de la jeunesse 12-17, Marie Franklin, a organisé la protestation à la suggestion des jeunes de Valleyfield. «Nous avons un problème de colle avec les jeunes de huit à 12 ans. Ils «sniffent» dans la cour d'école, sur le perron de l'église, dans la rue. Les policiers ne peuvent rien faire avec la loi

puisque c'est un produit légal. Ils peuvent juste accompagner l'enfant chez lui et demander à ses parents de le surveiller», a-t-elle expliqué.

Les révélations récentes du directeur de l'école primaire Saint-Esprit, Aurèle Leroux, ont réveillé brutalement la population. Les jeunes se réunissaient, souvent à la nuit tombée, pour inhaler de la colle. Le hic, c'est que des jeunes de huit ans sont maintenant à la merci des plus vieux. D'après

«Pour les battre, il faudra être rapide...»

— Jacques Demers

Voir pages 2 à 4 du cahier Sports

Bérégozov se suicide

La classe politique française bouleversée

d'après AFP et Reuter
 PARIS

L'ancien premier ministre français, Pierre Bérégozov, est décédé hier soir lors de son transfert en hélicoptère entre Nevers (ville dont il était maire) et l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris. L'ancien premier ministre français, se servant de l'arme de service de son officier de sécurité, s'était tiré une balle dans la tête en fin d'après-midi, lors d'une promenade solitaire dans la campagne.

Transporté dans un premier temps à l'hôpital de Nevers, son état de santé avait été jugé critique. Pierre Bérégozov était dans le coma. Cependant, les médecins avaient décidé de son transfert au Val-de-Grâce à Paris où une intervention chirurgicale aurait pu être tentée. La gravité de ses blessures n'a cependant pas permis une telle intervention et M. Bérégozov est mort dans l'hélicoptère.

L'ambulance transportant le corps du premier ministre avait fait son entrée à faible allure au Val-de-Grâce vers 23 h 20. Ce n'est que quarante minutes plus tard que son décès a été officiellement annoncé. Dès 21 h 30, alors que Pierre Bérégozov était encore à Nevers et que son rapatriement était prévu au Val-de-Grâce, le Président de la République, M. François Mitterrand, accompagné de son médecin personnel s'était rendu à l'hôpital en attendant l'arrivée de son premier ministre. L'avaient rejoint au Val-de-Grâce le premier ministre, M. Edouard Balladur, ainsi que le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Des membres de la famille de M. Bérégozov attendaient également au Val-de-Grâce.

Quinze minutes après l'annonce officielle de la mort de M. Bérégozov, le chef de l'État a quitté l'hôpital. Tout au long de la soirée, plusieurs centaines de personnes anonymes, quelques-unes venues en famille, étaient restées massées devant l'hôpital dans le silence et le recueillement.

La classe politique unanime a exprimé son émotion après le suicide de Pierre Bérégozov et les dirigeants socialistes ont évoqué la «tragédie» d'un homme brisé par

DES NOMADES À VÉLO



La famille Garrel va sillonner l'Amérique, du nord au sud, à bicyclette. Lucien et Monique entraînent dans leur aventure Gwendoline, trois ans, et, au centre (avec le chapeau), Nathalie, Virginie et Valérie.

Débarqués il y a 10 mois au Québec, les Garrel vont se rendre à la Terre de Feu

MARIE-FRANCE LÉGER

La famille Garrel n'a pas froid aux yeux. Débarquée depuis 10 mois au Québec, après un périple d'un an en Asie, elle repart avec son baluchon sous le bras, cette fois à bicyclette jusqu'à la Terre de Feu, à l'extrémité méridionale de l'Argentine.

La famille Garrel, c'est Lucien et Monique, 40 ans chacun, et leurs quatre enfants: Nathalie, bientôt 18 ans, les jumelles Valérie et Virginie, 14 ans, et la petite dernière, Gwendoline, trois ans.

Le voyage prendra la bagatelle de... quelques années. Le départ est prévu au mois de juin. La première véritable étape, c'est Denver, au Colorado, pour la mi-août. Juste à temps pour

assister au Rassemblement mondial pour la jeunesse.

«La bicyclette, c'est un moyen de transport pas onéreux, c'est bon pour la forme physique, pour l'approche de la nature et des populations», assure Lucien Garrel.

Après avoir tout liquidé, les Garrel ont quitté Lyon, en France, en 1991, pour un long voyage en Asie. Ils ont visité notamment la Thaïlande et le Népal. Ils ont posé leurs bagages en France pendant quelques semaines au retour. Et puis, le mal du voyage les a repris. «Ça a été dur pour les enfants au début de quitter leur école et leurs amis», admet Monique.

Mais maintenant, à les voir l'air détendu et le sourire fendu jusqu'aux oreilles, on se dit que ces enfants ne sont pas du tout

traumatisés. Bien au contraire. Pour Nathalie, ce sont plutôt les enfants sédentaires qui sont malheureux. «Quand on voit les jeunes d'ici par exemple, l'argent pour eux c'est très important et surtout la façon de s'habiller. Ils sont très stressés. Je préfère être comme je suis», explique-t-elle, l'air enjoué.

Oui mais, et les études, et les diplômés des enfants dans tout ça? La question classique, très terre à terre, provoque un gros hochement de tête dans l'assistance. Lucien saute dans l'arène: «Des études, ça peut toujours se rattraper. Quatre ou cinq ans plus tard aujourd'hui ça se fait très bien. Et puis, les enfants parlent anglais et espagnol. Je voulais partir et ils m'ont suivi. Dans la mesure où tout le monde est d'accord... Je prends mes responsabilités», pré-

cise Lucien Garrel.

Du Québec, ils ont apprécié de connaître la neige et la mentalité. Mais le temps est venu de repartir. Ils ont pensé un moment faire une demande d'immigration au Canada. Mais le goût du voyage, de «la liberté, du changement» a été le plus fort. Un ami les a hébergés dans une maison à Chambly, mais l'argent commence malgré tout à fondre rapidement. Il leur reste maintenant à se dégoter de bonnes bicyclettes et à aller vivre une grande aventure.

«On n'a pas beaucoup d'argent mais ce n'est pas un problème parce qu'on n'a plus les mêmes besoins. Un bol de riz nous suffisait en Asie pour les repas. L'Homme n'est pas fait pour être sédentaire. On n'a plus envie de s'arrêter. Ça devient une douce maladie.»

Au Canada, les grandes familles résistent encore

RUDY LE COURS et MIVILLE TREMBLAY

2. «Bertin Nadeau s'est comporté comme un chien qui mord la main de son maître» dans le dossier Univa (Provigo), affirme Stephen Jarislowsky, qui gère un portefeuille de quelque 11 milliards. Réputé pour ne pas mâcher ses mots, il est d'accord avec la conduite adoptée par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans cette saga, les ingrédients pour justifier l'intervention d'un actionnaire dans la régie d'une

CAISSE DE RETRAITE

QUI EST LE BOSS?

entreprise sont réunis: piètres résultats financiers; cumul des fonctions de président du conseil et de chef de la direction par un même individu, M. Nadeau; un actionnaire de contrôle préoccupé davantage par le règlement des

problèmes financiers de sa propre société (Unigesco) que par le bon fonctionnement de l'entreprise et par le respect des droits de tous les actionnaires.

On connaît en bonne partie le dénouement: M. Nadeau devra quitter Univa et trouver une autre solution que l'endettement du distributeur alimentaire pour régler la crise financière de son holding Unigesco. Warburg Pincus, de New York, pourrait acheter son bloc d'actions dans Univa si la vérification détaillée des livres ne réserve pas de surprise glaçante.

Univa n'est pas le premier cas au Canada où un investisseur institutionnel obtient le titre d'un président du conseil et chef de la direction parce qu'il se montre insatisfait des rendements ou de la stratégie de la société.

Il y a eu aussi Télélobe Inc. La Caisse de dépôt et placement, la Caisse de retraite des fonctionnaires municipaux d'Ontario (OMERS), ainsi que BCE et Rogers Communications sont parvenues l'an dernier à s'emparer de la majorité au conseil d'administration pour en chasser le président et le chef de la direction

William McKenzie afin de mettre en place un gestionnaire plus compétent. Depuis, sous la direction de Charles Sirois, Télélobe s'est restructurée et amorcé une belle expansion.

Ce ne sont pas là qu'accidents de parcours. Un sondage mené l'an dernier par la faculté de gestion de l'Université Western Ontario auprès de 235 investisseurs institutionnels canadiens (taux de réponse 48,5 p. cent) faisait ressortir que 83 p. cent d'entre eux croyaient que l'industrie se faisait de plus en plus interven-

VOIR FAMILLES EN A 2

RES
PLAMPES DE
C.V.

Produit écologique fabriqué au Québec depuis 1979

NORACEL

Prix convenants à tous les budgets
 Plus de 25 modèles

Distributeurs dans tout le Québec
 9555, Henri-Bourassa est
 Montréal H1E 1P8
 494-2400
 Sans frais: 1-800-NORACEL

AUCUN ENTRETIEN SUR LA MONTRE

Les hémophiles contaminés: l'éternel retour du bouc émissaire



LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale

PARIS

L'affaire des hémophiles contaminés par le virus du sida s'était — provisoirement — conclue en France en octobre 92 dans un climat de malaise. Plus exactement une atmosphère de lynchage médiatico-judiciaire un peu terrifiante, où un homme, au demeurant bien antipathique, devenait le seul et unique responsable de ce «Tchernobyl sanitaire». Michel Garretta, qui la veille encore arborait sa Légion d'honneur et roulait carrosse, se retrouvait enfermé à la prison de la Santé pour quatre ans, après avoir été harcelé par une meute assez terrifiante elle aussi, de journalistes-justiciers.

Or voilà que Michel Garretta, seul condamné à la prison ferme (quatre ans) est tiré demain matin de sa prison, où apparemment il n'espérait plus que se faire oublier, pour affronter le même procès. En appel cette fois, et alors qu'il a déjà été condamné à la peine maximum le 23 octobre dernier.

Certes, il y avait eu des fautes graves et délibérées de la part du Centre national de la transfusion sanguine entre

mai et octobre 1985, aboutissant à la contamination ou sur-contamination d'hémophiles totalement à la merci de cet organisme parapublic et ultra-puissant en France de façon très officielle, le patron du CNTS, le Dr Michel Garretta, avait à la fois admis que tous ses produits sanguins pour hémophiles étaient contaminés, et ordonné qu'ils soient distribués comme si de rien n'était «jusqu'à épuisement des stocks».

Motivation unique de Garretta dans cette affaire tragique de santé publique: éviter des frais de quelques millions de dollars qu'aurait représenté la destruction des réserves du CNTS. Bien sûr, on ne savait pas en mai 85 avec autant de certitude qu'aujourd'hui, que les produits non chauffés donnaient le sida à presque 100 p. cent des receveurs, ni que les produits sanguins chauffés protégeaient totalement de la contamination — et donc sauvaient de la mort les hémophiles non encore contaminés. Disons que le taux de certitude dans ce débat n'était «que» de 85 p. cent. D'un mot signifié de sa main, le Dr Garretta a donc laissé des produits «empoisonnés» circuler au moins quatre mois. Les fabricants d'automobiles rappellent leurs voitures défectueuses — et souvent moins mortelles — avec plus de rapidité.

Ce qui a pu se passer dans d'autres pays occidentaux à la même époque —

PARIS
FRANCE

mais au niveau local, et du fait de simples médecins traitants — était en France le fait d'un haut salarié public, détenant le monopole de l'importation du sang dans le pays, et gouvernant de surcroît le CNTS de manière mégalo-maniaque et autocratique.

Il y a dans l'histoire du docteur Garretta quelque chose qui rappelle le scénario cauchemardesque du héros du *Bâcher des vanités*, le roman new-yorkais de Tom Wolfe: un «golden boy» à un million par année, avec appartements princiers sur Park Avenue, est mêlé à un délit de fuite dans le South Bronx. C'est alors la descente aux enfers, parce qu'il constitue un bouc émissaire idéal pour le procureur qui a des ambitions politiques, pour les médias qui tiennent un «bon sujet». Une affaire presque banale qui aurait dû normalement se terminer par un règlement à l'amiable, ruine son existence en deux semaines.

Dans cette affaire où les responsabilités sont floues, la justice française avait, comme cela était inévitable, coupé la poire en deux, et choisi de n'inculper, outre Garretta, «que» son adjoint, plus le responsable des Laboratoires publics, plus le directeur général de la santé de

l'époque. Quatre inculpés pour une accusation de «tromperie sur la marchandise» — le seul délit qu'on ait réussi à établir, puisque l'accusation d'«empoisonnement» réclamée par les associations et parents d'hémophiles aurait supposé... l'intention délibérée de tuer!

Bien entendu, la symbolique du sang et de la mort, le nombre considérable de victimes faisaient basculer toute l'affaire dans l'irrationnel et les débordements publics: tous les jours devant le palais de justice ou à la télévision, des dizaines et centaines de porteurs de pancartes étalaient le mot «Assassin» écrites en lettres rouges. Michel Garretta, qui avait terriblement aggravé son cas en manifestant depuis 1985 une indifférence hautaine à l'égard des contaminés, qui se faisait 200 000 \$ par année, sans parler des notes de frais, dans un milieu soi-disant «bénévole»; qui n'avait accepté de démissionner en juin 1991 qu'en se faisant payer de très grosses indemnités et en s'assurant à l'avance contre d'éventuelles poursuites. Un coupable taillé sur mesure, infiniment plus que les trois autres inculpés.

Le 23 octobre, Garretta est donc condamné à quatre ans de prison ferme, alors qu'un inculpé est acquitté, un second s'en tire avec prison avec sursis, et que son propre adjoint, deux ans de prison ferme, peut repartir le soir même en Grande-Bretagne pour reprendre ses cours: il a fait appel.

Le docteur Garretta, maladroit jusqu'au bout, ne se présente pas pour le verdict et donne l'impression de s'être réfugié à Boston pour se soustraire à la justice. Aussitôt une armée de journalistes-paparazzi grouille autour de son «manoir» bostonien. *France-Soir* pousse la délicatesse jusqu'à publier son téléphone privé à la «une». Garretta, effondré, après (peut-être) 48 heures d'hésitation, rentre se livrer à la justice, et est écroué à la Santé. Renonce même à faire appel.

Aujourd'hui, amaigri de 17 kilos, Garretta voit donc le même procès recommencé: le Parquet avait non seulement fait appel contre les autres inculpés, mais contre Garretta également — «par souci de cohérence». Normalement, il ne «risque» rien de plus, sinon de subir le nouveau défilé de témoins-victimes, les manifestations des parents devant le palais, son nom étalé dans tous les médias. Avec, malgré tout, une hypothèse extrême et encore plus terrifiante: la Cour d'appel décidant de transformer l'ancien chef d'accusation pour empoisonnement. Avec procès à grand spectacle devant la Cour d'assises.

Même pour un accusé pas du tout sympathique — et qui porte sa part de culpabilité — ce qui revient de l'acharnement judiciaire est difficile à admettre.

Demain dans La Presse



Automobile

La meilleure «Jag» de l'histoire

Avec son moteur V12 six litres, la Jaguar XJ12 (notre photo) est non seulement la berline la plus rapide de l'histoire de l'automobile, mais c'est également la mieux construite. Tel est le constat dressé par Denis Duquet à la suite d'un essai sur des routes secondaires, des autoroutes et des chemins de montagne. Et de plus, précise notre chroniqueur dans le cahier Automobile de demain, cette élégante britannique est vendue à un prix nettement inférieur à celui de ses concurrentes allemandes offrant un moteur V12. Sous la rubrique AUTO-rétro, les lecteurs pourront admirer la voiture du journaliste Kenneth MacTaggart du *Globe and Mail* décédé en 1986 à l'âge de 84 ans. Il s'agit d'une splendide Packard 115-C Roadster décapotable de l'année 1937, qui est devenue la préférée de la collection d'un industriel montréalais. Pour sa part, Claude Beau-doin y va de ses suggestions du lundi sur l'achat d'un nouveau véhicule, tandis que le CAA-Québec rappelle aux automobilistes qu'il faut savoir parler des problèmes de sa voiture au mécanicien pour que celui-ci puisse poser un diagnostic. A lire demain dans *La Presse*.

Insolite

À la morgue: le mort ronflait

Un Espagnol donné pour mort a été placé au réfrigérateur par des employés de la morgue alors qu'il ronflait, rapportait hier le quotidien *El País*.

Rafael Guardiola, âgé de 52 ans, a été hospitalisé d'urgence le 10 mars dernier à Elda, dans le sud de l'Espagne, pour une attaque.

Les médecins ont constaté la mort à son arrivée à l'hôpital.

Il a alors passé deux heures dans un casier réfrigéré avant que les employés de la morgue ne se rendent compte qu'il était en vie.

Selon ses proches, il ronflait lors de son arrivée à la morgue, mais les employés ne s'en sont pas rendu compte.

Retiré du casier, Rafael Guardiola a pu être réanimé. Il est mort la semaine dernière d'insuffisance rénale.

La quotidienne

à trois chiffres

436

Tirage d'hier

à quatre chiffres

8434

ABONNEMENT

285-6911

ANNONCES CLASSÉES

Le service des abonnements

est ouvert du lundi au

vendredi de 7 h à 17 h 30

REDACTION

285-7070

Décès, remerciements

PROMOTION

285-7100

GRANDES ANNONCES

COMPTABILITÉ

285-6892

Détailants

Grandes annonces

285-6900

National, Télé+

Annonces classées

285-6900

Vacances, Voyages

Carrières et professions,

nomination

285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième classe —

Enregistrement : numéro 1400 — Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



17-7

DIMANCHE
2 MAI 1993

CODE DU JOUR

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

SUITE DE LA UNE

COLLE

Valleyfield veut régler la vente de colle aux enfants

Marie Franklin, le directeur aurait d'ailleurs fait installer une clôture autour de l'établissement pour empêcher les vendeurs de colle de s'aventurer dans la cour de l'école.

Il est encore trop tôt pour donner des statistiques sur le nombre exact d'enfants et d'adolescents qui s'intoxiquent à la colle dans la région. L'enquête policière, menée par l'agent Réal Lavigne, a cependant permis d'observer que

la vente de tubes de colle a fait un bond étonnant depuis l'an dernier.

Ces tubes, vendus séparément, coûtent à peine plus qu'un dollar. Le produit contient des hydrocarbures volatiles destinés à sécher très rapidement les modèles réduits d'avions ou de voitures. Les jeunes se servent de sacs de plastique, ou de sacs de papier. Ils peuvent également se plaquer un chiffon imbibé de colle devant le nez et la bouche.

Les vapeurs leur donnent une sensation d'euphorie, de griserie. Ils ont des visions colorées et deviennent surexcités. L'effet dure de cinq à 10 minutes. Les parents

peuvent sentir l'haleine des enfants qui en ont respiré.

Jean Dechêne, directeur de la maison de désintoxication le Centre Autre-Rive, à Saint-Timothée, près de Valleyfield, espère que d'autres municipalités du Québec vont emboîter le pas. «Le but de cette pétition, c'est que les marchands ne puissent pas vendre un tube de colle sans le modèle réduit à un jeune de moins de 18 ans à moins qu'il ne soit accompagné».

Il ajoute que bien des toxicomanes ont avoué avoir commencé très jeunes à «sniffer» de la colle avant de passer à des substances plus fortes, des drogues recon-

nues comme telles. A ce sujet, le maire est d'avis que le gouvernement devrait classer la colle au même titre que les autres drogues dans la loi.

On est conscient que nous avons un problème, a dit hier le maire Gaétan Rousse. «Mais nous allons prendre nos responsabilités», a-t-il souligné.

Rappelons qu'à Laval, dernièrement, un adolescent de 13 ans qui venait de respirer de la colle s'est lancé du pont de la voie ferrée qui relie Sainte-Rose à Rosemère. L'enfant, fort heureusement, s'en est tiré avec des blessures superficielles. □

BÉRÉGOVOY

Bérégovoy se suicide

«L'injustice» politique. C'est le geste d'un «homme public psychologiquement très atteint» qui «n'avait pas admis que son honneur ait été ainsi mis en cause», a déclaré Jean Glavany, porte-parole du Parti socialiste. «Je pense qu'il souffrait d'une certaine injustice, du jugement porté sur lui. Mais cela datait de plusieurs mois», a-t-il ajouté sur France-infos.

Les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Philippe Seguin (RPR) et René Monory (Centre) ont tous deux exprimé leur émotion et leur sympathie pour la famille de l'ex-premier ministre. Les proches de l'ex-premier ministre ont souligné qu'il avait encore plus souffert de l'affaire du prêt d'un million de FF que de l'échec des socialistes aux législatives.

Le responsable socialiste Jean Poperen a déclaré qu'il ressentait cet événement comme une «tragédie»: «Il avait été très profondément atteint par ce qu'il ressentait comme très injuste. Il n'a pas

supporté qu'on mette en doute son honnêteté.» «Il a été affecté par le caractère injuste des critiques, par la polémique personnelle dont il a été l'objet», a renchéri Michel Charasse, son ancien ministre du budget.

L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing a exprimé son «sentiment de profond bouleversement».

Pierre Mauroy a rendu hommage à «l'ami d'un même combat et d'un même idéal», au «grand ministre de l'économie et des finances qu'il a été, au premier ministre pour son action décisive et reconnue». «Il a été la cible de beaucoup d'attaques injustes et personnelles et je sais qu'en homme d'honneur il en a beaucoup souffert», a dit l'ancien premier ministre dans un communiqué. Le sénateur-maire de Lille y a précisé avoir reçu deux jours plus tôt une lettre de Pierre Bérégovoy dans laquelle il exprimait «ses regrets que son action gouvernementale, qui avait bien commencé, se soit terminée aussi difficilement».

L'ancien premier ministre et président du parti socialiste fran-

çais Michel Rocard s'est déclaré «abasourdi et bouleversé» par le suicide de l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy. Michel Rocard a cité parmi les qualités de Pierre Bérégovoy «la détermination, la rigueur, le dévouement». «Dans toutes ses tâches, les plus humbles comme les plus hautes, il a toujours été digne de la confiance qui lui a été faite», a-t-il ajouté. «Son bilan a été contesté, il a été même dit sans sourcillement que la France n'avait jamais été dans une situation économique aussi mauvaise depuis 1945, son honneur même a été mis en cause, alors qu'il a servi comme personne l'intérêt général. L'injustice est flagrante. Elle doit être réparée», a-t-il encore affirmé.

Pierre Bérégovoy a occupé, lorsqu'il était premier ministre, une place à part dans une France politique dominée par les énarques. Pur autodidacte, cet ancien ouvrier a sans cesse gravi l'échelle sociale pour devenir, après la victoire de François Mitterrand en mai 1981, ministre des Finances puis, en 1992, Premier ministre.

Avec pour tout diplôme un brevet élémentaire et un certificat d'aptitude professionnelle (CAP)

FAMILLES

Au Canada, les grandes familles résistent encore

De plus, 85 p. cent pensaient que le phénomène allait s'accroître encore au cours des prochaines années.

«Les caisses de retraite constituent le gros de l'épargne des Canadiens», souligne Robert L. Silcox, premier vice-président investissements d'OMERS. C'est une industrie qui doit croître et être gérée de manière responsable.»

Pour mesurer le poids de cette affirmation, précisons que les caisses de retraite canadiennes détiennent 70 milliards en actions canadiennes, soit environ 28 p. cent de la capitalisation des entreprises. Ceci en fait les plus gros propriétaires au pays après les grandes familles canadiennes comme les Desmarais, les Westons, les Sobey, les Bombardier ou les Bronfman qui détiennent des blocs de contrôle qui totalisent environ 30 p. cent de la capitalisation boursière.

«On se doit d'être des propriétaires responsables parce que personne d'autres que nous ne peut jouer ce rôle», souligne Tullio Cedrashi, président de la Caisse fiduciaire des employés du CN. Mais nous ne sommes pas des militants aveugles. Notre but final, c'est une plus grande compétitivité des entreprises.»

Militants aveugles, certes pas, mais néanmoins de puissants pugilistes dans une petite arène. La capitalisation des compagnies canadiennes représente à peine trois p. cent de celle de la planète, d'où le poids relatif considérable des caisses de retraite ici.

Mais il y a plus. La concentration du capital est nettement plus grande au Canada qu'aux États-Unis. Selon une étude faite en 1991 par MM. Donald H. Thain et David Leighton, toujours de l'Université Western, 73 p. cent des compagnies américaines ont un actionnaire dispersé contre 15 p. cent des sociétés canadiennes.

À l'inverse, la moitié des sociétés canadiennes étaient aux mains d'un holding familial qui détiennent un bloc de contrôle, contre 25 p. cent aux États-Unis.

Mais ça change, et rapidement. Avec la déconfiture des Reichmann et de la branche torontoise des Bronfman, avec les difficultés de Thomson, la capitalisation de quelques joyaux des grandes familles canadiennes est désormais dispersée: Hudson Bay, Interprovincial Pipe Line, John Labatt, MacMillan Bloedel et Torstar. Tout cela en moins de six mois!

La dynamique canadienne en matière de régulation d'entreprise est donc fort différente de l'américaine. Alors que les administrateurs américains sont les fiduciaires de tous les actionnaires, les administrateurs indépendants de l'actionnaire majoritaire au Canada doivent défendre les intérêts des actionnaires minoritaires.

Or, ce n'est pas toujours facile car l'actionnaire de contrôle aime bien se nommer des administrateurs qui ressemblent à des bœuf-ouï-ouï.

Ce qui complique le tout, c'est qu'il arrive souvent au Canada que le détenteur d'un bloc de contrôle possède un nombre de votes beaucoup plus grand que son nombre d'actions. On émet deux catégories d'actions, une première qui comporte plusieurs droits de vote, disons 20, et une deuxième qui n'en compte qu'un seul. C'est cette seconde qu'on cherche à vendre sur le marché boursier et que détiennent surtout les investisseurs institutionnels.

Voilà pourquoi la lutte contre les actions subalternes menée sous le slogan *Une action, un vote* est au cœur des revendications des investisseurs institutionnels canadiens qui réclament une plus grande démocratie dans les entreprises.

Dans l'industrie, Canadian Tire est la cause célèbre qui a mobilisé les investisseurs institutionnels contre les actions subalternes en

1986-87.

Dans cette histoire, la famille Billes (Alfred, David et Martha) voulait céder ses actions à des détaillants avec une forte prime par rapport au cours des actions subalternes. Les porteurs de ces actions étaient exclus de la transaction malgré un acte de fiducie prévoyant le contraire. Le conseil d'administration, inféodé à la famille, avait refusé de se tenir debout. Sous le leadership de feu Bill Allen du Groupe Allenvest, les actionnaires lésés ont dû exiger l'intervention de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour empêcher la transaction.

«C'est sûr que, quand ça va bien, on peut être plus patients», note Claude Lamoureux, président et chef de l'exploitation du Conseil du régime de retraite des enseignants de l'Ontario (TEACHERS) doté d'un actif de 27 milliards. Mais ces principes-là sont là pour quelque chose. Et on a plus d'impact quand une compagnie a besoin d'argent... et de nous.»

«Dans la majorité des cas, il y a moyen de négocier des arrangements en autant qu'on a affaire à des gens honnêtes et modérés», note M. Jarilowsky.

En fait, les personnes de l'industrie interrogées par *La Presse* sont unanimes; des divergences entre investisseurs institutionnels et directions d'entreprises qui dégénèrent en conflit sont l'exception. «Les plus belles batailles sont les invisibles», résume M. Cedrashi dont les compétences en la matière ont été retenues par la Commission américaine des politiques de compétitivité (*Competitiveness Policy Council*).

Néanmoins, les investisseurs se font de plus en plus pressants pour obtenir des changements, tandis que les directions se rendent de plus en plus compte qu'elles doivent les prendre en considération.

Même les moins militants des investisseurs institutionnels veulent savoir ce qui se passe derrière

le huis clos des conseils d'administration. C'est d'ailleurs la mission d'informer cette industrie que s'est donné le Groupe Allenvest, spécialisé dans le courtage institutionnel et la régulation d'entreprise. Allenvest publie un bulletin mensuel où chercheurs et investisseurs échanger opinions et expériences sur la régulation d'entreprise.

«Allenvest est une sorte de carrefour», décrit Michel Nadeau, premier vice-président affaires stratégiques de la Caisse de dépôt. Au Québec, plus modestement, on retrouve depuis 1989 le discret Réseau des caisses de retraite importantes dont les membres doivent disposer d'un actif minimum de 200 millions. Autour de la table: un actif de 15 milliards.

En matière de régulation d'entreprise, ses initiatives restent timides. Tout de même, note Richard Laflamme, initiateur du réseau et responsable de la caisse de retraite du Mouvement Desjardins, «on discute de la possibilité de prendre en commun certains votes pour exercer une influence, mais il n'y a rien d'arrêté».

On a néanmoins une préoccupation pro-Québec: ainsi, les membres favorisent la Bourse de Montréal à prix égal.

Pas question cependant qu'on assiste à une cartellisation des caisses de retraite en ce qui concerne la régulation d'entreprise. Car au-delà de préoccupations et d'intérêts communs, chacune «est en compétition par rapport à l'autre et cherche pour elle le meilleur rendement», précise M. Cedrashi.

On entendra quand même parler d'elles de plus en plus, de leurs humeurs et de leurs interventions.

La raison est fort simple: les sociétés canadiennes auront un besoin grandissant de capitaux et ce sont les caisses de retraite qui ont le plus d'argent à investir.

Que les dirigeants d'entreprises se le tiennent pour dit! □
DEMAIN: Derrière le huis clos des vénérables conseils d'administration: le vide

Fête du 1er mai: les ex-travailleurs de Steinberg manifestent contre leur syndicat

RAYMOND GERVAIS

Les ex-travailleurs de Steinberg étaient au premier rang de la manifestation du 1er mai qui se tenait hier dans les rues de Montréal et qui a attiré seulement 3500 personnes, comparativement à 10000 l'an dernier.

Estimant qu'ils ont été abandonnés et trompés par les dirigeants de la section locale 501 des TUAC lorsque Steinberg a fermé ses portes, les ex-employés en avaient gros sur le cœur, hier, particulièrement lorsqu'un dirigeant syndical est venu leur demander d'aller prendre place à l'arrière de la manifestation.

«On ne désire pas vous expulser de la manif, mais ce n'est pas votre place ici, on aimerait mieux avoir d'autres personnes», leur a dit sèchement un organisateur.

Mais les ex-employés ont refusé de bouger, affirmant que ce n'était pas parce qu'ils poursuivaient en justice leur syndicat qu'ils n'avaient pas le droit de manifester à l'occasion de la Fête des travailleurs.

Les anciens de Steinberg ont alors serré les rangs et se sont rapprochés de la première ligne où se trouvaient les Larose, Pagé et Brouillette.

M. Maurice Dupont, ex-employé de Steinberg qui portait fièrement un ancien drapeau de la compagnie qui l'a fait vivre pendant 30 ans, ne pardonne pas à son bureau de direction syndical «d'avoir vendu» ses membres pour 18000 \$.

«J'estimais pouvoir prendre une préretraite à l'âge de 55 ans et laisser ma place à un jeune. Mais lorsque la compagnie a fermé, je n'ai retiré que des miettes de mon fonds de pension. Je suis condamné à travailler jusqu'à 65 ans parce que mon syndicat m'a abandonné. Et là, on me demande de disparaître pour ne pas nuire à l'image du syndicat. C'est aberrant», a tonné cet homme dont le groupe prépare une grande manifestation en juin pour souligner le



Travailleurs et chômeurs se sont regroupés hier dans le quartier Villeray, à Montréal, pour célébrer la Fête du 1er mai. Arborant pancartes et drapeaux, c'est en scandant des slogans parfois hostiles au gouvernement qu'ils ont quitté le parc Jarry pour la rue Émile-Journault, où trois orateurs ont pris la parole.

premier anniversaire de la disparition de Steinberg.

Une des manifestantes, Mme Louise Théorêt, membre du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, a déclaré hier qu'elle prenait part à la manifestation pour démontrer au gouvernement que les fonctionnaires voulaient négocier et non pas se faire imposer une fois de plus leurs conditions salariales par l'employeur.

Chez les enseignants, même son de cloche, Diane Fortier, vice-présidente à l'Alliance des professeurs de Montréal, a précisé que les ensei-

gnants participaient à la manifestation du 1er mai parce qu'il y avait un lien direct entre la Fête des travailleurs et l'éducation. «Tout travailleur doit essentiellement passer par le système d'éducation. Avec les coupures actuelles, on doit se demander si un jour, les sans-emploi auront la chance d'accéder au marché du travail», a déclaré Mme Fortier.

Pour elle et pour bien d'autres, il est temps de serrer les coudes et de faire front commun contre le gouvernement.

Gérald Larose, président de la

CSN, a déclaré pour sa part que le ministre Daniel Johnson devra se raviser et satisfaire aux conditions minimales des relations de travail.

Pourquoi fête-t-on le 1er mai au Québec? «Parce que s'il y a plusieurs idées et idéologies véhiculées au sein du monde syndical, il y a une condition commune à tous, le travail», a précisé M. Larose.

«On ne fête pas un régime, ni une forme de gouvernement aujourd'hui, on fête une condition qui est celle des travailleurs et travailleuses», a conclu M. Larose.



Robert Duguay

La passion CIBL

Louise Harel a ramassé 4000\$ à elle seule. Pas tout à fait seule... le libéral Jean-Claude Gobé a contribué lui aussi. Mais c'est elle qui a tout organisé. En riant. Quand elle est allée saluer les téléphonistes avant de partir, ils l'ont accueillie avec une ovation.

«L'an prochain, si on s'y prend plus tôt, on va aller chercher 20000\$, leur a-t-elle promis. Cinq péquistes d'un bord, cinq libéraux de l'autre, on va décupler les dons des auditeurs. Ça va marcher, vous allez voir...»

Les invités se succèdent. Des conseillers municipaux plus qu'on peut en asseoir autour d'une table, des représentants de toutes les centrales syndicales, des journalistes, des artistes, des travailleurs du milieu communautaire, ça n'arrête pas.

Voir y a consacré sa Une, Radio-Canada a partagé 10 minutes d'antenne en direct, du rarement vu, tous les journaux en ont parlé: le téléthon de CIBL est devenu un des événements les plus courus en ville.

Vendredi soir, vers 18 h: M. le maire, dites-nous pourquoi il faut donner généreusement au téléthon de CIBL.

Ben voyons... «Pour apprendre ce qui se passe dans les quartiers de Montréal; pour la culture, pour la contre-culture; pour connaître les enjeux dans les arrondissements... Pour être branché sur Montréal, il faut se brancher sur CIBL...»

Un maire proche de ses concitoyens. Personne n'aurait pu lancer la première soirée du téléthon avec plus de ferveur.

«Parce que CIBL est irremplaçable», a-t-il insisté.

«Parce que CIBL permet à des centaines de jeunes Montréalais de se former, de se développer, de s'enrichir, qu'ils soient techniciens, journalistes ou artistes... on n'a qu'à penser à RBO...»

Intarissable...

M. Doré a aussi profité de son passage dans les studios du boulevard Pie IX pour rappeler qu'il était lui-même un gars de l'Est, né dans le faubourg à m'lasse... l'école Fullum, les coups pendables au coin d'Iberville et Frontenac...

«CIBL, a-t-il repris avec sa verve coutumière, contribue à instaurer un sentiment d'appartenance... grâce à sa projection culturelle de chaque arrondissement... être membre de CIBL, c'est contribuer à l'effort de prise en charge... 256-7272...»

Pour accompagner ces paroles éloquentes d'un geste concret (une fois n'est pas coutume), le maire a offert une paire de billets pour le match de mardi au Forum contre les Sabres, à faire tirer parmi les auditeurs qui souscriront un minimum de 15\$ dans la prochaine demi-heure.

C'est l'extase dans les studios, Jean-Claude Germain est au bord de la crise, attrapez-le vivant...

Les témoignages d'amour et de fidélité vont affluer sur ce rythme-là jusqu'à ce soir. Un délire d'amour et de fidélité au 101,5.

M. Bibeau, le président de la RIO, a fait un don de 500\$ (en notre nom à tous); il nous a rappelés les dimensions de la tour et de combien de degrés elle penchait et la nécessité de recouvrir le stade d'un toit solide, il a donné des dizaines de billets pour visiter les installations olympiques.

Marcel Brisebois, le directeur général du Musée d'art contemporain, a parlé d'une «jeune génération de journalistes qui possèdent l'imagination pour relever les nouveaux défis». Il a ajouté que CIBL, comme le MAC, entretenait des relations étroites avec son public, sans facilité ni complaisance. Et il a conclu, dans un élan grandiose: «Comme un musée, vous avez fonction d'éducation, vous devez provoquer l'admiration, l'exaltation et l'enthousiasme sans lesquels la vie ne vaut pas la peine d'être vécue...»

Jaycee Germain braillait presque lorsqu'il est venu rappeler que le voyage pour deux à Paris serait tiré au hasard vers 20 h 30 dimanche et que l'on obtenait un tee-shirt avec un don de 50\$.

«Ah Paris!» s'est exclamé Robert Gravel qui venait de terminer un impro de trois minutes sur le thème du temps qui passe. «Ah Paris... Il faut voir Paris... boire du champagne à un bistro en admirant la tour Eiffel. CIBL, c'est une porte qui vous fait déboucher sur un monde en couleurs, c'est une radio vivante, basée sur l'énergie humaine plutôt que sur la richesse... 526-7272»

CIBL 101,5...

«Ah tu veux savoir... les crapets soleils, jamais deux pareils...» peut annoncer le passage de Louise Forestier et Michel Tremblay «qu'on est bien chanceux d'avoir, lui qui vit surtout à Paris et à Key West».

On veut bien sûr savoir pourquoi il faut appeler immédiatement le 256-7272.

«Parce que la passion-radio, 101,5, est une chose essentielle à notre vie... Parce que CIBL sent bonne et forte», assure l'écrivain.

«La radio n'a pas abusé de mon corps récemment, sauf vous autres», fait savoir la chanteuse, reprenant du même élan un thème que Dan Bigras avait développé un quart d'heure plus tôt: «Vous faisiez jouer mes tonnes quand j'pognais pas encore...»

Raoul Duguay a interprété un rap composé spécialement pour l'occasion, Jim Corcoran est venu dire qu'il se passait des choses à CIBL qu'il ne se passait pas ailleurs...

Ricet Barrier a chanté «Y'a des vers dans l'reblochon...»

Attention, revoici JC Germain avec des nouvelles extraordinaires, libérez le pont, les femmes et les enfants d'abord... Oui, mesdames-messieurs, nous allons faire tirer une bicyclette d'une valeur de 600\$ et c'est une dame Tremblay qui a gagné les billets de hockey du maire, bravo madame Tremblay.

M. Roger Gallagher est venu remettre 500\$ au nom des marchands de la promenade Ontario qui devraient tous être branchés sur CIBL, il lance un défi aux autres associations de marchands de Montréal.

Plume a chanté «j'ai vendu ma chèvre... on vend toujours queq'chose pour acheter n'importe quoi... n'empêche que moé, l'beau cave, j'ai vendue pareil...»

Sylvie Paquette a chanté, live: «J'ai fait naufrage dans tes yeux, mais tu vogues en d'autres lieux... hé-hé-hé, han-han-han...»

Hier matin, j'étais en voiture, branché au 101,5, vous pensez bien. Michel Chartrand a cité une locution latine, donné son 100\$ «comme à toutes les années parce que les autres, c'est juste du marketing pis du profit alors que dans les radios communautaires, y'a d'la fraternité, d'la solidarité pis d'l'épanouissement. Ça prend des outils pour que le peuple se défende pis c'est pour ça que c'est important d'envoyer des sous à CIBL...»

Le numéro de téléphone, M. Chartrand.

«J'ai pas peur de le dire, c'est le 256-7272...»

Le Mois de l'environnement débute par la remise de 20000 pousses d'arbre au complexe Desjardins

RAYMOND GERVAIS

«Les gens qui se donnent la peine de venir chercher un arbre, le plantent rapidement et s'en occupent bien», a déclaré hier l'animateur radiophonique bien connu et président de la Fondation québécoise de l'environnement, Louis-Paul Allard, lors la remise de 20000 pousses d'arbre, au complexe Desjardins.

Cet événement s'inscrivait dans le double cadre de la Semaine de l'arbre et du Mois de l'environnement.

Selon M. Allard, de 85 à 90 p. cent des arbres offerts par la Fondation québécoise en environnement au cours des derniers cinq ans, ont survécu.

«Tout réside dans la façon de distribuer les arbres. Si vous les distribuez à des enfants dans les écoles ou lors d'activités où les gens ne sont pas là expressément pour venir chercher un arbre, c'est mauvais. Par contre, s'ils se déplacent, le taux de succès est supérieur. C'est ce qui nous permet de croire à la réussite de l'opération pour un meilleur environnement», a expliqué M. Allard.

Hier, une quarantaine d'artistes de la télévision et de la chanson ont participé à la remise de 20000 pins rouges.



Cassandra, huit ans, et Jennifer, trois ans, posent avec leur petit arbre, en compagnie de la mascotte Planton.

PHOTO JEAN COUILL, La Presse

Mme Ginette Beaucage, une résidente de Laval, a précisé hier qu'elle venait chaque année chercher des arbres pour reboiser son terrain en bordure de la rivière des Mille-Îles.

«Il y a quelques années, nous

avons acheté une magnifique terrasse en bordure de la rivière, mais il semble que l'ancien propriétaire avait une dent contre les arbres: il n'y en avait pas un sur la propriété. Comme les arbres sont chers, nous avons décidé de planter des pousses d'arbre et de les regarder pousser. Étonnamment, la croissance des pins est rapide; trois ans après nos premières plantations, nous avons déjà de jolis arbustes», a confié Mme Beaucage.

Louis-Paul Allard a expliqué pour sa part que le but visé par la Fondation était de protéger l'environnement et de sensibiliser les gens aux espaces verts. «Le fait de donner des arbres s'inscrit directement dans la ligne de pensée de l'organisme», a dit M. Allard.

Quelque 500000 arbres seront distribués au cours de la semaine à travers le Québec, grâce notamment à la participation des pharmacies Jean Coutu, qui offriront gratuitement les pousses d'arbre.

Grâce à la participation du ministère des Terres et Forêts et de commanditaires, la Fondation a donné quelque deux millions d'arbres.

Comme l'a précisé M. Allard, les arbres sont gratuits, mais tout don à la Fondation est grandement apprécié.

PRÈS DE 20 000 \$ POUR LE RADIOTHON DE CIBL

Le radiathon de CIBL roulait à un train d'enfer hier alors que les auditeurs de cette station communautaire témoignaient de leur attachement à ce diffuseur en plongeant la main dans leur porte-monnaie. En fin de journée hier, la station avait reçu des dons d'une valeur de 19361 \$ et inscrits 538 nouveaux membres. L'opération se terminera par une émission spéciale intitulée «Sprint final» à 17 heures, en fin d'après-midi.

SAISIE DE STUPÉFIANTS

Tôt hier matin, vers minuit 20, les policiers de l'escouade du crime organisé de Québec, à Joliette, ont saisi pour 22000 \$ de stupéfiants et près de 4000 \$ de tabac de contrebande dans une résidence de Saint-Damien-de-Brandon, dans la région de Lanaudière. Les policiers ont saisi 890 grammes de haschisch, 43 plants de marijuana, 53 cartons de cigarettes de contrebande, 42 cannettes de tabac de contrebande, cinq bâtons de dynamite ainsi que cinq détonateurs. Un homme de 34 ans et une femme de 27 ans ont été arrêtés. L'homme est détenu et devra comparaître demain matin au palais de justice de Joliette. La femme devra comparaître par voie de sommation.

CADAVRE REPÊCHÉ

Le cadavre d'un homme de 50 à 60 ans a été repêché hier après-midi dans le port de Montréal, dans le bassin numéro 1 situé près des rues Mill et de La Commune. Selon une première hypothèse, il pourrait s'agir d'un itinérant. La mort ne remonterait pas à plus de quelques jours, car le cadavre ne

flottait pas à la surface. Ce sont des piétons qui ont remarqué le corps entre deux eaux, en fin de matinée. Les membres de la section technique ont finalement réussi à sortir le cadavre vers 15 h. La police classe l'affaire comme une mort douteuse pour le moment.

DESCENTE DANS UN BAR

Tard, vendredi soir, les enquêteurs de l'escouade du crime organisé de la sûreté du Québec de Trois-Rivières, ont procédé à une descente au bar Sainte-Julie, à Sainte-Julie-de-Laurierville. Les policiers ont procédé à huit arrestations, soit deux tenanciers, trois danseuses, et trois clients trouvés en possession de stupéfiants. Cinq grammes de cocaïne, évalués à 8000 \$ sur le marché noir, en plus de cinq appareils vidéo-poker ont été saisis. Les tenanciers sont présentement détenus et comparaitront demain au palais de justice d'Arthabaska. Les autres personnes arrêtées seront poursuivies ultérieurement par voie de sommation.

SAISIE DE VIDÉO-POKER

Vendredi, en fin d'après-midi, les policiers de l'escouade du crime organisé de la sûreté du Québec de Montréal, assistés des policiers de

Saint-Constant, ont effectué une perquisition dans un salon de quilles de l'endroit où ils ont saisi neuf dispositifs de jeux de type vidéo-poker. La marchandise saisie aurait une valeur approximative de 27000 \$. Ce même établissement avait été visité la veille par les policiers de la SQ et 11 dispositifs de jeux du même type avaient été saisis.

POUR RIRE ET CONTRE LE SIDA

Le nouveau Musée... pour rire tient un marathon de l'humour de 24 heures au cours du week-end, afin d'amasser des fonds pour la lutte contre le sida. Depuis minuit hier soir, le public peut visiter le Musée au coût de 20 \$ et assister à des spectacles continus d'humoristes. Le comique new-yorkais Paul Reiser et les Québécois Patrick Huard et Lise Dion sont au nombre des vedettes invitées. L'argent recueilli servira à améliorer les services offerts aux sidéens. Plus de 21 000 visiteurs ont franchi les tourniquets du Musée depuis son ouverture, le 1er avril. Selon le directeur du Musée, Pascual Jacobacci, ces premiers chiffres officiels correspondent aux attentes de la direction, dont l'objectif est d'attirer 300000 visiteurs annuellement.

MISES À PIED CHEZ AIR ALLIANCE

Le transporteur régional québécois Air Alliance procédera à une vingtaine de mises à pied le 1er juin. Des employés des groupes de mécaniciens, agents de bord et pilotes seront touchés. La compagnie justifie ces compressions budgétaires en invoquant le ralentissement économique. Selon le porte-parole d'Air Alliance, Bernard Jeteau, le marché québécois est en régression significative depuis plusieurs mois et de telles mesures s'imposaient afin de maintenir la performance financière de la compagnie. Le transporteur soutient que ce réaménagement n'affectera pas les services régionaux de l'entreprise, mis à part les réductions normales de service pour la période estivale.

FEMME ARRÊTÉE

Une femme d'une vingtaine d'années a été arrêtée, vers 3 h samedi matin, après avoir asséné un coup de couteau à un jeune homme, lui-aussi dans la vingtaine. La victime n'a pas été blessée gravement et elle a reçu son congé d'hôpital peu de temps après son admission. Ces événements se sont produits dans la nuit de vendredi à samedi, dans un logement du quartier Montmorency à Beauport. La victime a été menée à l'hôpital par une connaissance, qui a prévenu les policiers. La jeune femme aurait poignardé la victime à la suite d'une querelle amoureuse. La suspecte a pris un couteau et elle a frappé le jeune homme au bras gauche à la hauteur du biceps à une reprise. La victime a pris la fuite et les policiers de la sûreté municipale de Québec (SMQ) ont procédé à l'arrestation de la suspecte dans les minutes qui ont suivi l'altercation.





Quatre des candidats à la direction du PC photographiés avant le débat de Calgary: Patrick Boyer, Kim Campbell, Garth Turner et Jean Charest. PHOTO PC

Un match nul entre Campbell et Charest



ANDRÉ PRATTE

Ce fut certainement la meilleure performance de Kim Campbell depuis le début des débats entre les aspirants au poste de chef du Parti conservateur. Attaquée à plusieurs reprises par ses cinq poursuivants, elle a répliqué avec assurance et décoché elle-même quelques flèches. Mais cela n'a pas été suffisant pour éclipser Jean Charest, qui grâce à son humour et à ses talents de plaideur, a pu arracher un match nul à la ministre de la Défense.

Sur les différents sujets abordés — le financement des méga-projets, les compressions budgétaires, la loi sur les jeunes contrevenants — les deux principaux candidats ont exposé des idées aussi similaires que vagues. Ni Mme Campbell ni M. Charest n'ont relevé le défi que leur a lancé le député Garth Turner de dire précisément quelles compressions ils proposaient pour venir à bout du déficit du gouvernement fédéral.

M. Charest a répété son plan en cinq points, ce qui lui a valu une réplique inglante de sa collègue: «C'est un excellent plan Jean, c'est d'ailleurs la politique actuelle du gouvernement...». L'auditoire est resté de glace. Mme Campbell elle-même a parlé de sa stratégie à trois volets, à laquelle on aurait tout aussi bien pu répondre: «C'est un excellent plan Kim, c'est d'ailleurs la politique actuelle du gouvernement...»

M. Turner et les trois autres candidats marginaux ont dès lors eu beau jeu de se moquer de l'imprécision des engagements des deux favoris. Cela leur a permis de voler la vedette.

Garth Turner et Patrick Boyer ne manquèrent pas une occasion de montrer à la caméra leur livre respectif, et d'en citer les solutions précises — mais souvent simplistes — qu'ils mettent de l'avant pour réduire le déficit. «Avec tous ces livres dont on parle, je me demande s'il ne faudrait pas abolir la TPS sur les livres!», a lancé un Jean Charest blagueur.

L'homme d'affaires ontarien John Long, qui a choisi cette course au leadership pour tenter de ressusciter les idées du Crédit social, a été frappé par un éclair de lucidité lorsqu'il s'en est pris aux promesses de ses adversaires: «Vous promettez d'éliminer le déficit en quatre ou cinq ans. Cela veut dire réduire les dépenses du gouvernement de 25 p. cent! Je crois qu'en faisant cela, nous plongerions le pays dans une profonde dépression!».

Trop de français
Durant les deux heures du débat, on a eu droit à deux questions en français, auxquelles la plupart des candidats ont répondu en français. C'était trop pour certains conservateurs albertains: lorsque, au milieu d'un de ces échanges, le député Jim Edwards a annoncé qu'il allait répondre en anglais, il a eu droit à des applaudissements.

M. Edwards n'a pas apprécié: «Je vais répondre en français si vous êtes impolis...» Si courageux à Montréal la semaine dernière lorsqu'il s'est agi de prendre la défense des Québécois anglophones, M. Charest ne l'a pas été assez pour saisir cette occasion et adresser aux gens de Calgary un plaidoyer semblable en faveur des droits des francophones. Mme Campbell non plus d'ailleurs.

La ministre de la Défense n'a pas hésité cependant à s'en prendre de front au Reform Party, dans la province où il est le plus menaçant. Au cours d'une discussion sur la réforme du Sénat, Mme Campbell a lancé l'avertissement suivant: «Les Canadiens devraient faire très attention de ne pas être séduits par des partis régionaux, parce que ce que font ces partis est d'écarter cette région de la table autour de laquelle les décisions sont prises.»

Sûre de gagner?

Cette performance, pas éclatante mais correcte, suffira-t-elle à endiguer la menace posée par la naissance d'un fort courant favorable à Jean Charest? A plusieurs moments durant le forum, Mme Campbell s'est assise, un peu en retrait, laissant les cinq autres candidats discuter.

L'air de dire: «Allez-y les gars, moi de toute façon, je suis sûre de gagner». C'est le message que ses organisateurs transmettent à leurs troupes et aux médias: si tout le monde fait son travail, d'ici la fin de la semaine prochaine, les assemblées qui auront eu lieu dans les 295 circonscriptions du pays auront élu une forte majorité de députés pro-Campbell.

L'organisation Charest admet que Mme Campbell peut compter sur l'appui de près de la moitié des députés choisis jusqu'à maintenant. Mais elle estime qu'environ 20 p. cent des députés élus n'ont pas encore pris position, un pourcentage qu'ont contribué à gonfler les bonnes performances de M. Charest au cours des deux premiers débats, et que pourrait maintenant influencer les récents sondages indiquant qu'il est presque aussi populaire que sa collègue.

Dans une entrevue à La Presse hier, l'organisateur en chef du jeune candidat soulignait aussi qu'ouïre les 2700 députés élus dans les comtés, 1100 autres conservateurs — députés, membres des exécutifs national et provinciaux du PC, députés conservateurs provinciaux, etc. — auront droit de vote à Ottawa. «40 p. cent des députés élus ne veut donc pas dire 40 p. cent du vote au congrès», de dire M. David Small.

«La moitié des députés seront choisis cette semaine, et notre objectif est de faire en sorte que le plus grand nombre possible d'entre eux ne s'engagent pas dès maintenant à l'égard d'un candidat», a fait savoir M. Small. Ce qui explique l'appel lancé à la fin du débat de vendredi soir par le ministre de l'Environnement: «Je veux rappeler à tous les députés qu'ils ont la liberté de choisir. Le 13 juin, vous devriez faire le bon choix pour le parti et le bon choix pour votre pays. Gardez votre liberté de choisir!»

Un autre sondage donne un nouvel élan à la campagne de Jean Charest

Presse Canadienne
RED DEER, Alberta

La ministre Kim Campbell vient de voir fondre un de ses plus solides arguments pour con-

vaincre les délégués de l'éire à la direction du Parti conservateur, croit son rival, Jean Charest.

Car désormais, elle n'est plus la seule candidate conservatrice susceptible de gagner la prochaine élection, fait-il valoir.

Un sondage Angus Reid, publié hier, semble en effet indiquer que l'un ou l'autre des deux ministres pourrait tout aussi bien battre les libéraux aux prochaines élections.

«L'argument voulant qu'elle seule pouvait porter le parti au pouvoir lors des prochaines élections ne tient plus. Maintenant, nous sommes nez à nez», a dit M. Charest hier, lors d'une tournée-éclair qui l'a conduit à travers l'Alberta, en vue de gagner de nouveaux appuis parmi les délégués.

«Nous pouvons tous les deux remporter les prochaines élections», a affirmé le ministre de l'Environnement, qui a également abordé la question du Sénat, advenant son élection.

«Une fois élu premier ministre, si j'ai l'occasion d'abolir le Sénat, je n'hésiterai pas à le faire», a-t-il déclaré, au cours d'une rencontre avec une quarantaine de militants, à Red Deer, au centre de l'Alberta.

Mais il a indiqué qu'il ne prendrait pas l'initiative de mettre en branle le processus de réforme constitutionnelle.

Au cours des derniers jours, trois sondages sont venus coup sur coup indiquer une baisse de popularité de celle qui était la fa-

vorite depuis le début de la course au leadership conservateur, la ministre de la Défense, Kim Campbell.

Cependant, Mme Campbell n'en continue pas moins à gagner l'appui d'un plus grand nombre de délégués. Et ce sont eux qui devront choisir le prochain chef conservateur.

Un sondage, fait entre le 21 et le 29 avril, indiquait samedi que la ministre Campbell obtiendrait 42 p. cent des votes de 1500 électeurs sondés, qui ont dit croire qu'elle ferait le meilleur premier ministre.

Jean Chrétien aurait pour sa part 20 p. cent des appuis, et huit p. cent iraient à Audrey McLaughlin, du NPD.

Si c'était M. Charest qui emportait la course, il pourrait compter sur l'appui de 39 p. cent des électeurs lors des prochaines élections, contre 28 p. cent pour M. Chrétien et 17 p. cent pour Mme McLaughlin.

Ce nouveau sondage donne un nouvel élan à la campagne de M. Charest.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Bernard Valcourt, a annoncé quant à lui qu'il appuyait la candidature de Mme Campbell.

M. Charest a accusé le coup en rétorquant qu'au cours des derniers jours il avait reçu plusieurs appuis, dont celui de la ministre des Affaires extérieures, Mme Barbara MacDougall, de la ministre Monique Vézina et du ministre de l'Énergie, Bill McKnight.

Ah

LES CHANCEUX!

Ils seront bientôt futés comme pas un...



Chaque jour, 25 abonnés chanceux de La Presse reçoivent la première édition du guide «Le Petit Futé» de Montréal! Ils pourront explorer leur ville jusque dans ses moindres recoins. Voici les chanceux d'aujourd'hui:

- | | |
|-----------------------------------|--------------|
| Mme Verreault de Montréal | n° 210189V00 |
| M. Gagpi de Montréal | n° 210690G07 |
| M. Lambros de Dollard-des-Ormeaux | n° 210861L04 |
| M. Adam de Montréal | n° 210903A02 |
| M. Montgrain de l'Île-Perrot | n° 210929M01 |
| M. Beauregard de Pont-Viau | n° 213365B01 |
| Mme Laurence de LaSalle | n° 216427L02 |
| Mme Partikian de Longueuil | n° 222091P02 |
| M. Cyr de Boucherville | n° 222608C01 |
| Mme Laquerre de Boucherville | n° 222810L04 |
| M. Caron de Saint-Lambert | n° 224292C03 |
| M. Bérubé de Saint-Lambert | n° 224353B05 |
| Mme Dipisa de Montréal-Nord | n° 227360D02 |
| M. Bilodeau d'Anjou | n° 234345B02 |
| M. Calvi de Montréal | n° 240063C03 |
| M. Dagenais de Boisbriand | n° 243007D03 |
| Mme Lavoie de Candiac | n° 260230L03 |
| M. Gariépy de Léry | n° 270300G03 |
| M. Caron de Beloeil | n° 286212C04 |
| Mme Laurin de Saint-Bruno | n° 286565L01 |
| M. Raymond d'Anjou | n° 234422R01 |
| Mme Larouche de Longueuil | n° 237553L06 |
| Mme Zavallone de Saint-Eustache | n° 242026Z01 |
| Mme Bernier de Boisbriand | n° 243228B02 |
| M. Brûlé de Duvernay | n° 246210B00 |

Du 2 au 9 mai, les noms de 25 chanceux et chanceuses seront publiés chaque jour. La Presse leur offrira gracieusement un guide «Le Petit Futé» 1993 consacré à Montréal. La valeur totale des prix offerts est de 2 590\$. Les règlements sont disponibles à La Presse.

POUR ÊTRE CHANCEUX,
IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ À

La Presse

ABONNEZ-VOUS!

285-6911

RÉSULTATS

loto-québec

6/49 Tirage du 93-05-01

4 18 39 40 42 43

Numéro complémentaire: 17

Prochain tirage: 93-05-05

Extra Tirage du 93-05-01

NUMÉROS	LOTS
701580	100 000 \$
01580	1 000 \$
1580	250 \$
580	50 \$
80	10 \$
0	2 \$

Banco Tirage du 93-05-01

2	6	9	13	21
28	29	30	35	40
42	46	47	49	56
57	60	62	65	66

Prochain tirage: 93-05-02

SELECT Tirage du 93-05-01

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00\$
5/6+	2 12 928,30\$
5/6	44 391,70\$
4/6	1 895 42,40\$
3/6	28 899 5\$

Numéro complémentaire: 10

Ventes totales: 1 003 732,00\$
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00\$

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Une accalmie temporaire

Presse Canadienne
WASHINGTON

Le calme actuel au Canada et au Québec dans le dossier constitutionnel n'est que temporaire, estiment des spécialistes en relations canado-américaines.

Ces experts, qui se rencontreraient hier à Washington dans le cadre d'un symposium, célebraient ainsi, à leur façon, les 50 ans de l'école des études internationales avancées de l'Université Johns Hopkins.

Le directeur suppléant du centre d'études canadiennes de cette école prestigieuse, M. Greg Marchildon, a profité d'un atelier sur l'avenir du Canada et du Québec pour affirmer que l'accalmie actuelle ne durera pas plus de deux ou trois ans.

«Ca ne peut pas tenir, a-t-il déclaré. Il est nécessaire d'apporter une solution. Le Québec et le Canada sont trop dynamique pour permettre quoi que ce soit d'autre.»

Il a soutenu qu'il serait erroné d'interpréter le calme actuel comme une acceptation du statu quo.

Une étudiante en études canadiennes, Mme Adair Roberts, a abondé en ce sens. Selon elle, le report de l'attention générale sur l'économie à la suite de l'échec de l'Accord de Charlottetown sera de courte durée. Torontoise d'origine, elle a dit croire que le mauvais état de l'économie pourrait contribuer à la victoire de l'indépendance au Québec.

M. Charles Doran, le directeur du centre d'études canadiennes, a fait remarquer que le rejet de l'Accord de Charlottetown n'avait rien réglé. Les Canadiens anglais veulent toujours un Canada uni, mais ils ne sont pas prompts aux compromis, a-t-il affirmé.

De son côté, M. Joseph Jockel, le directeur du Centre d'études stratégiques et internationales, un institut de recherche situé à Washington, a fait remarquer que les Québécois et les Canadiens auront à prendre beaucoup de décisions cruciales au cours des prochaines mois et des prochaines années.

RÉSULTATS

loto-québec

Le Mini Tirage du 93-04-30

NUMÉROS	LOTS
616276	50 000 \$
16276	5 000 \$
6276	250 \$
276	25 \$
76	5 \$
61627	1 000 \$
6162	100 \$
616	10 \$

PROMINENTAL Tirage du 93-04-30

NUMÉROS DÉCOMPOSABLES	LOTS
3150499	1 000 000 \$
150499	5 000 \$
50499	500 \$
0499	100 \$
499	25 \$
99	5 \$

Quotidienne Tirages du 93-04-25 au 93-05-01

DIMANCHE	3	4
LUNDI	517	2174
MARDI	548	3200
MERCREDI	453	1917
JEUDI	314	3956
VENDREDI	287	2343
SAMEDI	291	8138
	436	8434

Banco Tirage du 93-04-30

3	9	11	16	21	22	23
25	30	31	35	40	47	48
50	59	60	67	68	69	

Prochain tirage: 93-05-01

MINI Tirage du 93-04-30

NUMÉROS	LOTS
232159	250 000 \$
32159	2 500 \$
2159	250 \$
159	25 \$
59	10 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Souveraineté: le PQ se fait rassurant face aux fonctionnaires fédéraux du Québec

GILLES PAQUIN

Le Parti québécois a décidé de prendre les grands moyens pour convaincre les 72 000 fonctionnaires fédéraux travaillant au Québec que la souveraineté ne se fera pas sur leur dos.

«Nous allons demander au prochain congrès du Parti, en août, de s'engager fermement à garantir leur intégration à la fonction publique du Québec», a déclaré la députée de Taillon et responsable de ce dossier Pauline Marois.

Un comité extraordinaire du PQ a longuement étudié cette question pour en arriver à la conclusion que l'intégration des fonctionnaires fédéraux était non seulement possible mais nécessaire.

Possible, car le Québec n'a jamais eu, dans la fonction publique fédérale, le nombre d'emplois (18 p. cent) correspondant à sa proportion de la population canadienne (25 p. cent)

ou à sa contribution au produit intérieur brut (23 p. cent). Il détient donc la capacité d'intégrer les employés fédéraux au service du nouvel État souverain, soutient le document du PQ.

Nécessaire, car le Québec devra assumer l'ensemble des pouvoirs normalement dévolus à un État. Pour accomplir cette mission élargie, le Québec doit pouvoir compter sur un appareil gouvernemental capable d'offrir au public les services de qualité auxquels il a droit, ajoute le texte.

Selon Mme Marois, l'enjeu principal est d'assurer le maintien du niveau d'emploi dans la fonction publique ainsi que l'activité économique qui en découle. Question particulièrement importante dans les régions où se trouvent un nombre important de fonctionnaires fédéraux, soit 19 277 à Hull; 23 613 à Montréal et 6441 à Québec.

Pour rassurer ceux qui sont préoccupés par l'existence même de leur

emploi et pour répondre aux appréhensions de l'actuelle fonction publique québécoise face à ce fort contingent de nouveaux employés, le PQ doit adopter une position claire.

Ainsi, il s'engage à offrir à chacun des fonctionnaires fédéraux du Québec un poste équivalent dans la nouvelle fonction publique québécoise; à reconnaître leurs structures de représentation syndicales et à négocier avec elles l'intégration.

À l'endroit des membres de l'actuelle fonction publique du Québec, le PQ s'engage à les associer à la démarche visant à créer le nouvel appareil gouvernemental.

Finalement, le Parti québécois prend l'engagement de maintenir dans chacune des régions un niveau d'emploi d'administration publique et un niveau de masse salariale équivalents à ceux en vigueur lors de l'accession à la souveraineté.

Si ces objectifs ne sont pas atteints, l'État devra compenser en

versant la différence dans un fonds de développement régional qui sera administré par les institutions locales, précise le document du PQ.

Comme de tels changements auront un impact plus important dans l'Outaouais en raison de la proximité d'Ottawa, le rapport du PQ propose également d'y mettre sur pied un «vigoureux plan de diversification économique».

Tout une gamme de mesures susceptibles de rassurer la population de l'Outaouais autant que les fonctionnaires fédéraux, viennent donc s'ajouter à celles énumérées plus haut.

Il reste à voir maintenant si ce plan sera bien reçu par les employés fédéraux, une catégorie de travailleurs qui croyaient jouir d'une garantie d'emploi totale, mais qui a perdu cette certitude depuis que l'État fédéral multiplie les compressions budgétaires et les abolitions de postes dans la fonction publique.



Nathalie Petrowski

Le retour de l'écrivain errant

Deux tuiles majeures attendaient Jacques Godbout à son retour de Paris après six mois d'exil passés à écrire un nouveau roman dans le bûcher des vanités parisiennes. D'abord une tempête aussi inattendue qu'indésirée le fit brutalement renouer avec ces quelques arpentés de neige comateuse qu'il avait cru pour un temps pouvoir déjouer. Et puis la dernière livraison de la revue *Liberté*, une revue qu'il a fondée avec quelques amis il y a 30 ans, l'attaquait sauvagement par le truchement d'un jeune blanc bec du nom de Serge Cantin.

Dans un texte de 30 pages, songé à souhait et intitulé *La fatigue culturelle de Jacques Godbout*, titre à moitié emprunté à Hubert Aquin, l'auteur inconnu mais plus pour longtemps vu la rapidité avec laquelle la revue s'envole dans les librairies, démolit l'écrivain qu'il accuse d'avoir sciemment exploité l'ambiguïté des Québécois, écrivain dont la réputation reposerait sur une méprise et qui entretendrait avec Robert Bourassa non seulement une amitié de collège mais «un même profond et délétère attachement à une vision statique et minoritaire du Québec». Le texte est dévastateur et Godbout moins dévasté que furieux à l'idée que ses ex-amis aient publié un tel torchon sans avoir eu la décence de l'avertir.

Ce jeune homme dont je ne veux pas savoir le nom, dit Godbout, ne connaît rien à rien. Il prétend que je refuse le titre d'intellectuel sans même savoir que j'ai commencé ma carrière médiatique en m'en prenant à l'auteur de téléromans Jean Després et en osant lui rappeler que j'étais un intellectuel! Il m'accuse d'abnégation culturelle quand je dis que Mordecai Richler est un des grands écrivains du Québec. Mordecai n'est peut-être pas un Canadien français, mais c'est un écrivain d'ici comme Gabrielle Roy qui vient des Prairies ou Antonine Maillet qui est une Acadienne qui vit maintenant à Outremont.

Visiblement, Jacques Godbout n'apprécie pas la critique même celle diffusée au nom de la liberté. Heureusement qu'avec la critique viennent aussi les fleurs. À peine remis de sa colère, Godbout apprenait dans ce journal-même que plusieurs de ses pairs le voyaient comme prochain ministre de la Culture. Godbout reçut le compliment comme un baume sur ses blessures de guerre avant de s'interroger sur cet étrange paradoxe voulant qu'un même homme dans une même semaine soit démolit et porté aux nues par une même société. Mais n'était-ce pas un peu dans l'ordre des choses et dans l'ordre de ce personnage ironique, en proie à un éternel tirailllement de schizophrène, toujours entre deux eaux, deux chaises, deux cultures, deux pays.

Dans un sens, il n'y a rien d'étonnant à ce que Jacques Godbout ait été accueilli à son retour avec une brique, un fanal et des fleurs. Un autre serait parti et revenu qu'on l'aurait jamais su. Pas Godbout.

— Tu ne pourras jamais écrire de papier avec ça! m'annonça presque triomphalement Godbout assis rue Bernard à la première terrasse du printemps devant un café crème typiquement parisien.

— Et pourquoi pas? fit la journaliste amusée. Mais l'écrivain ne put en dire davantage, trop accaparé par ce foutu décalage horaire et culturel et par la nécessité physique de rejeter l'eau, l'air, la densité démographique, le bruit et la bouffe parisienne qu'il avait mis six mois à intérioriser. C'est la première fois que Godbout et sa femme, éternels amants de la métropole parisienne, y passent un aussi long séjour. C'est la première fois aussi qu'ils reviennent un peu à contrecœur, pas tout à fait rassasiés du luxe intellectuel et du débordement des musées, des librairies, des débats et des discours.

— Après six mois en Afrique, je m'ennuyais du boulevard Décarie, dit Godbout. Après six mois en Californie, j'avais l'impression d'avoir fait le tour, mais au bout de six mois en Europe, j'ai l'impression qu'il me reste une foule de choses à découvrir. Godbout n'a pas prolongé son séjour pour autant ni décidé de tout liquider ici pour recommencer à zéro là-bas. L'écrivain a trop besoin d'exister dans sa province pour devenir une simple rumeur dans la cacophonie parisienne. De là à annoncer qu'il accepte le titre vénérable de ministre de la Culture, il y a un pas qu'il refuse de franchir. Godbout a pourtant la tête de l'emploi et toute la culture nécessaire pour devenir une sorte d'André Malraux décontracté. Son aisance et sa distinction naturelles, comme l'écrit son jeune ennemi, nous changerait des curés sans aisance et des comptables sans distinction qui se sont succédés dans ce ministère aux allures maraîchères. Mais Godbout ne veut rien entendre. Il esquive la question en se rabattant sur sa plus sûre compagne, l'ironie.

— Je ne suis pas sûr que la voirie ne m'intéresserait pas plus que la culture, badine-t-il. Et puis pourquoi s'arrêter en chemin? Pourquoi pas maire de Montréal? Pourquoi pas pape. J'adore Rome l'hiver. Godbout ne livre pas facilement le fond de sa pensée. Et le fond de sa pensée c'est que la politique — et non le politique — l'emmerde souverainement.

— Te rends-tu compte des étapes par lesquelles il faut passer? D'abord il faut se faire élire et pour cela, il y a la porte à porte, les bingos, les soupers de salle paroissiale, les épiluchettes de blé d'Inde. J'admire les gens qui le font car moi j'en suis parfaitement incapable. Sans compter qu'une fois élu, on ne se retrouve pas forcément dans le ministère de son choix ni entouré de gens avec qui on veut travailler. Et puis de toute façon, qui dit que je n'ai pas d'autres choses à faire. Godbout est pourtant déjà passé à un cheveu de se retrouver au fameux ministère. C'était à l'époque de René Lévesque, qui venait de nommer Denis Vaugeois à la Culture et lui suggéra de prendre Godbout comme sous-ministre.

— J'ai passé une journée complète avec Vaugeois. À la fin, il était convaincu qu'en m'embauchant je deviendrais rapidement ministre et lui mon subalterne. Godbout rit de l'incident tout en en tirant une certaine fierté. Celle du fauteur de troubles ou du mouton noir, celle du réfractaire professionnel qui ne se laissera jamais embrigader par aucun pouvoir. Nous voilà donc prévenus. Le prochain ministre de la Culture ne s'appellera pas Jacques Godbout. De toute façon si Jean Chrétien est élu, Godbout a juré devant témoin de s'exiler.

— La promesse tient toujours, dit-il. J'espère pour lui que Jean Chrétien aura la gentillesse de s'abstenir, sans quoi le Canadien errant risque bientôt d'avoir un frère écrivain.



PHOTO JEAN GOUILLI, La Presse

Le candidat à la mairie de Laval, Jean Rizzuto, et son organisateur en chef, Jean Fournier, étaient visiblement forts satisfaits, hier, devant le succès du brunch-bénéfice d'Option-Laval. Face à l'affluence, on a dû dresser d'urgence, 235 couverts de plus que prévu.

Laval: plus de 1100 personnes «bravent» le beau temps pour assister au brunch de Jean Rizzuto

Le candidat à la mairie d'Option-Laval dénonce l'administration du PRO de Gilles Vaillancourt

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Plus de 1100 personnes ont fait fi du beau temps hier matin, pour aller écouter le candidat à la mairie d'Option Laval, Jean Rizzuto, qui s'en est pris à l'administration du maire Gilles Vaillancourt, l'accusant principalement de trop et mal dépenser.

Les organisateurs du brunch avaient demandé à la direction de la salle de mettre 900 couverts, mais on a dû en ajouter 235 à la dernière minute pour satisfaire tous ceux qui se sont présentés.

Parmi l'assistance, on pouvait remarquer les trois candidats du Bloc québécois des comtés lavallois aux prochaines élections fédérales. Michel Leduc, Maud Desbiens et Madeleine Dalphond-Guirald ont tous joué un rôle de premier plan dans le passé avec le Parti québécois. M.

Leduc a même été député à l'Assemblée nationale.

Le sénateur Pietro Rizzuto, frère du candidat à la mairie d'Option Laval et responsable de la campagne de Jean Chrétien au Québec, n'était pas à ce rassemblement, tout comme les trois candidats choisis pour représenter le Parti libéral du Canada, lors du prochain scrutin.

Pour Jean Rizzuto, il est urgent de défaire Gilles Vaillancourt, qui est à l'hôtel de ville depuis 20 ans. «Il a été élu conseiller avec Lucien Paiement, qui avait à ses côtés Michel Fréchette et Pierre Viau. Ces deux éminences grises sont encore là. Rien n'a changé. En 20 ans, c'est toujours pareil. Option Laval n'est pas le parti d'une clique, d'un petit club sélect. C'est votre parti», a lancé le prétendant aux hommes et femmes venus l'entendre.

Il a soutenu qu'Option Laval était le parti de toutes les souches

de la société lavalloises. «Nous étions 75 à la fin de janvier, poursuit-il, lors du lancement du parti. Puis, 250 lors de l'annonce de ma candidature et, aujourd'hui, pour assister à un brunch par un beau samedi matin, nous sommes plus de 1100. Option Laval est un parti démocratique, pour nous financer nous avons organisé ce premier brunch à un prix populaire, 15 \$. Pendant que l'autre parti (Parti du ralliement officiel des Lavallois de maire Gilles Vaillancourt) tiendra une activité à 150 \$ demain. Notre financement reposera vraiment sur la participation de tous.»

«Ca va mal»

Puis à l'endroit de l'assistance, il a lancé: «Pourquoi êtes-vous si nombreux ce matin?» Il a répondu lui-même rapidement: «Parce que ça va mal à Laval.»

Il a repris en lançant: «Option Laval s'engage à gérer cette ville

afin que tous les citoyens y vivent mieux.»

Pour lui l'administration en place dépense trop et surtout mal. «Nous sommes endettés pour 800 millions de dollars. Ça na pas de sens quand il faut emprunter pour faire l'épicerie.»

Dans son allocution, il s'en est pris au transport en commun, au chômage, à la pauvreté et au mauvais taux de solution des crimes dans Laval. «Nous avons, précisez-t-il, pourtant d'excellents policiers, mais l'administration Vaillancourt ne leur a pas donné les moyens de faire leur travail.»

Les élections municipales à Laval auront lieu le dimanche 7 novembre prochain et déjà, soit à six mois du scrutin, les Lavallois sont entraînés dans la campagne. Aujourd'hui, c'est au tour du PRO du maire sortant de faire un rassemblement public.

Le Parti Égalité demandera à Ottawa de forcer la main de Robert Bourassa

GILLES PAQUIN

Selon le Parti Égalité le gouvernement fédéral a le devoir et le droit de désavouer toute nouvelle loi linguistique du Québec imposant des restrictions à l'usage de l'anglais dans l'affichage commercial.

«Nous croyons que la liberté d'expression reconnue par l'ONU s'applique à toutes formes d'affichage. Il n'est pas question de tolérer des exceptions comme veut le faire le Parti libéral», a déclaré hier le chef du PE Keith Henderson.

S'adressant au Conseil général de son parti à Montréal, M. Henderson s'est engagé à solliciter l'intervention d'Ottawa pour forcer la main de Robert Bourassa si jamais Québec voulait encore une fois déroger à la Charte des droits.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (AABN) donne à Ottawa un pouvoir de désaveu des lois provinciales et celui-ci l'a utilisé à plusieurs reprises au siècle dernier dit M. Henderson. Même si de nombreux législateurs soutiennent que

ce pouvoir est désuet, le chef du PE affirme qu'il existe toujours et pourrait contraindre la volonté des libéraux.

Selon lui, il est tout à fait injustifiable de faire des distinctions entre l'affichage devant un commerce et les panneaux réclame le long des routes ou dans les transports en commun comme semble disposé à le faire Québec.

«Le Canada a déclaré devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies qu'il n'accepterait pas de laisser un gouvernement brimer les droits des citoyens en utilisant la clause dérogatoire de la Charte canadienne», prétend M. Henderson.

Si Ottawa refusait maintenant d'intervenir au Québec pour ménager son allié politique il ferait preuve d'une hypocrisie inqualifiable croit M. Henderson.

Pour sa part le Parti Égalité entend aller encore plus loin advenant que le gouvernement Bourassa donne suite à son intention de limiter encore une fois l'affichage bilingue. Le PE encouragera les citoyens à retourner devant le Comité de l'ONU

pour dénoncer le Québec dit M. Henderson.

Ouvrir l'école anglaise

Mais il n'y a pas que l'affichage qui inquiète le Parti Égalité, l'éducation le préoccupe tout autant. Le Conseil général du parti libéral a demandé au gouvernement de maintenir le statu quo dans le domaine scolaire déplore M. Henderson.

«Nous voulons que le gouvernement cesse d'interdire aux immigrants de fréquenter les écoles de langue anglaise. Qu'il rétablisse la liberté de choix totale des parents et qu'il n'établisse plus de distinction entre les citoyens», souligne-t-il.

Même si les inscriptions aux écoles de langue française connaissent également un chute importante depuis quelques années, M. Henderson soutient que la situation est plus dramatique dans le secteur anglais en raison de la Loi 101.

Tant que les libéraux maintiendront ces articles de la Loi 101, les anglophones n'auront aucune raison de leur faire confiance affirme M. Henderson. Le combat du Parti Éga-



Keith Henderson

lité se poursuivra et il sera de nouveau présent lors des prochaines élections pour offrir aux électeurs une/voix fédéraliste.

LES ÉLECTIONS À TERRE-NEUVE



Shannon Park, 7 ans, est très attentif aux propos de Clyde Wells, à Cox's Cove.



Clyde Wells a été bien accueilli, vendredi, par des électeurs de Sheppardville, dans l'ouest de la province.

Le secteur public goûte à la médecine de Clyde Wells

Les observateurs lui prédisent une victoire moins forte qu'en 89 alors qu'il avait remporté 32 des 52 sièges



GÉRALD LEBLANC
envoyé spécial
La Presse à
SAINT-JEAN

Les Québécois n'oublieront jamais la rigide logique de Clyde Wells. Le fossoyeur de l'accord du lac Meech au nom de l'indéfectible égalité de tous les Canadiens.

C'est maintenant le tour des syndicats de goûter à la médecine du docteur Clyde, dont la détermination n'a d'égale que la simplicité des arguments, qui a déclaré la guerre aux employés de l'État.

Terre-Neuve détient le championnat de l'endettement et la pire cote de crédit au Canada. En préparant son budget 93-94 de 3,2 milliards, Clyde Wells avait décidé qu'il ne pouvait afficher un déficit de plus de 50 millions et qu'il fallait donc couper 70 millions dans le secteur public.

Il a offert aux fonctionnaires, enseignants et infirmières le choix entre une réduction de salaires, déjà gelés depuis deux ans, ou une diminution des fonds de

pension. Ils ont dit non et les enseignants ont donné un mandat de grève à leur syndicat.

« On va voir qui dirige la province, les syndicats ou le gouvernement », leur a répondu Clyde Wells en déclenchant inopinément des élections de demain, avec une très courte campagne de 28 jours, incluant les deux longs week-ends de Pâques et de la Saint-Georges, la fête des Anglais chômée à Terre-Neuve.

Comme on n'a pas eu le temps de refaire la liste électorale, on fonctionne avec celle de 1988 et dans certains comtés, Saint-Jean centre par exemple, plus de 25 p. cent des électeurs ne son pas inscrits. Une orgie d'assermentations en perspective pour demain!

Les deux seuls sondages effectués durant la campagne donne une confortable avance de 15 points aux libéraux de Wells sur les conservateurs de Len Simms, qui n'a jamais réussi à faire le poids devant le héros national de Meech.

Les observateurs s'entendent pour prédire une victoire de Wells, moins forte cependant qu'en 89 alors qu'il avait remporté 32 des 52 sièges. La brièveté de la campagne et l'apathie générale d'un électoral désespéré permet-

tront à Clyde Wells de se faire réélire sans avoir à rendre compte de son premier mandat.

Un bien petit monde

Tôt jeudi matin, le premier ministre était dans la circonscription de Saint-Jean centre, le cœur de la capitale et métropole, où son ministre de la Santé, Hubert Kitchen, est en danger. C'est un autre Clyde Wells, serrant des mains et participant à un concert de klaxons qu'on a pu voir arriver à bord de son autobus de campagne « Le Liberal Express ».

« La campagne se déroule selon nos plans mais il ne faut prendre aucun électeur pour acquis », a dit le leader acclamé par les travailleurs d'élection libéraux de Saint-Jean.

« Dans le reste du Canada vous n'avez vu que la partie académique et aristocratique de Clyde Wells, mais ici on a droit à l'homme tout entier, avec son vieux fond terre-neuvien de bagarreur électoral », faisait remarquer Jim Winter, courtier en immeubles et commentateur politique à ses heures.

La campagne n'a pas été de tout repos pour Clyde Wells qui s'est fait chahuter à maintes reprises et qui s'est fait interpellé par les

évêques réclamant une dose d'espoir pour les Terre-Neuviens.

Même s'il n'a que 55 ans, il ne faut pas oublier que Clyde Wells était déjà ministre dans le gouvernement provincial en 1966. Et c'est avec un jeune collègue, John Crosbie, que Wells avait claqué les portes du cabinet en 68, pour protester contre l'absence de stratégie économique de Joey Smallwood.

Smallwood, Jamieson, Crosbie, Moores, Peckford, Wells... On peut presque compter sur les doigts de la main les leaders qui ont accaparé la scène politique depuis l'entrée de Terre-Neuve dans le Canada en 1949.

Justement, John Crosbie, l'autre figure nationale, était jeudi après-midi dans Saint-Jean centre pour prêter main-forte au conservateur Paul Stapleton, ancien Solliciteur général de la ville de Saint-Jean.

Les conservateurs, 18 sièges remportés et une dizaine perdus aux libéraux avec moins de 200 voix de majorité en 89, semblaient en mesure de renverser le gouvernement en ces temps de désastre économique. La présence du NPD divise cependant le vote, de mécontentement, surtout dans la région métropolitaine de Saint-

Jean, forte de 22 des 52 sièges de la province.

Les syndicats au front

Jamais n'a-t-on vu au Canada les dirigeants syndicaux si lourdement impliqués dans une campagne électorale. Les présidents des deux syndicats de fonctionnaires, Wayne Lucas et Fraser March, et la directrice du syndicat des travailleurs d'hôpitaux, Sharon King, sont candidats néo-démocrates.

Le syndicat de M. March, un poids lourd du syndicalisme terre-neuvien, a mis 250 000 \$ dans la campagne et offert 1000 \$ à chacun de ses membres qui se présenterait contre un libéral: trois conservateurs et six néo-démocrates ont profité du cadeau.

Le puissant syndicat des enseignants multiplie les annonces dans les journaux, notamment une pleine page sous forme de lettre ouverte dans le *Evening Telegram*, et les médias électroniques. Le syndicat a même commandité l'un des deux sondages publics de la campagne, dévoilé la semaine dernière et donnant 51 p. cent aux libéraux, 35 aux conservateurs, 9 aux néo-démocrates et 5 p. cent d'indécis.

En plus de diviser le vote de mécontentement, l'entrée en scène des syndicats relègue au second plan le bilan, fort peu reluisant, du premier mandat de Clyde

Wells. Il faut rappeler que c'est en grande partie avec l'appui des syndicats que Clyde Wells avait délogé les conservateurs en 89.

Plusieurs, y compris Bill Calahan, ancien ministre libéral et rédacteur en chef du *Evening Telegram*, estiment que Clyde Wells a fait une erreur en s'attaquant aussi ouvertement aux enseignants. « Les fonctionnaires constituent toujours une proie facile, mais c'est différent pour les enseignants et les infirmières, piliers de la société terre-neuvienne », estime Robert Sweeny, historien de l'université Memorial.

Cette forte présence syndicale donne lieu à de cocasses revirements. Fraser March, emprisonné en 86 pour avoir défié une injonction, retrouve parmi ses électeurs deux juges qui l'avaient envoyé derrière les barreaux. Il compte aussi dans son comté de Saint-Jean centre un dénommé Clyde Wells, pour l'élection duquel il avait travaillé en 89.

On donne des chances à Fraser March et l'on donne comme certaine la victoire de son chef néo-démocrate, Jack Harris, un avocat respecté de tous dans la capitale.

Clyde Wells pourrait bien être sauvé par la cloche car l'on sent sa popularité, acquise à l'heure de la croisade anti-Meech, s'éroder à mesure qu'avance la campagne.

100 minutes pour maman

Achetez un cellulaire et mettez-le en service sur le réseau Cantel et obtenez,

EN PRIME de Radio Shack, 100 minutes de temps d'antenne — une valeur de \$50!

EXPIRE À LA FÊTE DES MÈRES, LE 9 MAI 93



39995
549-00

RABAIS \$149. La charge de la pile permet 72 minutes de communication et dure 10 heures en attente. Mémoire de 30 numéros. 285 grammes. 17-8008

NELSET

100 minutes EN PRIME VALEUR DE \$50



27995
499-00

RABAIS \$219. Mémoire alphanumérique pour des noms avec les numéros. Le cellulaire compose le numéro que vous indiquez par un code. Mémoire de 48 numéros. Il fera dans votre poche et dans votre budget. 285 grammes. 17-1060

100 minutes EN PRIME VALEUR DE \$50



14995
199-00

Rabais \$49. L'affaire est dans le sac! Ce cellulaire mobile se transporte bien d'un véhicule à un autre. Se branche dans l'allume-cigarette. 17-1020

100 minutes EN PRIME VALEUR DE \$50

Les prix sont valables jusqu'au 9 mai

CANTEL AGENT AGRÉÉ

Radio Shack
La Valeur Sûre en Électronique au Canada

Le magasin où détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches

Les leaders religieux et les économistes sonnent l'alarme

GÉRALD LEBLANC

Les leaders religieux, particulièrement l'évêque Faber MacDonald, ont pris tout le monde par surprise, mercredi, en invitant les Terre-Neuviens à poser les vraies questions à leurs leaders politiques, des questions sur la crise des pêcheries.

« Quels sont vos plans pour la fin du moratoire? Qu'avez-vous à proposer pour notre survie et le maintien de notre dignité humaine? » Mgr MacDonald a dit qu'il revenait aux dirigeants de fournir de l'espoir aux électeurs désespérés.

Assez curieusement, cette sortie des leaders religieux rejoint le point de vue de deux équipes d'économistes de l'université Memorial. Depuis trois ans, Wade Locke publie, avec quatre collègues, une étude comparative de la situation fiscale et financière de la province.

« Le discours sur le déficit est devenu une religion qui a souvent peu à faire avec les vraies données économiques. On parle d'une crise fiscale, alors que le niveau d'endettement a peu varié depuis 20 ans. Le problème n'est guère pire qu'en 1983. »

« Quant aux 70 millions coupés dans les salaires du secteur public, c'est un geste électoral. On aurait pu tout aussi bien, et plus en conformité avec les lois du marché, couper près de 50 millions dans les subventions aux entreprises. Pourquoi en effet subventionner l'ouverture d'un nettoyeur à sec à Stephenville? »

« Que fera-t-on l'an prochain, alors que rien ne permet d'espérer une amélioration de la situation. Nous n'entendons aucun discours de stratégie économique, aucun discours sur l'avenir à moyen terme. »

Parler d'économie à Terre-Neuve c'est évoquer la disparition de la morue qui faisait vivre depuis 400 ans la société d'entrée de l'Atlantique Nord. Un groupe d'économistes de Memorial, dont fait partie Noel Roy, vient de publier un dossier percutant sur le cul-de-sac de la pêche. Le professeur Roy prévoit un dur avenir.

« La pêche c'est moins de 10 p. cent du PIB et seulement 5 à 6 p. cent des emplois, mais c'est socialement beaucoup plus que cela: l'occupation de dernier recours et la porte d'entrée dans les allocations fédérales. L'endettement des gouvernements annonce la

fin prochaine de cette industrie artificielle.

« Tout le monde sait qu'il faudra fermer plus de la moitié des usines de poisson et faire disparaître plus de la moitié des emplois reliés à la pêche. Personne n'ose en parler mais le programme inavoué c'est de former les travailleurs pour qu'ils aillent travailler en dehors de la province. »

« Avec ses industries de ressources, Terre-Neuve ne peut en effet nourrir que la moitié de ses habitants. Or, la seule nouvelle usine dont on entend parler c'est l'ouverture d'un incinérateur pour brûler les déchets de la Nouvelle-Angleterre. »

Une simple marche vers le vidéoclub....

PARTICIPATION NO
petit train va loin!

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

A LA BIÈRE, 2e, balance vente, notaire Loberge jour, soir 729-4332

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A 1,95 \$ le 1000, cartes d'affaires, couleur, circulaires. 993-1763.

EXPERIENCE EN VENTE DIRECTE NOUVELLE OPPORTUNITE SOYEZ PRESENT

Marché des animaux domestiques. Première réunion, lundi soir. Pour renseignements 487-4216

GOVERNEMENT, prêts et subventions, petites entreprises nouvelles existantes. 728-8594 local 74.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BIEN AFFAIRE! Répondre: 255-7161, 17h à 21h.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

DIVORCE à l'amiable, aide, accord par notaire, jour, soir 729-4331.

718 ARGENT DEMANDÉ

AI BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4332.

AI BESOIN 300 000 \$ Pénalités 12%; garantie 600 000 \$ 1er et 2e rang. 286-9393, 737-3716

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des **PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE** pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

Les Journées sociales donnent la parole aux exclus

JULES BÉLIVEAU
envoyé spécial
La Presse à CHICOUTIMI

Les exclus du travail, les chômeurs ou ceux qui vivent péniblement d'un emploi précaire et mal payé à un autre, disent non à leur condition. Ils la jugent inacceptable et n'ont ni le goût ni l'intention de s'en accommoder jusqu'à la fin de leurs jours.

Voilà ce qui se dégageait de plusieurs interventions faites hier au deuxième jour des Journées sociales qui se déroulent présentement à Chicoutimi.

Ces interventions étaient celles de savants observateurs des questions sociales — des professeurs d'université, des animateurs de pastorale sociale — mais également de personnes vivant bien au niveau du sol les problèmes du non-emploi, tels de jeunes chômeurs, des membres de groupes populaires et de syndicats, et des militants de l'Action catholique.

On sait que la rareté de l'emploi est une réalité vivement ressentie dans les milieux ruraux et dans pratiquement toutes les régions du Québec. Vendredi, un rapport émanant du Saguenay-Lac-Saint-Jean faisait état d'un de ses effets les plus déplorables dans cette région: depuis 15 ans, 25 000 jeunes de ce coin du Québec ont pris la route de Montréal ou d'ailleurs pour ne plus y revenir. «A chaque semaine, ajoutait-on, l'équivalent d'un autobus rempli de jeunes s'en va de la région!»

S'il est vrai qu'elles ont dit avoir souvent entendu répéter dans leurs milieux des phrases comme «on n'a pas le choix» ou «on ne peut rien changer là-dedans», plusieurs personnes participant aux Journées sociales ont souligné que les exclus de l'emploi et les oubliés de la société ac-

tuelle doivent «se donner un pouvoir économique nouveau». «Il faut reconquérir notre droit à la participation et à la prise de décision, a-t-on entendu hier. Et pour cela, il faut reconquérir notre pouvoir au niveau des pouvoirs décisionnels.»

Il a été question à plusieurs reprises hier de la dignité du travail mais surtout de la dignité des personnes. Il a été question également, entre autres choses, du partage du travail, de la réorganisation du travail, du revenu minimum garanti et d'une réforme de la fiscalité visant à faire payer une taxe spéciale aux entreprises tirant des profits importants des technologies financées par les investissements de toute la société.

Partage du travail ou des revenus?

Tandis que certaines personnes ont rappelé des propos du pape Jean-Paul II sur la dignité du travail et du travail comme source d'épanouissement personnel, d'autres ont réagi en soulignant que des «waitress», des femmes de ménage et des travailleurs d'usine ne voient tout probablement pas les choses du même oeil. Mais on semble s'être finale-

ment entendu lorsque quelqu'un a signalé que des métiers, effectivement, épuisent plus que de raison et détruisent même la personne humaine, mais que ce n'est pas de cela qu'il s'agit lorsqu'on met en relation la dignité du travail avec celle de la personne.

Des intervenants ont vu dans le partage du travail une des pistes d'avenir pouvant conduire à un projet de société acceptable pour tous. Aux quelques objections lancées par certains, ils ont précisé que cette solution ne devait d'aucune façon signifier un partage des revenus. «Le problème, a indiqué le jésuite Guy Paiement, qui préconise lui-même le partage du travail, est de savoir si cette diminution du temps du travail se fera sans diminution de salaire ou sera assortie d'une compensation payable par l'État.»

Les gouvernements du Canada et du Québec, de même que les entreprises, ont été hier plusieurs fois critiqués par les intervenants aux Journées sociales. «Jusqu'ici, a déclaré l'économiste Diane-Gabrielle Tremblay, professeur d'économie du travail à l'Université, nos gouvernements ont choisi de tenter de rendre notre économie concurrentielle en s'attaquant de manière obsessionnelle à l'inflation, sans aucun égard pour

le chômage qu'engendraient des politiques monétaires aussi restrictives.» Et elle a ajouté: «Nos entreprises ont cherché à rendre leurs produits les plus compétitifs sur les marchés en cherchant à diminuer leurs coûts de main-d'œuvre le plus possible afin de réduire les prix de leurs produits. En Amérique du Nord, la plupart des entreprises ont une vision à court terme, contrairement à leurs concurrentes japonaises et allemandes en particulier. Cette stratégie de court terme, c'est une stratégie perdante.»

Un jeune Montréalais vivant dans le Plateau Mont-Royal, Michel Bédard, a noté qu'à son avis, les politiciens n'ont pas une vision à court terme. «Je trouve qu'ils n'ont pas de vision du tout!», a-t-il lancé au grand amusement de tout le monde.

Hier soir, la plupart des quelque 200 personnes présentes aux Journées sociales ont participé à une «marche symbolique du 1^{er} Mai» autour de l'édifice principal de l'université du Québec à Chicoutimi, où a lieu leur rencontre. Elles ont ensuite fait honneur comme il se devait à une tarte aux bleuets géante — de trois pieds de diamètre — surmontée de feux de Bengale, un cadeau-surprise de leurs hôtes saguenéens.



C'est bien une oeuvre d'art

En plein centre d'un terrain vague situé sur le boulevard Saint-Laurent au sud de Prince-Arthur, entre une banque et un bar disco, une étrange structure en contreplaqué aux allures de palissade de construction a été érigée. Ne vous y trompez pas, on n'y construit rien! Il s'agit en fait d'une «oeuvre d'art» réalisée par le sculpteur montréalais Robert Prenovault. Un tronc d'arbre déraciné, moulé dans le béton, est couché à l'intérieur. Des tiges d'acier sortent du haut de l'arbre. L'artiste veut ainsi souligner la fusion de l'humain et de la nature avec l'industrialisation.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

Une école qui plaît aux enfants

Presse Canadienne
OTTAWA

En 1919, les deniers du directeur de la fabrique de cigarettes Waldorf et les convictions pédagogiques du scientifique et philosophe autrichien Rudolph Steiner donnaient naissance à la toute première école de pédagogie Waldorf, à Stuttgart, en Allemagne. On compte aujourd'hui plus de 500 écoles Waldorf à travers le monde.

«La pédagogie Waldorf favorise la mise en valeur de l'imagination de l'enfant», explique Jean Carrette, professeur à l'école Parsifal d'Ottawa, une des 15 institutions au Canada favorisant cette approche particulière dans l'enseignement.

On préfère laisser à l'enfant le soin de fabriquer et d'imaginer ses propres jeux, ses propres livres, ses propres histoires. Si l'imagination de l'enfant peut ainsi être mise en valeur, elle peut aussi être stimulée par l'omniprésence des arts dans l'enseignement qu'on lui prodigue. Ainsi, la peinture, le théâtre, la musique et la sculpture sont autant de façons d'enseigner les différentes matières du programme.

«Chaque niveau a un thème qui est adapté à l'âge de l'enfant. À partir de ces thèmes, on raconte des histoires aux élèves; ils peuvent ensuite les dessiner ou les raconter à nouveau sous forme de pièces de théâtre. Toutes les matières sont enseignées à travers les histoires et les arts», explique Jean Carrette.

Ces histoires sont généralement inspirées des peuples et des cultures qui ont marqué l'humanité, tel l'Ancien Testament, la mythologie grecque, l'Égypte, la Perse.

Le programme d'étude de l'école Parsifal est sensiblement le même que celui des écoles publiques. Il existe toutefois des différences notables entre ces deux approches pédagogiques sur le plan du contenu des cours et des méthodes d'enseignement.

La pédagogie Waldorf privilégie l'intégration des matières et leur insertion à des moments précis de l'existence de l'enfant, afin de respecter son évolution spirituelle et intellectuelle. De plus, l'école Waldorf bannit toute forme de compétition. On ne soumet donc pas les enfants à des examens périodiques; on les évalue plutôt à l'aide de rapports qui font foi de leur progression personnelle.

Mais cette absence d'examen risque de poser des problèmes d'adaptation aux élèves qui franchissent le seuil de leur école pour les classes de niveau secondaire. Les parents ont donc demandé aux professeurs de s'assu-

rer qu'il y ait une certaine progression de l'enseignement vers le système public.

Le programme d'étude de cette école d'enseignement n'est cependant pas reconnu par les ministères de l'Éducation du Québec et de l'Ontario, ce qui n'empêche pas l'existence de telles institutions scolaires dans les deux provinces.

Selon M. Carrette, cette réticence à reconnaître la pédagogie Waldorf s'explique par le fait que les gouvernements ne se sont jamais vraiment attardés à ce type d'enseignement.

«C'est dommage, parce que la pédagogie Waldorf pourrait être une excellente solution pour contrer le décrochage scolaire. Nos élèves aiment l'école parce qu'on les garde et qu'on fait avec eux des choses qu'ils aiment faire», dit M. Carrette.

À long terme, les professeurs espèrent pouvoir enseigner jusqu'à la 12^e année, comme dans toutes les écoles de pédagogie Waldorf. Les jeunes pourraient ainsi poursuivre leurs études au post-secondaire sans avoir à subir les contrecoups d'une nouvelle adaptation.

Malenfant perd ses Mercedes mais garde un toit

Presse Canadienne
QUÉBEC

La saga entourant les biens personnels de Raymond Malenfant a connu son dénouement, hier matin, au Palais de justice de Québec, en vertu d'une entente permettant à l'homme d'affaires déchu de conserver ses résidences de Sainte-Foy et de Cap-Rouge.

Dès le début de l'audience devant le juge René Letarte, de la Cour supérieure, le procureur de la famille Malenfant, Me Guy Bertrand, s'est désisté de la requête déposée la veille et visant à permettre à ses clients de sauver trois demeures et trois automobiles saisies lors de la faillite.

L'accord intervenu entre Me Bertrand et le syndic Pierre Poliquin permet toutefois à la famille Malenfant de demeurer propriétaire de leur maison principale de la rue Pierre-Maufay, à Sainte-Foy, évaluée à 220 000 \$, et d'une résidence secondaire de la plage Saint-Laurent, à Cap-Rouge, évaluée à 153 000 \$.

Lourdement hypothéqués pour 178 000 \$ et 195 587 \$ respectivement, ces deux demeures n'auraient guère servi à satisfaire l'appétit des plus importants créanciers garantis.

Toutefois, la maison de Boucherville du fils Malenfant, Alain, n'a pas été incluse dans l'accord. Évaluée à 307 000 \$, son hypothèque s'élève à 70 000 \$.

Les trois véhicules inscrits dans la requête initiale, une Mercedes 1990, une Mercedes 1987 et une Honda 1987 seront également vendus, en vertu du désistement déposé hier. Il en va également de tous les autres biens personnels totalisant 311 000 \$ qui n'avaient pas été déclarés dans les bilans déposés par les Malenfant au moment de faire faillite.

Me Guy Bertrand a indiqué devant le juge Letarte que le désistement s'effectuait «moyennant certaines considérations monétaires qui seront payées par un tiers». À l'issue de l'audition, Me Bertrand a indiqué à un quotidien de Québec que les dites «considérations» s'élevaient à 25 000 \$ et qu'elles avaient été payées par un ami de Raymond Malenfant.

Décor Flamme Inc.

VENTE DE FAILLITE

30% à 60%

de réduction sur foyers, poêles, cheminées, accessoires de foyers, façades, moulures, etc.

2 locations

8721, Place Ray-Lawson, Anjou
6250, boul. Cousineau, St-Hubert

Jours d'ouverture:

jeudi, vendredi, samedi, dimanche

Contracteurs, ouvert tous les jours de 9 h à 17 h

D1940106

HUGO

GÉNÉRATION 3

100% ADAPTABLE

HUGO PLUS s'adapte à tous les ordinateurs, ceux qui fonctionnent avec DOS 3.1 et suivants, Windows 3.0 et suivants ou Macintosh Systèmes 6 et 7.

HUGO PLUS • Génération 7 - Logiciel de correction orthographique et grammaticale en français et en anglais - LOGIDISQUE, C. P. 10, succ. «D», Montréal (Québec) H3K 3B9 - Tél.: (514) 933-2225 - FAX: (514) 933-2182 - 84,95 \$

30 ans

sur toutes les scènes du Québec

TPQ

Le Théâtre populaire du Québec

DANS 15 STADES OLYMPIQUES, IL Y A SÛREMENT UN ACHETEUR POUR VOTRE AUTO.

AUTOBAINES 13,49\$ 2 LIGNES-7 JOURS.

Placez votre annonce dans La Presse. Elle compte 936 000* lecteurs par semaine. De quoi remplir 15 stades olympiques!

285-7111

1 800 361-5013

Aucun changement au texte en cours de publication. Annulation possible dès la première parution. Facturation pour les 7 jours dans tous les cas.

*Source: NADBank © 92. Selon une étude commanditée par les quotidiens de Montréal. Calcul effectué uniquement auprès des adultes 18 ans+ de la grande région de Montréal.

La Presse

NISSAN

En spécial jusqu'au 7 mai, seulement chez...

Altima GXE 1993

Automatique • Climatiseur
Stéréo/cassette AM FM
Vitres électriques
Verrouillage électrique

19 990\$
prix de liste

18 489\$
pour seulement

Broadway
VOTRE NISSAN EN VILLE

2223 LÉGER LASALLE 366-8931



L'affaire Boyer

En septembre 1945, quelques mois à peine après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un jeune diplomate soviétique de 27 ans, affecté depuis deux ans au service du chiffre de l'ambassade de l'URSS à Ottawa, demande l'asile politique aux autorités canadiennes. A l'appui de sa requête, Igor Gouzenko a emporté des documents démontrant, prétend-il, que les services de renseignement de son pays ont monté des réseaux d'espionnage au Canada. Ses révélations déclenchent une gigantesque chasse aux sorcières dans toute l'Amérique du Nord. La « guerre froide » peut commencer...

Échec au complot pour dominer le monde



DANIEL PROULX

collaboration spéciale

Plus plus hier qu'aujourd'hui, Ottawa n'était-elle reconnue pour un lieu de débauche. Mais enfin, c'était plus rigolo là qu'à Léningrad ou à Moscou. Igor Gouzenko goûte donc dans notre capitale aux plaisirs de la démocratie et du capitalisme. On peut imaginer sa déception, en cet automne 1945, quand il apprend qu'il va être rapatrié. Il veut rester ici, encore lui faut-il nous démontrer qu'il est en danger de mort si on le laisse repartir. Il tombe pile avec ses révélations sur la menace communiste. Les dangers du nazisme écartés, l'Occident peut renouer avec ses vieux démons. Le socialisme rongé depuis plus d'un quart de siècle nos sociétés démocratiques: sa patrie, qui a la main haute sur la moitié de l'Europe, est une menace pour l'ordre mondial. Les Soviétiques, alliés d'hier dans la guerre contre l'Allemagne, ne le sont plus aujourd'hui...

Dans ses papiers, le transfuge a une liste de noms de code d'informateurs qui, selon lui, constituent un vaste réseau d'espionnage. Il n'en connaît aucun, il n'en a jamais vu un seul.

Au début d'octobre, le Conseil des ministres met en vigueur la Loi des mesures de guerre, la même qui sera invoquée par le gouvernement Trudeau 25 ans plus tard. La police est ainsi autorisée à détenir des suspects indéfiniment, sans porter d'accusation.

Une Commission royale d'enquête est mise sur pied. Présidée par les juges R. L. Kellock et Robert Taschereau, de la Cour suprême, elle a pour mission de découvrir les espions et de les traduire en justice. Le 15 février, une douzaine de suspects sont arrêtés. La presse internationale reprend l'affaire, il n'est plus question que de la cinquième colonne russe au Canada.

Le complot communiste international

Six des présumés espions refusent de témoigner devant la Commission, s'évitant ainsi d'éventuelles poursuites en justice. Les six autres auront moins de chance, tels Fred Rose et Raymond Boyer qui, croyant n'avoir commis aucun acte contraire à la loi, déposent sans réserve. Le premier est député de Montréal-Cartier aux Communes et un communiste avoué. Le deuxième, un chimiste québécois de réputation internationale, a travaillé dans les laboratoires de l'Université McGill à la conception d'un explosif militaire appelé RDX.

Au début de mars 1946, la Commission publie un rapport intérimaire qui fait sensation. Elle y suggère que le réseau d'espionnage établi au Canada n'est que la pointe de l'iceberg. Il ferait partie d'une organisation internationale qui n'est rien de moins qu'une vaste conspiration communiste pour dominer le monde!

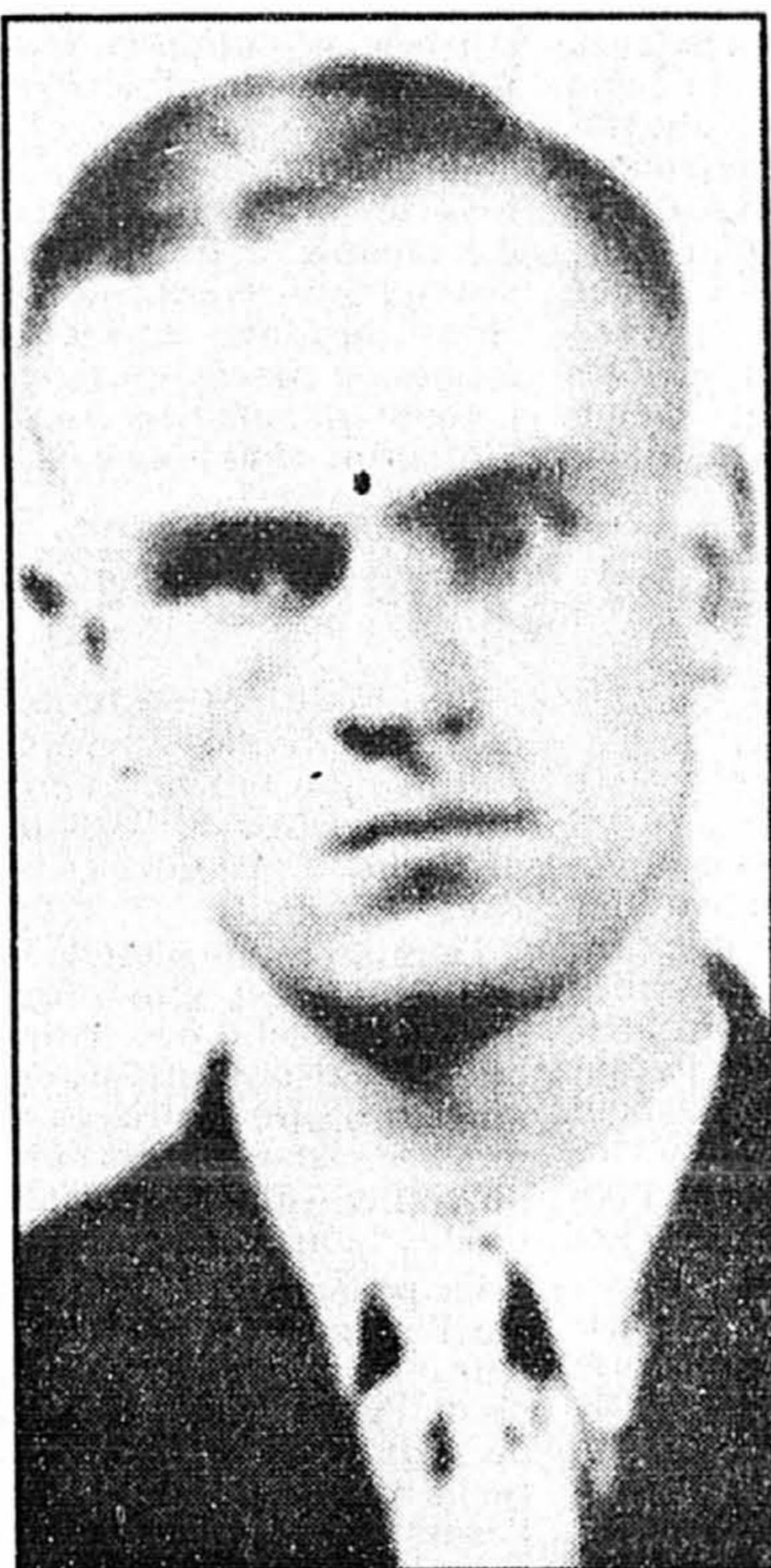
La Guerre froide est lancée. On ne peut plus, dès lors, sous peine d'être accusé de trahison et de connivence avec les communistes, parler de « coexistence pacifique » avec le bloc de l'Est.

En mars toujours, aux États-Unis, le sénateur Joseph McCarthy préside un comité du Congrès qui enquête sur les activités « anti-américaines » de certains milieux. La communauté scientifique y passe d'abord, viendra ensuite le tour de la presse, des universités, d'Hollywood et de toute l'administration fédérale qui seront accusés d'être noyautés par les communistes. Le maccarthysme est né.

Des procès que l'on fera aux supposés espions canadiens, deux attireront un maximum d'attention chez nous. Celui de Fred Rose, d'abord, à qui l'on reproche d'avoir, en novembre 1943, transmis à l'attaché militaire de l'ambassade de l'URSS au Canada des renseignements sur l'explosif RDX qu'il tenait du professeur Raymond Boyer.

La presse du monde entier, dans ses comptes rendus sur cette affaire, relie sans cesse le RDX à la bombe atomique, avec laquelle il n'a pourtant rien à voir. Elle laisse entendre que les « espions » canadiens ont contribué aux préparatifs militaires de l'Union soviétique en vue d'une troisième guerre mondiale l'opposant à l'Occident.

D'origine juive, Rose est né en Pologne puis a émigré avec sa famille au Canada quand il avait 13 ans, en 1920. Déjà élu député du Parti ouvrier progressiste à Ottawa en 1945, il a été réélu en 1945. A la suite d'un procès qui ne passera pas à l'histoire comme un exemple d'exercice de la justice, il est condamné à six ans de prison. Libéré en 1951, on profitera d'un voyage qu'il fera dans sa Pologne natale en 1957 pour révoquer sa citoyenneté canadienne. L'année suivante, on lui refuse la permission d'assister au mariage de sa fille à Montréal. En 1966, David Lewis,



Igor Gouzenko, à gauche, et sa femme. Fonctionnaire soviétique à Ottawa pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est rappelé à Moscou après les hostilités, mais choisit de faire défection et divulgue un plan d'espionnage russe qui impliquera nombre de Canadiens. À droite, Gouzenko lors de certains témoignages en cours. PHOTOTHÈQUE La Presse



Le député Fred Rose de Montréal-Cartier, sympathisant communiste, comparait sous des accusations d'espionnage consécutives aux déclarations de Gouzenko.



Le professeur Raymond Boyer, célèbre chimiste de McGill, accusé d'avoir refilé à Fred Rose des renseignements sur de nouveaux explosifs.

chef du NPD, demande au ministre de l'Immigration Jean Marchand d'autoriser Rose à visiter sa fille au Canada. On lui opposera une fin de non recevoir.

Le professeur au banc des accusés

Raymond Boyer est appelé devant ses juges le 10 mars 1947. Il s'agit du dix-huitième procès entendu depuis le début de l'affaire Gouzenko. Dix présumés conspirateurs ont été condamnés. Pour le reporter de La Presse, c'est « l'une des causes les plus importantes des annales judiciaires du district de Montréal ». Le savant professeur est accusé d'avoir violé la Loi ses secrets officiels du Canada et d'avoir conspiré contre la sécurité de l'État.

Deux redoutables procureurs, Philippe Brais et Antoine Rivard, occupent pour le ministère public. Deux grosses pointures assurent la défense de l'accusé: Lucien Gendron est probablement le plus grand plaideur de sa génération, la réputation du Québécois Mark Drouin n'est plus à faire. Quant au tribunal, il est présidé par l'austère Wilfrid Lazure qui était déjà de la partie au procès de Fred Rose.

L'accusé n'est maintenant un inconnu pour personne. Cet élégant fils d'une grande famille montréalaise possède de la fortune mais ce n'est pas un oisif. Après avoir obtenu des doctorats en philosophie et en chimie organique de l'Université McGill, il a ensuite étudié à Harvard, à Vienne et enfin, à la Sorbonne, à Paris. Dès le début de la Deuxième Guerre mondiale, il a offert ses services bénévoles au gouvernement

canadien qui l'a versé au projet de recherche sur le fameux explosif RDX. Jamais, tout au long des procédures, ne perdra-t-il son flegme. Tout au plus, s'amusera-t-il à l'occasion de la bêtise de certaines questions de la partie adverse.

Dans son exposé des faits au jury, le procureur Brais annonce la couleur: « C'est le plus important procès de toute l'histoire juridique canadienne... La Russie, qui était en apparence notre alliée, a organisé chez nous un service d'espionnage qui, par l'exploitation des idéologies de certains individus et l'idéalisme de certains autres, a fonctionné durant toute la guerre... Des secrets formidables ont été révélés... Il sera de notre devoir de prouver que l'accusé a transmis des secrets de cette nature à la Russie... »

La preuve de la Couronne repose essentiellement sur le témoignage du transfuge Gouzenko. Les premiers témoignages viennent rappeler au jury qui il était de même que les circonstances entourant sa défection. Puis, c'est devant une salle pleine à craquer que l'ancien commis au chiffre de l'ambassade soviétique fait son apparition. Le personnage est célèbre mais entouré de mystère. Jusqu'à tout récemment, il apparaissait en public la tête couverte d'une cagoule ou d'un sac de papier. Il a maintenant jeté le masque mais il est interdit de le photographier sous peine des plus graves sanctions.

Gouzenko déballe ses secrets

Il relate d'abord des faits qui n'ont rien à voir avec l'acte d'accusation mais

qui ne manqueront pas d'influencer le jury. Il décrit les lieux de travail secrets qui étaient les siens à l'ambassade puis ses fonctions quand, à titre de préposé au chiffre, il codait ou décodait toute la correspondance secrète de l'ambassade. Malgré les protestations de la défense, le tribunal lui accorde la permission d'exposer les motifs de sa trahison. D'une voix étranglée par l'émotion, il se lance dans une longue tirade: « Le gouvernement soviétique a organisé dans tous les pays démocratiques une cinquième colonne destinée à miner leur puissance en attendant le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale qui permettrait aux chefs du parti communiste d'établir leur dictature dans le monde entier... »

Il est aussi autorisé à lire et à commenter les documents qu'il a subtilisés à l'ambassade. Ils sont constitués de notes du chef du service de renseignement, de divers dossiers sur des individus, de télégrammes échangés entre Ottawa et Moscou et de rapports manuscrits de rencontres avec des contacts canadiens.

Certains passages indiquent que Fred Rose a fait rapport aux Soviétiques d'une conversation avec le professeur Boyer au sujet du RDX... La conclusion s'impose: Rose, qui a été reconnu coupable d'espionnage au profit de l'URSS, a recueilli certaines de ses informations auprès de l'accusé. La boucle est bouclée...

Questionné par la défense sur le sort qui l'aurait attendu s'il était tombé aux mains des siens après sa défection, le témoin perd une fois de plus son calme et ponctue ses propos de gestes éloquentes:

« La police secrète russe n'hésite pas. C'est l'exécution sans procès ou le camp de concentration à vie... » Pourquoi ne voulait-il pas rentrer chez lui à l'automne 1945? Parce qu'il y vivrait dans la pauvreté, explique-t-il, et n'y jouirait pas de la liberté qui était la sienne au Canada. Finalement, il n'a jamais vu Boyer à l'ambassade russe, il ne le connaissait pas, il l'a vu pour la première fois en cour...

L'accusé s'explique

À la défense du professeur, ses avocats, dans un premier temps, démontrent que la formule du RDX avait été trouvée puis publiée à la fin des années 30. Un nouveau procédé, inventé par l'équipe de chercheurs de McGill en novembre 1943, en constituait tout au plus une amélioration. En outre, les ingrédients qui le composaient n'étaient plus secrets après la mise en train de la production à l'usine-pilote de Shawinigan en 1942. Le ministre canadien des Munitions avait d'ailleurs proposé de renseigner les Soviétiques mais les Américains et les Britanniques s'y étaient objectés...

Appelé à témoigner à sa propre défense, l'accusé confirme que le fameux secret n'en était plus un: « Les renseignements que j'ai transmis à Rose étaient du domaine public. »

Pourquoi l'avoir fait? Parce qu'il était révolté que l'on n'informe pas les Soviétiques sur un explosif qui leur aurait permis de mieux se défendre de l'invasion des hordes nazies. Il y voyait là un exemple de première main de l'hypocrisie alliée.

Aussi, se montre-t-il réceptif lorsque Fred Rose, qu'il connaît quelque peu, ayant lu un reportage sur le RDX dans un journal montréalais, l'interroge sur ses travaux. Peu après, quand le professeur Boyer entend dire qu'une mission technique soviétique en visite au Canada a du mal à obtenir des renseignements sur le nouveau procédé, il lui semble qu'elle aurait plus de succès si elle orientait mieux ses recherches. Il en fait alors part à Fred Rose. Il lui énumère la liste des matériaux qui composent le nouveau procédé et décrit le potentiel du RDX afin, dit-il, « que la mission technique sache quoi demander... »

Il n'a nullement l'impression de divulguer un secret. Au laboratoire de chimie de McGill, où il travaille, les mesures de sécurité sont pratiquement nulles. Aucune porte n'est fermée, des douzaines d'étudiants y passent chaque jour. De plus, il juge que l'URSS est défavorisée par ses alliés et que, par conséquent, elle n'est pas aussi efficace qu'elle pourrait l'être. A cette époque, rappellera-t-il plus tard, la situation semblait désespérée: « Nous perdions sur tous les fronts. Les États-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre. L'armée nazie était sur la Volga. » Il va de soi, dans son esprit, que les Soviétiques ont besoin de toute l'aide qu'on peut leur apporter. Le général américain Douglas MacArthur déclare lui-même au même moment: « La situation est grave et l'espoir de la civilisation repose sur la courageuse armée rouge... »

Dans sa plaidoirie, Lucien Gendron choisit d'accabler Fred Rose, déjà condamné: « Raymond Boyer a été trompé par lui! » Quant à la Couronne, elle n'a rien perdu de ses convictions: « Pour tout homme qui travaillait aux munitions de guerre, il existait une obligation morale de ne pas tenter de se substituer à ses dirigeants, pour décider ce qui peut se faire ou ce qui ne peut pas se faire pour la défense du pays... »

Nous sommes en avril 1947, le procès a subi des retards du fait de la maladie de deux jurés. Après quelques heures de délibérations et malgré des explications supplémentaires du juge, le jury se déclare inapte à s'entendre. Il faudra recommencer. En novembre 1947, le professeur Boyer comparait de nouveau devant ses pairs. Cette fois, il est déclaré coupable et condamné à deux ans de réclusion. Il en appelle aux plus hauts tribunaux du pays, mais en vain.

Son internement ouvre paradoxalement des horizons à cet esprit curieux. La condition de ses compagnons d'infortune à la prison de Saint-Vincent-de-Paul l'amène à s'intéresser à la criminologie, science à laquelle il apportera une remarquable contribution par des recherches et par la publication de nombreux articles et d'une somme intitulée *Les crimes et les châtements au Canada français du 17^e au 20^e siècle*. Cet homme de coeur et d'action présidera aussi la Ligue des droits des détenus, vouée à l'amélioration des conditions de vie des parias de nos prisons. En 1972, il fait aussi paraître aux Editions du jour un compte rendu de ses années de détention sous le titre *Barreaux de fer, hommes de chair*. Raymond Boyer aura pris une éclatante revanche sur la bêtise de ses contemporains.

dimanche prochain

IL Y A 30 ANS,
LA PREMIÈRE VAGUE
DU FLO

L'Égypte sous Moubarak: une guerre civile larvée

JOONEED KHAN
envoyé spécial

La Presse au CAIRE

C'est un bien curieux *Intifada* qui ébranle l'Égypte depuis un an, plongeant ce grand pays clé du monde arabe dans une guerre civile larvée qui n'ose pas dire son nom.

«C'est exagéré de parler de guerre civile. Il y a un terrorisme. L'État veut rétablir l'ordre. C'est tout. Ça se calmera d'ici la fin de l'année», affirme Al-Sayed Yassine, expert de questions de stratégie et de sécurité nationale.

Mais Ali Nimr, chauffeur de taxi harcelé par les soldats jusque dans son petit logement d'Imbaba après le meurtre d'une touriste en octobre dernier, n'en revient pas.

Selon les sources, plus de 10 000 soldats furent alors déployés dans ce quartier infrahumain, sale et miséreux, et jusqu'à 3000 présumés islamistes arrêtés.

«Je ne sais ce qui nous arrive, dit-il. J'ai 55 ans, j'ai vu la Révolution de 1952, les guerres de 1956, 1967, 1973, Camp-David, l'assassinat de Sadate, la guerre du Golfe. Mais je n'ai jamais connu l'Égypte dans un tel état.»

La veille, quatre suspects et trois policiers étaient tués dans des fusillades séparées dans Imbaba. Dans un des heurts, la femme et le bébé d'un des suspects furent aussi abattus. «Il s'en était servi comme des boucliers», a dit la police.

Des descentes analogues eurent lieu dans d'autres quartiers du Caire ainsi qu'à Aswan, en Haute-Égypte. Bilan de la journée: 22 tués (la mère et le bébé, 16 suspects et quatre policiers).

Nous sommes en plein Ramadan, le mois du jeûne islamique, saison de trêve selon la tradition. Mais dans cette guerre, il n'y a pas de trêve, et on ne fait pas de quartier.

Discretion

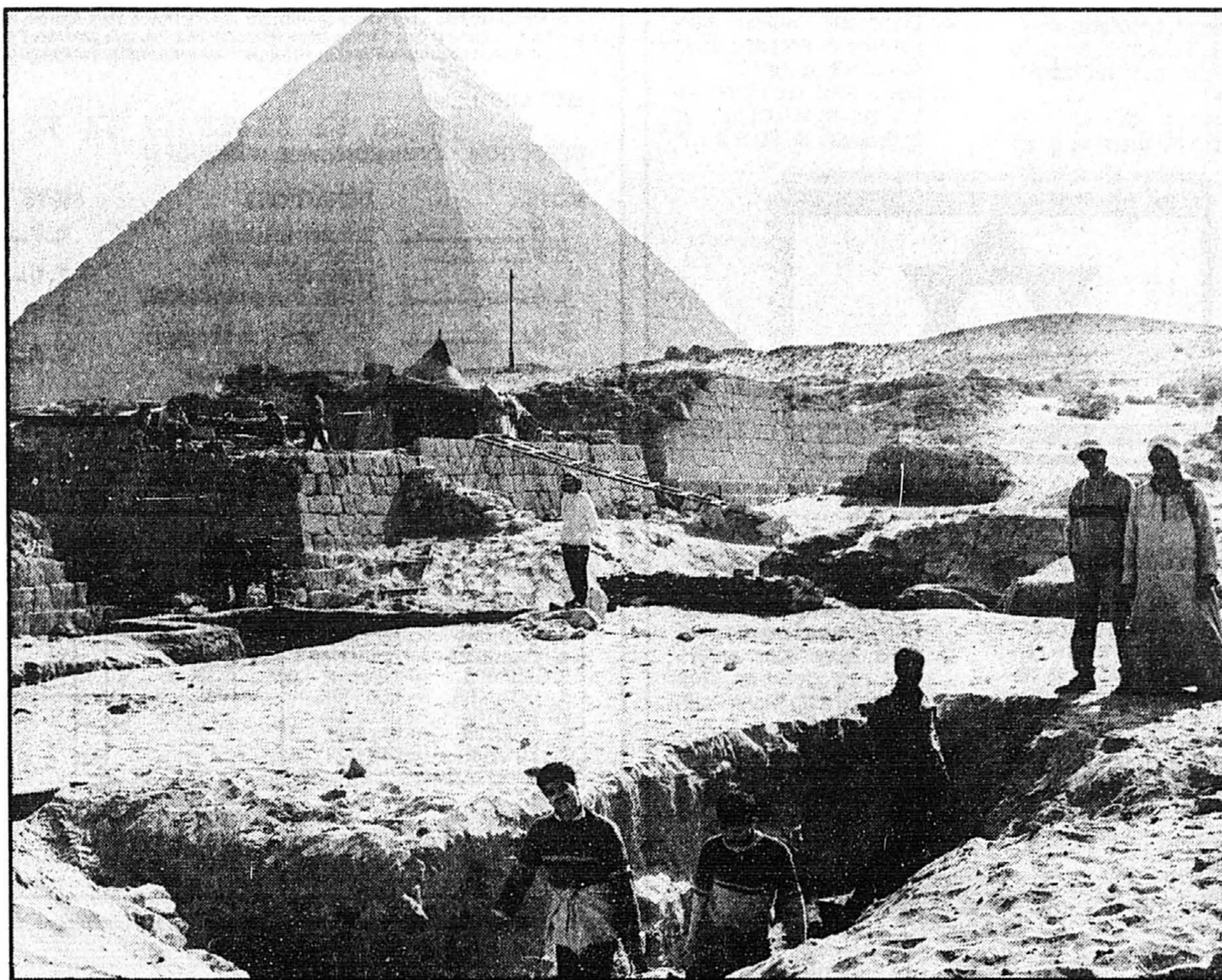
La presse cairote, pourtant, se montre discrète. «Il ne faut pas en faire un plat», dit Mursy Saad al-Dine, ancien porte-parole de Sadate et chroniqueur au quotidien semi-officiel *Al-Ahram*. «Il y a des bombes à Londres et à Madrid, des violences en Israël, mais les touristes continuent d'y affluer», lance-t-il.

Avec quatre milliards de revenus en 1992, le tourisme s'impose comme la première richesse de l'Égypte. «Ces terroristes veulent saboter l'économie et déstabiliser le gouvernement, poursuit-il. Et nos concurrents en profitent: Israël, la Grèce, la Turquie... Bien que je sois démocrate, j'approuve les tribunaux militaires.»

Ali Nimr est moins formel. Il ne peut plus prendre des touristes à l'aéroport avec sa vieille guimbarde. «De nouvelles firmes nées à la faveur des attentats et dotées de camionnettes Toyota neuves sont seules autorisées à desservir l'aéroport», dit-il, ajoutant: «Les attentats sont bons pour certains, mais pas pour moi.»

La semaine d'avant, 43 suspects avaient comparu devant une cour militaire à Hikestep, sur la route d'Ismaïlia, accusés d'attaques contre un autobus et un bateau transportant des touristes, et de complot terroriste. Relations publiques obligent: la presse fut admise mais sur invitation et à la séance d'ouverture seulement.

Comme prévu, les accusés en ont profité pour se réclamer de la *Gamaa al-Islamiya* et du cheikh Omar Abdel Rahman, l'imam aveugle réfugié aux États-Unis, revendiquer les assassinats de Sadate en 1981, du *speaker* du Parlement en 1990 et de l'écrivain laïc Farag Foda en 1992,



Avec quatre milliards de revenus en 1992, le tourisme s'impose comme la première richesse de l'Égypte. Beaucoup d'Égyptiens craignent que les terroristes ne sabotent l'économie et ne déstabilisent le gouvernement.

et dénoncer le régime du président Hosni Moubarak.

Les Coptes aussi

En Haute-Égypte, les islamistes ciblent aussi les Coptes, grande minorité chrétienne de 10 millions, ses paysans, ses commerçants, ses églises. «C'est un climat de suffocation», dit Amin Fahim, de l'Association chrétienne pour les écoles et la promotion sociale. «Nous sommes habitués à durer avec peu d'oxygène, mais là c'est l'asphyxie», souligne-t-il.

Fahim admet que l'islamisme cible aussi les musulmans que les chrétiens. «Le fondamentalisme menace l'Égypte», dit-il, «et il nous faut une nouvelle Union nationale». Qui est déjà sur pied et qui rassemble 10 000 personnes dans le quartier populaire de Hussein en octobre 1992, en présence d'imams et du pape Chenouda.

L'attentat à la voiture piégée contre le World Trade Center à New York, l'arrestation rapide de suspects liés à l'Égypte et au cheikh Omar, et l'évocation d'une supposée «menace islamique» par les médias ont toutefois traumatisé les Égyptiens, qui découvrent que les liens tissés avec l'Occident restent très fragiles.

Les penseurs d'*Al-Ahram* se déchaînent. Ali el-Samman dénonçait «le nouveau Grand Jeu» de l'Occident et d'Israël qui «encourage l'Iran à exporter le terrorisme au Proche-Orient». Salama Ahmad Salama accusait Israël d'avoir «défini l'islamisme comme nouvel ennemi de l'Occident après la chute de l'URSS» et disait craindre «que l'Amérique n'accepte cette thèse».

L'écrivain Naguib Mahfouz, Nobel de

littérature, qui a lui aussi sa place à *Al-Ahram*, comme il se doit, évoquait «nos rêves d'une renaissance de l'islam, religion égalitaire guidée par la Raison et tournée vers le progrès», avant de conclure: «Mais le réveil s'est buté sur l'autoritarisme, la corruption, l'injustice, les défaites militaires, la crise économique, autant de distractions qui nous bloquent le chemin du progrès.»

La tornade islamiste charrie plus de questions que de réponses. Certains blâment Israël, mais l'Égypte officielle blâme l'Iran et le Soudan. Le torchon brûle avec ce voisin du Sud, deux fois plus grand que l'Égypte et maître des eaux du Nil: l'Égypte occupe la région disputée de Halayeb, sur la mer Rouge; les Soudanais se sont emparés du campus de l'Université du Caire à Khartoum. Et le bruit court d'une prochaine *somalisation* du Soudan, avec un rôle spécial pour l'Égypte peut-être, l'Occident et l'ONU aidant.

Selon le *New York Times*, James Woolsey, le directeur de la CIA, a séjourné secrètement en Égypte la semaine dernière, et Moubarak l'a mis en garde contre le rôle de l'Iran dans la création de bases d'entraînement du terrorisme islamiste au Soudan. Le *Times* ajoute que Moubarak s'est aussi inquiété de la volonté du Soudan de céder une base navale à l'Iran. Et Khartoum vient d'accuser l'Égypte de comploter en vue d'une agression contre le Soudan.

La filière égypto-saoudienne, qui mit l'islamisme au service de l'Occident durant la Guerre froide, et qui opéra surtout à partir du Pakistan durant les années 1980 pour combattre l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, n'y est guère évoquée. Sauf peut-être par le biais de

ces actrices qui, grassement payées dit-on par des filières du Golfe, ou menacées, troquent le cinéma pour le *hidjab*, faisant ainsi la publicité de l'intégrisme islamique.

«Les Frères musulmans en Égypte remontent à 1928, et ils ne sont pas violents», soutient le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa. Ils sont d'ailleurs hors-la-loi depuis 1954. Mais il y a les avatars, les organisations centrées sur les 170 000 mosquées du pays, établies en cellules, et infiltrant les secteurs laïcs, inspirées de Sayyid Qutb qui, sous Nasser déjà, déclara l'Égypte en état de *jahiliya*, comme l'Arabie avant l'islam.

Dont surtout Al-Djihad, l'Organisation de libération islamique, le Groupe académique technico-militaire (qui signa l'assassinat de Sadate), Al-Takfir wal-Higra... Et la filière de Peshawar, au Pakistan, qui mène à la présence du cheikh Omar Abdel Rahman aux États-Unis, à la fusillade d'il y a quelques mois devant le siège de la CIA, à Langley, et à l'attentat du World Trade Center.

Selon Inas Nour, une spécialiste diplomatique d'*Al-Ahram*, «la minorité chrétienne et la majorité musulmane d'Égypte détestent toutes deux les islamistes», qui sont «bien organisés», dit-elle, et qui «tirent profit du combat historique des Frères musulmans contre les Britanniques». Elle estime que «Sadate commit l'erreur de les cultiver pour faire pièce aux communistes».

Pour Bahira Mokhtar, chargée des grandes enquêtes à *Al-Ahram*, le virage islamiste en Égypte a aussi de profondes causes endogènes. «Les maris, les fils travaillent dans le Golfe. Laissées à elles-mêmes, les familles éclatent. Trop d'ar-

gent et trop de liberté. La drogue fait des ravages. Les élites, corrompues, ne sont plus crédibles. Alors, désespérés, les gens se tournent vers la mosquée, vers l'islam primaire», dit-elle.

La corruption, peu dénoncée dans les médias, revient dans les conversations. Mais c'est l'entourage de Moubarak qui est blâmé, pas le chef de l'État lui-même.

Début mars, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, héros de la guerre de 1973 déjà démis en 1989 comme ministre de la Défense, était discrètement limogé du poste très symbolique d'«ad-joint présidentiel», avec deux autres chefs militaires. Aux rumeurs de tentative de coup d'État, Moubarak opposa vite la version d'une «affaire de moeurs, strictement privée».

L'armée serait donc avec Moubarak. Mais elle aussi est infiltrée d'islamistes et c'est de ses rangs que bondirent les assassins de Sadate. Et les professionnels s'agitent. Les islamistes ont pris le contrôle de plusieurs corporations (*syndicates*) — ingénieurs, médecins. Sur 120 000 avocats, seuls 12 000 ont participé à l'élection du nouvel exécutif. Pour contrer cette «dictature de la minorité», Moubarak vient d'imposer une loi du quorum — qui requiert la participation minimale de 50 p. cent des votants.

Le ministère des Biens religieux a de son côté *nationalisé* les quelque 150 000 mosquées «civiles» du pays, celles bâties par les fidèles eux-mêmes. En Haute-Égypte, c'est autour des mosquées que les fusillades éclatent quasi quotidiennement.

Et la menace de dissolution pèse sur l'opposition, notamment sur le Parti socialiste du travail (SLP), fondé en 1978 par l'ancien ministre de l'Agriculture Ibrahim Shukri et allié depuis 1987 aux Frères musulmans. Mais l'Assemblée nationale, soumise au Parti démocratique national (NDP) de Moubarak, est elle-même issue d'élections boycottées par l'opposition en novembre 1990.

L'espace démocratique réel est donc fort étroit. De pair avec la privatisation menée à la vapeur, les élites égyptiennes exigent plus d'ouverture politique. Et les islamistes les talonnent avec, sur les murs du Caire, le slogan omniprésent *Al-Islam huwa al-hal* ou «l'islam est la solution».

«Le gouvernement ne contrôle plus le changement en Égypte», dit-on dans les milieux aisés, «il réagit à l'impact du changement». «Et il combat mal les islamistes; il doit se rapprocher des gens, s'implanter dans les villages», ajoute-t-on, en estimant que «les quatre à cinq prochaines années s'annoncent difficiles».

Les grandes organisations de défense de droits de l'Homme ayant critiqué les méthodes répressives utilisées contre les islamistes en Égypte, Moubarak vient de se débarrasser de son ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa, pour le remplacer par le général Hassan al-Alfi, gouverneur de la province d'Assiout et qui passe pour un «homme de dialogue».

Afin de corriger cependant toute impression d'une concession aux islamistes, il nomma un copte, Youssef Boutros-Ghali, neveu du secrétaire général de l'ONU, ministre d'État.

«Les attentats des islamistes contre les cibles touristiques sont dérisoires, c'est frapper un éléphant avec un tue-mouches», dit Mursy Saad al-Dine, mais il ajoute: «Ce pauvre Moubarak, il a un problème d'image après ces géants que furent Nasser et Sadate. Et il a aussi un problème de crédibilité. Hier il a averti que les temps des discours enflammés étaient révolus. Pourtant, il ne fait que ça, des discours enflammés. Les gens ne le croient pas.»

«Al-Ahram», métaphore du dilemme égyptien

JOONEED KHAN

envoyé spécial

La Presse au CAIRE

C'est à l'invitation d'*Al-Ahram*, le grand quotidien cairote, que je visitais l'Égypte le mois dernier. Quotidien, c'est peu dire. Même s'il se vend chaque jour plus d'un million d'exemplaires de la publication en langue arabe et à multiples éditions, dont celle du soir, *Al-Ahram al-Masail*, (pour 57 millions d'habitants, dont 15 millions au Caire, la capitale).

Al-Ahram, c'est un quotidien d'un genre très particulier, peut-être unique au monde, tout à la fois organe de pouvoir et vaste forum où les critiques du régime trouvent aussi leur place.

«Mais nous sommes indépendants», lance Kamal Ibrahim, l'affable directeur des relations publiques et ancien militaire, en réponse à une remarque sur les liens du journal avec le pouvoir.

C'est en effet le chef de l'État égyptien qui désigne lui-même le président du conseil d'administration et le rédacteur en chef d'*Al-Ahram* d'une liste soumise par le Haut conseil de presse.

Il en est ainsi depuis la Révolution républicaine de 1952, quand Gamal Abdel Nasser confisqua ce journal privé, l'un des plus vieux du monde arabe, fondé en 1876 par les frères Takla, des chrétiens du Liban, pour en faire un organe du pouvoir et une plate-forme pour les intellectuels de tout le Proche-Orient.

Le plus connu des patrons d'*Al-Ahram* fut sans nul doute Mohammad Hassanai Haikal, compagnon de Nasser et témoin de l'ère héroïque du tiers-mondisme et du non-alignement, mis à l'écart par Anouar Sadate, qui s'alligna sur les États-Unis et «libéralisa» le journal, mais toujours «dans l'intérêt commun».

L'actuel directeur, Ibrahim Nafie, ancien journaliste économique et grand patron en poste depuis une dizaine d'années, passe pour un proche confident du président Hosni Moubarak.

Autre originalité: ce pdg issu du sérail, champion des sciences, du libéralisme économique et de l'industrialisation vient de se faire réélire à la tête du puissant «Syndicat des journalistes» d'Égypte (en fait une corporation de 4000 à 5000 membres).

Cela après avoir critiqué une nouvelle



loi qui exige que 50 p. cent au moins des membres d'une organisation professionnelle élisent leur bureau de direction pour que l'élection soit valide! Du point de vue du pouvoir pourtant, il s'agitait de barrer la route aux islamistes, minoritaires mais activistes.

Et ce n'est pas tout. *Al-Ahram* est un empire tentaculaire, passé de 900 employés en 1960 à 6000 en 1990, dont 450 journalistes, et avec des revenus croissant de 425 000 livres égyptiennes en 1960 à 280 millions en 1990 (95 millions).

Il y a bien le quotidien arabe, 14-18 pages, et 50 à 60 p. cent de publicité, avec une édition internationale imprimée au Caire, dans le Golfe, à Londres et à New York. Les pages, montées électroniquement, sont transmises par satellite — bien que les journalistes écrivent encore à la main des textes qui sont ensuite informatisés par des dactylos maîtrisant un clavier arabe à 186 touches!

Mais il y a aussi l'hebdomadaire anglais, et plusieurs hebdomas en arabe, pour les femmes (*Nisf al-Duniya*, La moitié du monde), sur les sports et spectacles, sur les jeunes, un mensuel économique, et un trimestriel de politique internationale fondé par Boutros Boutros-Ghali en 1965, ainsi que l'annuaire «Rapport stratégique arabe» publié par le Centre d'études politiques et stratégiques du journal — lancé par Haikal en 1968.

L'empire *Al-Ahram* dispose en outre d'imprimeries commerciales, de réseaux de distribution national et international, d'agences de publicité, du monopole d'importation et de vente de livres étrangers en Égypte, de clubs de livres et des sciences, d'un centre de traduction, d'une maison d'édition, et d'un centre de recherche scientifique informatisé, avec banques de données et bibliothèque spécialisée.

Et *Al-Ahram*, c'est aussi un vaste entrepôt de recherche et de documentation sur le monde arabe qui, ayant bien servi le choix pro-américain de Sadate, et les priorités régionales des USA, cherche à se redéfinir avec la fin de la Guerre froide.

C'est dire que les requêtes pour aller en Haute-Égypte voir les communautés coptes et l'Université d'Assiout, vraie pépinière de l'islamisme, pour assister au procès des suspects de l'attentat à la bombe du café Wadi al-Nil en février, pour suivre les débats à l'Assemblée nationale, ou pour rencontrer des critiques du régime Moubarak au sein même d'*Al-Ahram*, sans être jamais repoussées, se perdaient dans les dédales de considérations pratiques.

Du genre, le temps nous manque. Nous avons du mal à rejoindre ces gens. Nous tenons à votre sécurité. Ou, c'est le Ramadan, le mois du jeûne musulman, quand les activités tendent à ralentir.

C'est dire aussi, toutefois, que le programme retenu fut exécuté avec autorité, efficacité et chaleur.

Dont les interviews avec le ministre des Affaires étrangères, celui du Développement international, et le ministre adjoint de l'Agriculture. La visite à la Cité-du-10-Ramadan, ville nouvelle conquise sur le désert, avec un haut fonctionnaire pour guide. Les rencontres avec des grandes figures du journal, depuis le responsable du journalisme d'enquête jusqu'au patron du Centre d'études politiques et stratégiques (CEPS), en passant par des chroniqueurs de renom et le grand romancier Naguib Mahfouz, Nobel de littérature.

Et malgré tout, l'horaire réduit du Ramadan aidant, le temps libre en fin d'après-midi et en soirée permit, grâce aux contacts personnels, et aussi à l'initiative de l'infatigable Nagy, moi jeune guide d'*Al-Ahram*, de faire autre chose,

de voir du monde, de frayer avec le petit peuple, d'aller à l'opéra et au théâtre, et de visiter Alexandrie.

Le dilemme d'*Al-Ahram*? Facile à deviner. Comment une telle entreprise, qui pêche la privatisation en Égypte, envisage-t-elle sa propre privatisation?

«Ça c'est la question clé», fait Taher Nour, adjoint d'Ibrahim, traducteur arabe de *Tintin* et francophone écorché par la rudesse des Parisiens lors de séjours qu'il ne souhaite plus renouveler.

L'entreprise pourra-t-elle se passer de la protection de l'État? Saura-t-elle faire face à la concurrence? Les journalistes, qui suppléent à leurs bas salaires grâce à un système de primes sur la productivité et de participation aux bénéfices, s'inquiètent. C'est pourquoi ils ont élu Nafie à la tête de leur corporation.

«Allons-nous privatiser la presse? Le pouvons-nous? À mon avis, sur cinq à 10 ans, oui. Mais le FMI le veut tout de suite», dit Abdel Rahman Aql, chef de la division Économie et Finances.

«Question cruciale», dit Osama al-Ghazali Harb, boss du mensuel *Al-Siyasah al-Dawliyah* (Politique internationale). «Nous devons tout libéraliser, culture, droits de l'Homme, politique, économie et médias. Mon objectif, c'est l'autofinancement de la revue. Il nous faut changer de mentalité. Je pense que 50 à 60 p. cent du personnel de l'entreprise est superflu», poursuit ce jeune loup, adjoint au directeur du Centre d'études stratégiques (CEPS).

Il est aussi secrétaire général du «Nouveau Forum civique» lancé par l'économiste Saïd al-Naggar pour accélérer le rythme de la réforme économique et de la démocratisation en Égypte.

Homme de la génération précédente, El Sayed Yassine, directeur du CEPS et donc patron d'*Al-Ghazali Harb*, n'est pas du même avis.

Rencontré séparément, il déclare, catégorique: «L'Égypte ne va pas libéraliser. Nous avons une économie mixte, une tradition de justice sociale. Nous ne pouvons pas accepter le libéralisme intégral, à l'occidentale. D'ailleurs, aux États-Unis mêmes, le marché libre est un mythe, soumis aux monopoles, aux cartels et aux lobbies...»

Sur les médias, il enchaîne: «En Égypte, les médias relèvent de la sécurité nationale. Notre sécurité requiert le respect de la justice sociale. La démocratie sans justice sociale n'est rien.»

L'Égypte de Moubarak traîne ainsi tout un fond de nassérisme. Et le journal de Nafie n'est pas encore sorti de l'ombre de Haikal, qui écrit toujours de son côté, étant peut-être le seul intellectuel de renom en Égypte qu'*Al-Ahram* n'ait pas coopté.

Ce que confirme Bahira Mokhtar, adjointe de Nafie en charge des grandes enquêtes et qui se dit volontiers *haikalienne*, produit de la culture *ahramiyya*, «qui croit à l'attitude scientifique et à la perfectibilité de la vie individuelle et sociale», dit-elle.

Issue d'une famille «planifiée» de deux enfants dans une Égypte en pleine explosion démographique, Mme Mokhtar, la quarantenaire joyeuse et assurée, refuse de sa marier et s'en porte très bien, dans une société où les femmes célibataires sont traitées comme des pariahs. «Je suis proche des enfants de mon frère», dit-elle.

«Il y a un millier de journalistes femmes en Égypte, dont trois adjointes d'Abdel Adel Hatim, le boss de la radio-télévision», dit-elle, en recevant une jeune journaliste de son équipe d'une vingtaine de reporters venue lui soumettre un projet.

«J'ai des recherches, des reporters et des rédacteurs, et ce n'est pas facile de coordonner tout ce monde», dit-elle, montrant dans le journal du jour deux pages avec photos, sur le trafic de la drogue dans les rues et les places publiques du Caire.

«Le journalisme d'enquête est jeune en Égypte, et Haikal dit que c'est l'avenir du métier», dit-elle. Son meilleur coup jusqu'ici? «Une enquête sur l'utilisation du précieux limon de la vallée du Nil par des hommes d'affaires sans scrupules pour fabriquer des briques: le gouvernement fut obligé d'agir, et vite», fait-elle.

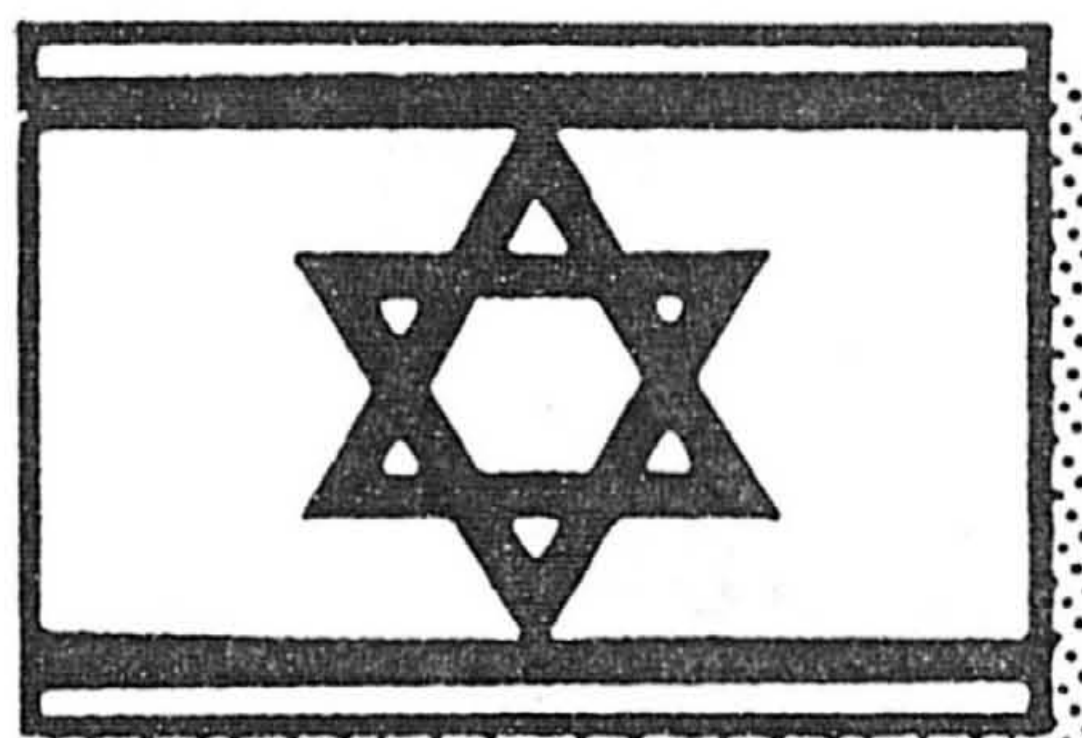
Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe/Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A SURRÉALISME EN LITTÉRATURE

1. Dans quel ouvrage Breton jette-t-il les bases du surréalisme?
2. Quel poète a annoncé le surréalisme dans *L'Esprit nouveau et les poètes* en 1917?
3. De qui sont ces vers: «La terre est bleue comme une orange. Jamais un erreur, les mots ne mentent pas?»
4. À quel branche du surréalisme associez-vous les noms de Tristan Tzara et Hans Arp?
5. Quel poète français a écrit: *Deuil pour deuil et Corps et biens*?

2. Quel pays européen a un drapeau tricolore, comme la France, mais avec des bandes horizontales?
3. Qu'est-ce qui orne le centre du drapeau israélien?



Orne le centre du drapeau israélien.

B BASEBALL

1. Quels coéquipiers formaient le tandem lanceur-receveur lors de la partie d'étoile de 1982 à Montréal?
2. Quel baseballeur est revenu du Japon en 1990 pour devenir le champion frappeur de circuits de la ligue américaine en 90 et 91?
3. Qu'ont en commun Ferguson Jenkins, Terry Puhl et Kirk McCaskill?
4. Pour quelle équipe évoluait Phil Niekro juste avant de prendre sa retraite?
5. Quel gérant a dirigé les Expos entre Jim Fanning et Buck Rodgers?

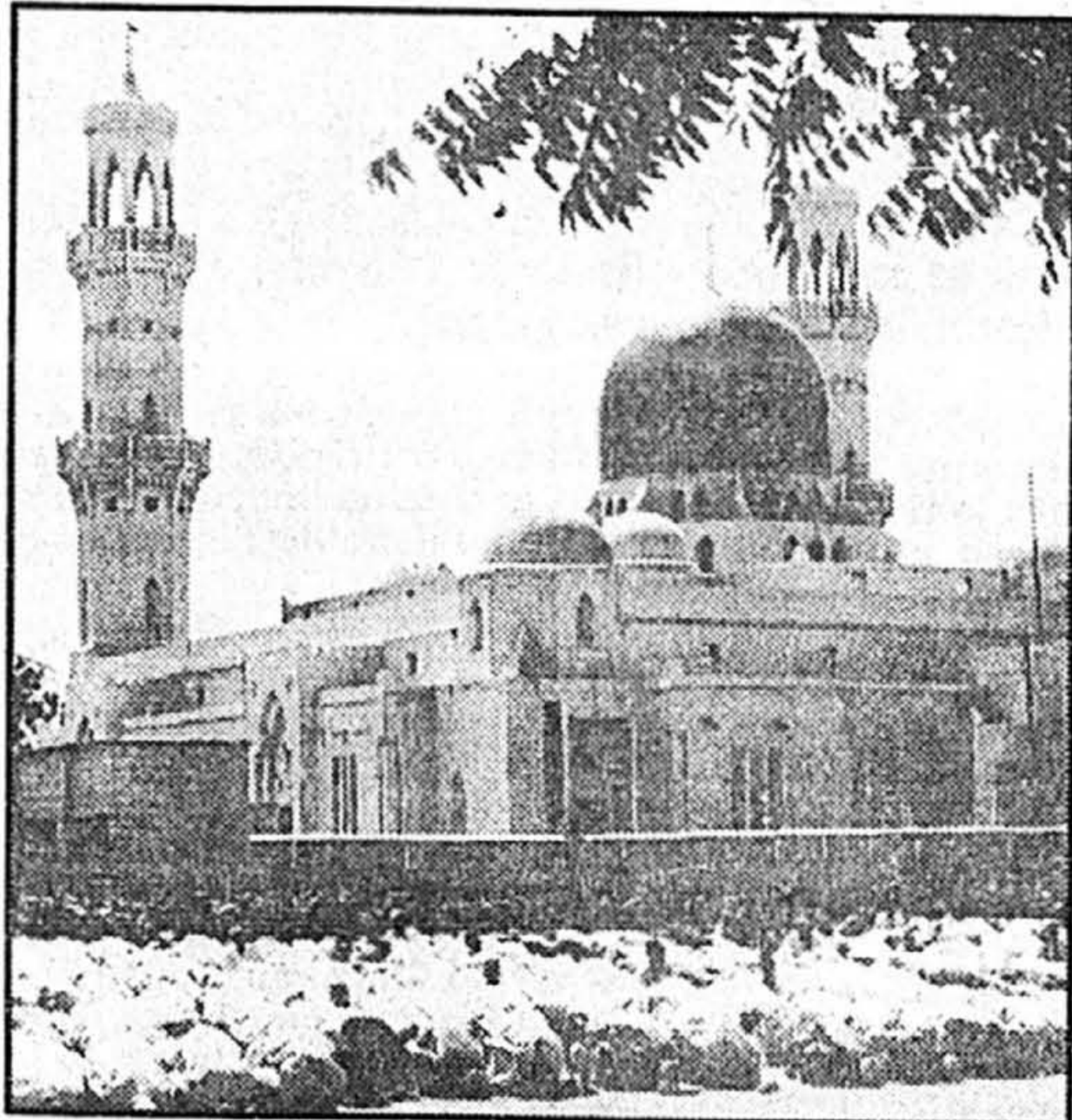
F ASTRONOMIE

1. Quelle est la galaxie la plus près de la nôtre?
2. Dans quelle théorie rencontre-t-on les éres hadronique, leptonique et radiative?
3. Comment appelle-t-on la vitesse minimale qu'il faut communiquer à un

corps pour qu'il quitte définitivement l'attraction d'une planète?

4. Dans quel état américain retrouve-t-on l'observatoire du Mont Palomar?
5. Quel astronome hollandais a découvert les anneaux de Saturne?

G ARCHITECTURE



On y retrouve une Mihrab.

C CINÉMA

Associez deux à deux les films aux actrices qui en ont tenu la vedette.

1. *Le Dernier métro*
2. *Le Mépris*
3. *Le Quai des Brumes*
4. *Jules et Jim*
5. *Le Rouge et le Noir*

- A. Jeanne Moreau
- B. Michèle Morgan
- C. Danielle Darrieux
- D. Catherine Deneuve
- E. Brigitte Bardot

D SUISSE

1. Quelles sont les quatre langues officielles de la Suisse?
2. Près de quel lac est situé Genève?
3. Quel pays est coincé entre l'Autriche et la Suisse?
4. Quels traités, mettant fin à la guerre de trente ans, reconnurent la Confédération helvétique comme état indépendant?
5. Quel fleuve coule dans la ville Suisse de Bâle?

1. Comment appelle-t-on la pierre au sommet d'une voûte en arc?
2. De quel style architectural est l'Arc de Triomphe à Paris?
3. À quel architecte doit-on le Hampton Court, en

Angleterre?

4. Dans quel pays et en quelle année fut fondée l'école architecturale du Bauhaus?
5. Dans quel type d'édifice religieux retrouve-t-on une Mihrab?

H IDENTIFICATION PAR INDICES DÉCROISSANTS

1. Il est mort en 1824 à Missolonghi lors de la résistance grecque face à la Turquie.
2. À dix ans, il fut l'héritier de Newstead Abbey et reçut le titre de lord.
3. Après avoir vécu de

nombreuses amours houleuses dont une idylle incestueuse avec sa demi-soeur, il se réfugia en Suisse, puis en Italie.

4. Poète prolifique, sa vie exaltée a fait de lui un personnage de légende.

SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

Crucigrammes

Nicole Hannequart

Tout d'abord, vous devez trouver les mots correspondant aux définitions, en commençant par le mot codé (dont les lettres sont écrites entre parenthèses). Ce dernier vous est d'une grande aide puisque, une fois trouvé, vous reportez, en suivant le code, chacune de ses lettres dans la grille. (Par ex. 1-2 signifie la case d'intersection des mots 1 et 2, 2-3, celle des mots 2 et 3, etc.). Enfin, il s'agit de compléter la grille en formant une anagramme pour chacun des mots trouvés.

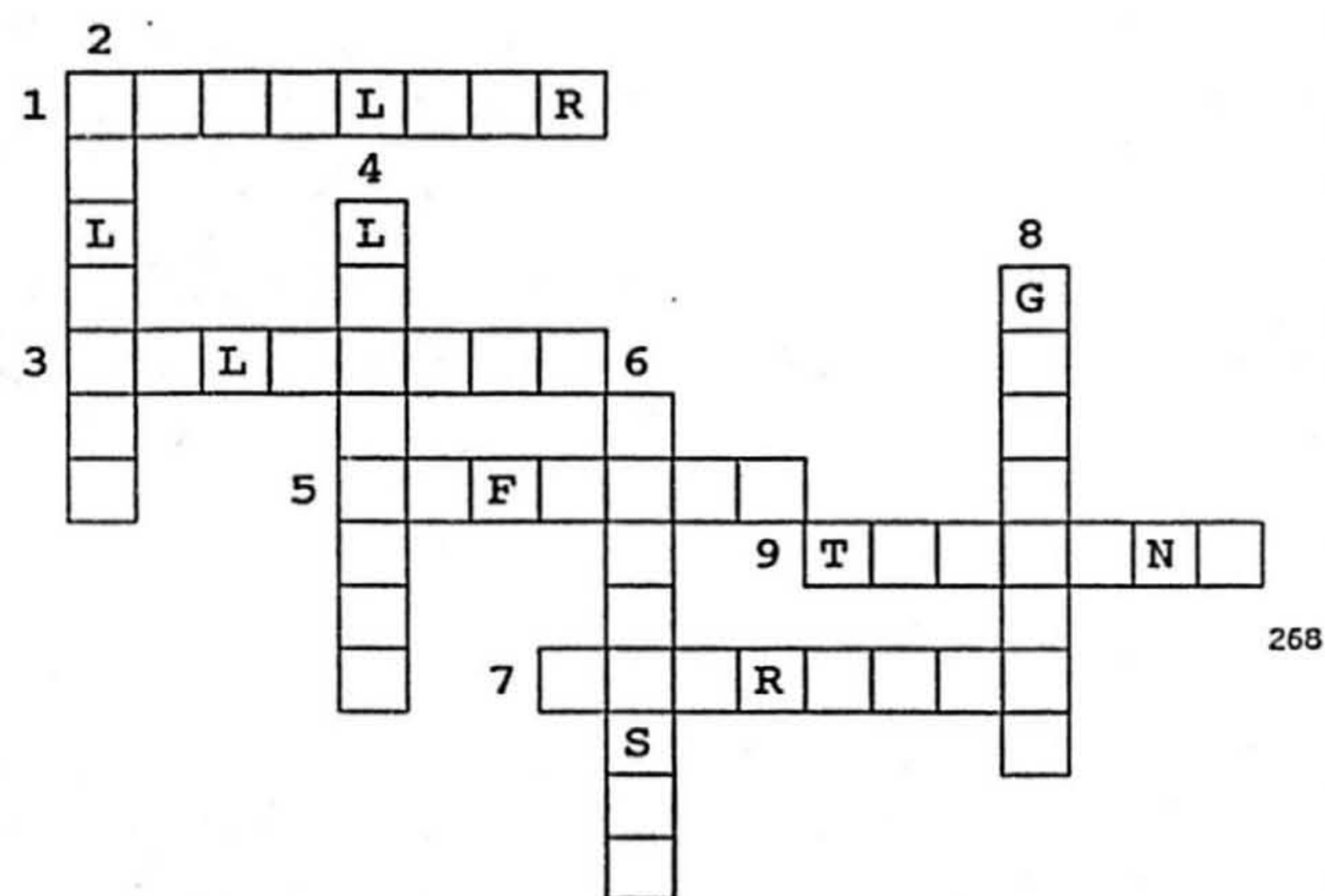
MOT CODÉ

DÉFINITION Évanouissement. (AIMNOOPS)

MOTS	DÉFINITIONS	MOTS	DÉFINITIONS
1. D _____	Rebuter. (8 lettres)	6. P _____	Mettras dans une boîte aux lettres. (8 lettres)
2. P _____	Réduirai en poudre. (7 lettres)	7. G _____	Combrerons de choses agréables. (8 lettres)
3. A _____	Intégré à un groupe social. (8 lettres)	8. R _____	Serra dans un coin. (8 lettres)
4. B _____	Deviendrai d'un blanc mat et terne. (8 lettres)	9. A _____	Aiment passionnément. (7 lettres)
5. O _____	Présentant en cadeau. (7 lettres)		

SOLUTION DU No 267:

1. OBTURÉES — OBSTRUÉE
2. ENROBENT — BRETONNE
3. COMBINE — INCOMBÉ
4. CHIMÈRES — CHEMISER
5. SINCÈRE — CENSIER
6. ÉCOLIERS — CLOSERIE
7. ERMITES — ESTIMER
8. MÉRITER — ESTIMER
9. TORDUE — DETOUR



Anacroses

Philippe Guérin

L'utilisation du terme «anacroses» est possible grâce à l'amabilité de Michel Charlemagne.

Les anacroses sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à découvrir. Les nombres qui suivent certains tirages correspondent au nombre de solutions possibles dont une seule peut se placer sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots à trouver figurent dans l'Officiel du Scrabble (Ed. Larousse). Il n'est donné que les tirages de mots de six lettres et plus.

HORIZONTELEMENT

- 1: AEGISV
- 5: CCHIOT
- 9: ABSTTU
- 13: ACEEUV
- 14: EHRSTU(2)
- 16: ABETTV
- 18: AIIOPRT(2)
- 21: AEMORTU(2)
- 22: AENORTY
- 24: ABILNORS(3)
- 25: INOOST(2)

VERTICALEMENT

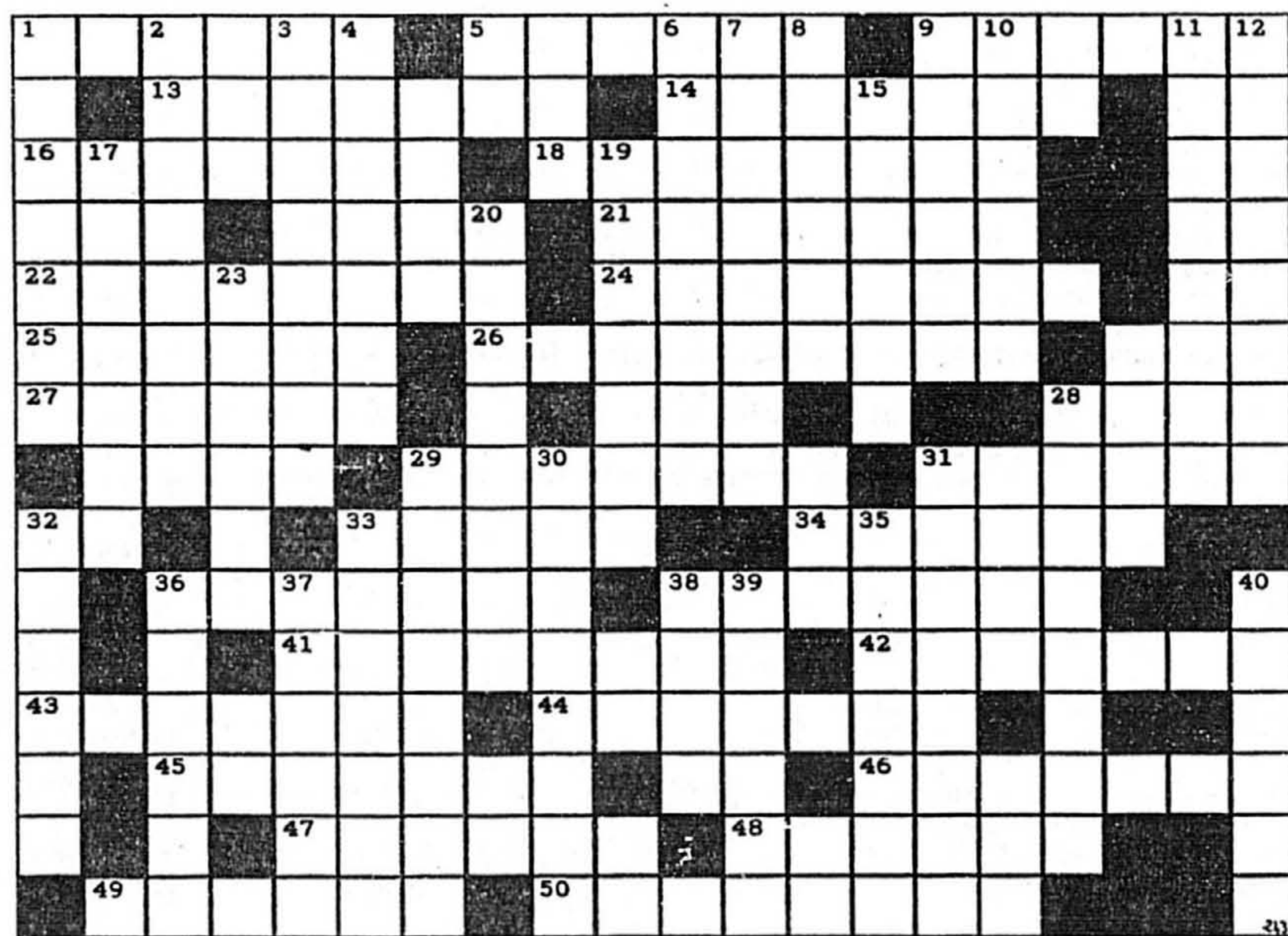
- 1: ABEIMNNU
- 47: EEOPPS
- 48: EEMRS(7)
- 49: EEFSSU(2)
- 50: ABEENRSU
- 1: ABIORTV
- 2: AEEIRSTV(6)
- 3: AEGNORST(4)
- 4: EENNOT(2)
- 6: ACEHILR(4)

29: AEGORRTU(2)

- 8: IIORRT
- 9: INORTT
- 10: EELNS
- 11: AAEFFMS
- 12: AAIIRSS
- 15: AINRTU(3)
- 17: ACORTU(2)
- 19: ABEOR(2)
- 20: HILPSSY
- 23: AEOST(2)
- 28: CEENNOR(3)

29: EECRSUUU

- 30: EENORTY
- 31: CEENOOT(2)
- 32: BCORSU
- 35: ABCIORU(2)
- 35: EERSUV(2)
- 36: ABEIT
- 37: ACLPSS
- 39: ADEMS
- 40: EEEVX

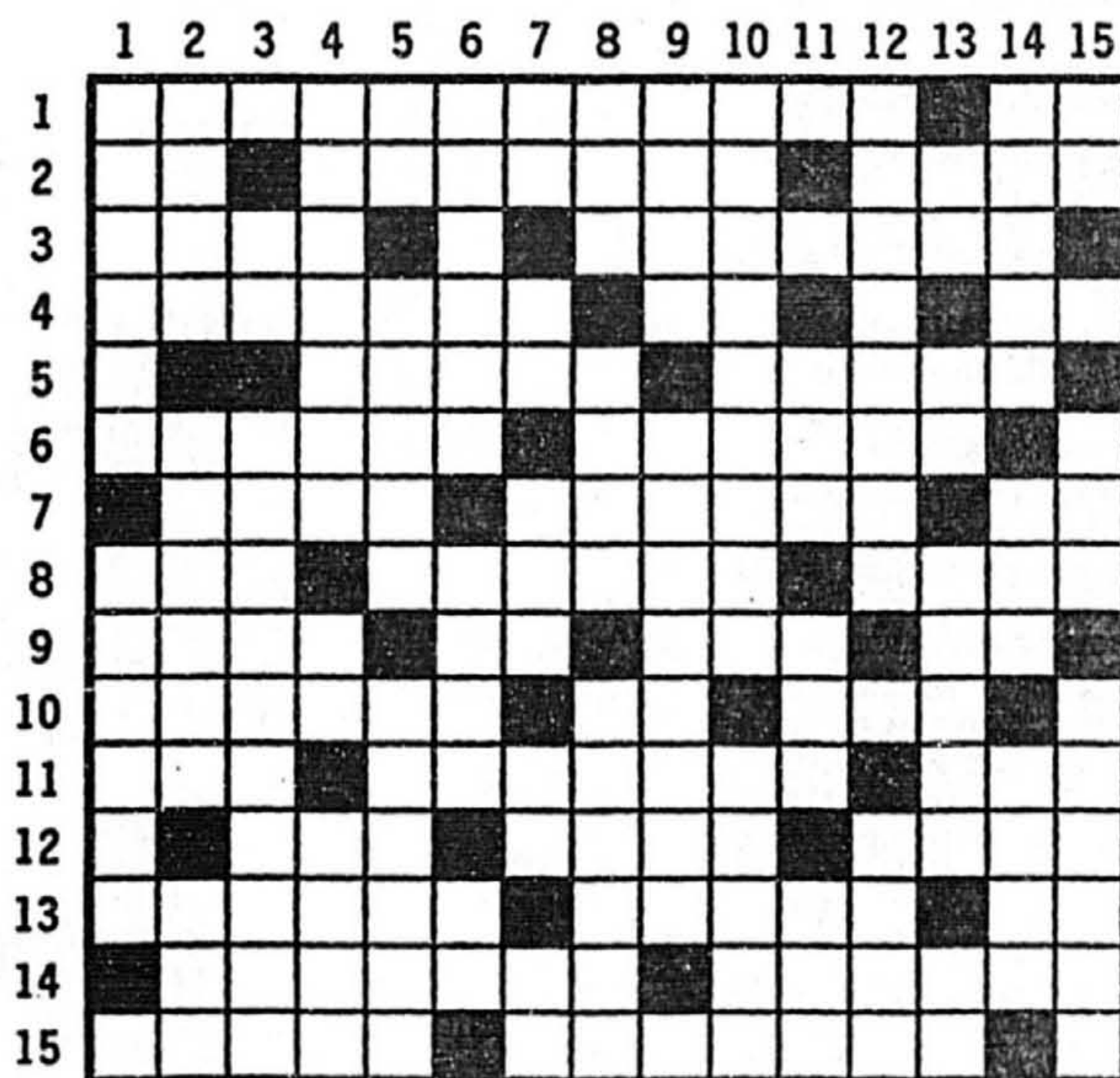


SOLUTION A LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART (ODEURS ET NEZ)



HORIZONTELEMENT

1. Opération chirurgicale consistant à refaire le nez en cas de malformation — Il ne galope pas.
2. Adverbe — Substance végétale odoriférante — Parfum.
3. Calife né à La Mecque — Odeur particulière que prennent les objets longtemps exposés à l'air vicié.
4. Relatives à la vieillesse — Pronom personnel — Qui n'est pas protégé.
5. Son odeur peut incommoder certaines personnes — Se dit d'un corps gras qui a contracté une odeur forte.
6. Qui exhale de mauvaises odeurs — Propose.

7. Dialecte gaélique — Toile imperméable — Article contracté.
8. Il est coloré — Sensation produite par certains corps sur l'organe du goût — Elle sent bon.
9. Libéralité faite par testament au bénéfice d'une personne — Sert à désigner — Semblable — Petit cube.
10. Il fabrique des cierges — Reçoit le Tessin — Rage.
11. Tenta — Ce qui produit un effet de douceur — Chicago s'y trouve.
12. S'inscrit en faux — Prend sa source dans le Perche — Périodes.
13. Réprimandes — Souverains — Roulement bref.

14. Odeur agréable — Relatif au corps jaune de l'ovaire.
15. Cérémonie religieuse — Labiées à odeur forte.

VERTICALEMENT

1. Odeur d'une chose que le feu a brûlée superficiellement — Son odeur est particulière.
2. Sent — Ver marin vivant dans la vase ou sur les rochers — Dans la rose des vents.
3. Division d'une olympiade — Parfums agréables.
4. Parfois elles sont bouchées — Affirmation — Atomes.
5. Se dit d'un coeur généreux — Femelles des chiens de chasse — Altère par l'air.
6. Installé — Piquant à l'odorat — Un des points collatéraux.
7. Lumen — A lui — Salut romain — Largeur d'une étoffe — Article.
8. Rivière de Suisse — Taché — Agres de gymnastique féminine.
9. Virage, en ski — Oiseaux rapaces diurnes.
10. Qui est inspiré par une audace extrême — Se disait d'une galère.
11. Divisions du temps — Fleur — Moment de l'accouplement.
12. Déformer la silhouette en faisant paraître le cou enfoncé dans les épaules, en parlant d'un vêtement — Famille princière d'Italie.
13. Aluminium — Démonstratif — Emanation — Entre docteur et sciences.
14. Espace public où s'affrontent des partis — Résine d'odeur fétide — Deviendra.
15. Idem — Ne sent pas bon — Relatif au nez.

SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN



SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER

Scrabble

Philippe Guérin

À CHEVAL

Continuons notre étude du cheval par son anatomie et ses maladies. Le cheval se déplace sur la pointe des pieds. Sa jambe se termine par la phalange UNGUEALE surmontée du PATURON autour duquel on peut glisser un ABOT (sorte de menotte) pour entraver ses déplacements. En remontant la jambe, on trouve le BOULET, le CANON, le GRASSET puis le JARRET. L'ARS est le point de jonction du membre antérieur avec le tronc. Le GARROT se trouve à la base du cou. La tête comprend le CHANFREIN entre le front et les NASEAUX. La GANACHE est une partie des mâchoires tandis que le LARMIER se trouve au coin de l'oeil. Enfin la CROUPE constitue son postérieur. Notre cheval peut montrer certaines tumeurs, souvent au jarret comme la JARDE ou JARDON et le VESSIGON ou aussi à la jambe (le JAVART). Le SUROS est une tumeur osseuse et la GOURME est une maladie des voies respiratoires. Le VERTIGO donne des vertiges à notre monture. Le FIC est une grosse verrue tandis que le LAMPAS est une enflure du palais. Si notre cheval ne veut plus avancer, peut-être est-il FORTRAIT (excédé de fatigue) ou montre-t-il une FOURBURE (inflammation du pied) ou une SEIME (maladie du sabot). Certains parasites peuvent l'attaquer comme la gale (le ROUVIEUX), comme certains vers appelés STRONGLE (ou STRONGYLE) ou ASCARIS (ou ASCARIDE). Sans être malade, note coursier peut avoir une démarche bizarre. Si son BOULET est en avant, il est dit BOULET(E). Quand ses pieds sont tournés en dehors, il est PANARD(E). Des genoux rapprochés le rendent CAGNEUX(SE). Quand en marchant il s'appuie sur le devant du sabot, il est PINCARDE(E). S'il PIAFFE (verbe intransitif) souvent, c'est un PIAFFEUR(EUSE).

Lorsque ses incisives supérieures sont en avant des incisives inférieures, il est dit BEGU(E). Dans le cas contraire, il est GRIGNARD(E). Un dos cambré le fait appeler ENSELLE(E). Notre cheval peut marcher au pas, TROTTER, GALOPER (c'est un cheval GALOPEUR(EUSE), AMBLER (intransitif). Dans ce cas c'est un animal AMBLEUR(EUSE). S'il trotte et galope à la fois, l'AUBINE, c'est-à-dire qu'il va l'AUBIN. Un cheval de haute-école fait des figures plus compliquées comme la VOLTE, le PIAFFER, la CARACOLE (demi-tour), la PESADE (dressé sur ses pattes arrière), la CROUPE (sorte de RUADE). S'il refuse de franchir un OXER (obstacle), on dit qu'il se DEROBE. Si l'équitation vous tente, procurez-vous une CASAQUE (veste de jockey), des JODHPURS (pantalons, toujours pluriel), une paire de HOUSEAUX (guêtres), une CRAVACHE. Fixez le MORS dans la bouche du cheval, attachez-le aux RENES et bonne promenade. N'oubliez pas: HUE pour avancer, DIA, pour aller à gauche, HUHAAU pour aller à droite! Tournai à Sainte-Agathe Le Comité de l'équipe nationale vous convie à un tournoi bénéfique de trois parties le samedi 8 mai à Sainte-Agathe à la Polyvalente des Monts, 101, rue Légaré. Le premier tirage se fera à 10 h. Il en coûtera 20 dollars et un maximum de 120 joueurs sera accepté. Renseignements: Monique Laperle (514) 773-6362. La Détente Le club «La Détente», fondé dernièrement par André Houle (272-0105), change ses heures. Il se réunit toujours au 7301, Saint-Zotique (Ancien) mais le vendredi après-midi à 13 h 30 et le dimanche soir à 19 h.

De plus, André Houle vous propose pour 6 dollars (frais inclus) un recueil de 40 parties de plus de 1000 points (générées par le logiciel de scrabble Duplisca). S'adresser au 6959, Hutchison, app. 7, Montréal, H3N 1Y9.

Comment jouer la partie de duplicate ci-dessous

La formule duplicate vous permet de rejouer chez vous une partie disputée dans un club. Pour obtenir les règles détaillées, écrivez à Philippe Guérin, rubrique du scrabble, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

Partie jouée au club des «Trouble-Tête» de Lasalle le 26 avril 1993. (Club de Lasalle les lundis soirs à l'Hôtel de Ville - Pierrette Clermont, 363-2894).

TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1. AENPRV			
2. NR+CEEO	VAPES	H4	28
3. EERGUSO	ECORNEES	8A	83
4. FULMNI	ROGNEUSE	E5	85
5. UNHRE	FILME	12A	26
6. DRILLE?	USINIERE(1)	A1	77
7. AAEEMTV	DEVIRILLE(2)	4F	72
8. MTA+PUB	FEVE	A12	30
9. BU+AETH	VAMPAT	14A	28
10. CISJTE	HABITUE	15E	93
11. ENHRSZ	JOCISTE(3)	L9	98
12. ANFIU?	HEREZ	M2	56
13. LWJATOK	INFLUON(S)	C3	74
14. YADOTU	WALE	6J	33
15. ADEU+MS	YOD(4)	F2	33
16. AADGTU	MAUDITES	12H	63
17. TT+BOOX	DAGUAS(5)	07	24
18. TBOO+SR	TEX	7G	26
19. TBOO+OK	RAS	N4	35
20. TBOO+NN	LOOK	6C	33
	BOSQUET	10A	19
			1015

Commentaires:

- 1- REUNIFILES en A7 pour 86 points.
- 2- DEVIRILLE, détordra.
- 3- JOCISTE, membre de la Jeunesse ouvrière chrétienne.
- 4- DYADE (ensemble de deux choses) en F1 pour 38 pts
- 5- DAGUER, frapper à coup de dague.

Résultats:

	Pts
1er: Ronnie Tricoire	900
2o: Philippe Guérin	883
10e: Colombe Murphy	714

Religion

Le cardinal Edouard Gagnon prend la défense de Mgr Escriva de Balaguer



JULES BÉLIVEAU

Le cardinal Edouard Gagnon s'est porté à la défense du fondateur de l'Opus Dei et a surout expliqué pourquoi le prélat a été proclamé bienheureux si peu de temps après sa mort et au terme d'un procès canonique décrit dans certains milieux comme beaucoup trop rapide.

On sait que Mgr Josemaria Escriva de Balaguer a été béatifié par Jean-Paul II le 17 mai dernier, soit seulement 17 ans après sa mort. Une foule incroyablement nombreuse — elle débordait littéralement de la place Saint-Pierre de Rome, ce qui ne s'était apparemment encore jamais vu lors d'une cérémonie de béatification — a assisté à cet événement. Mais ici et là dans le monde, quelques voix ont protesté, soulignant leur étonnement devant le fait que le fondateur de l'Opus Dei précède sur les autels le bon pape Jean XXIII, décédé en 1963, et mentionnant au passage qu'un homme comme Mgr Oscar Romero, l'évêque assassiné de San Salvador, ne risque probablement pas d'accéder de sitôt à un pareil honneur.

«Certains ont été surpris de ce que le procès de béatification de Mgr Escriva de Balaguer se soit terminé en si peu d'années, écrit le cardinal sulpicien canadien en poste à Rome. Cette rapidité trouve son explication dans le travail des responsables de la cause. Tous ceux qui ont contribué à préparer le procès — historiens, canonistes... — ont travaillé avec amour et avec grande compétence. Tout a été fait sans aucun retard et avec tellement de précision qu'il n'a été nécessaire de rien répéter.»

Le cardinal Gagnon fournit une autre raison expliquant la rapidité avec laquelle les choses se sont déroulées dans le cas de Mgr Escriva. Cela, dit-il, est conforme à l'esprit des nouvelles normes édictées par les derniers papes au sujet des béatifications et des canonisations: depuis le concile Vatican II, la législation de l'Église stipule que toute la documentation possible soit recueillie durant les cinq années suivant le décès d'une personne et que le procès de béatification peut être officiellement ouvert au terme de ce délai — et non pas seulement après 50 ans, comme le prescrivait l'ancienne législa-

tion. On vise ainsi, selon le cardinal canadien, à présenter comme modèles de sainteté non pas uniquement des personnages du passé, mais également des personnes «dont la vie parle aux gens d'aujourd'hui, qui montrent comment on peut servir Dieu et l'Église en ce moment-ci».

De Mgr Balaguer, qu'il a rencontré à Rome en 1972 et avec lequel il s'est entretenu spécialement de l'apostolat familial, le cardinal Gagnon souligne qu'il a su, grâce à l'Opus Dei, favoriser le développement d'une formation spirituelle profonde bénéficiant aux parents et, à travers eux, à tous les membres de la famille.

ÉMILIE GAMELIN BIENTÔT VÉNÉRABLE

Quelques semaines ou quelques mois tout au plus, si tout se déroule comme prévu, s'écouleront avant que Jean-Paul II appose sa signature sur le document proclamant vénérable la Montréalaise Emilie Gamelin, fondatrice de la communauté des Soeurs de la Providence.

C'est mardi dernier que les supérieures des Soeurs de la Providence ont appris, dans une communication reçue de Rome, que les neuf théologiens chargés d'étudier le dossier d'Emilie Gamelin ont reconnu unanimement la pratique héroïque de ses vertus. Le dossier en vue de la béatification d'Emilie Gamelin est à l'étude à Rome depuis 1989.



Emilie Gamelin

Dans l'Église catholique, la proclamation comme vénérable est l'étape essentielle à franchir avant celle de la béatification. L'échelon ultime est la canonisation, par laquelle l'Église dit sa certitude qu'une personne est sainte.

Comme quelques autres fondatrices de communautés religieuses nées au Canada français, Emilie Gamelin a passé une partie de sa vie à Montréal. C'est dans cette ville qu'elle a ouvert d'abord avec ses premières compagnes et ensuite avec toutes les autres femmes qui se sont jointes au noyau initial des refuges pour les personnes indigentes, pour les malades, pour les ex-prisonniers, pour les immigrés et pour les personnes sans emploi.

LE DALAI-LAMA À L'ORATOIRE

Le Dalai-Lama est attendu le 22 juin prochain à l'Oratoire Saint-Joseph de Montréal, où il doit présider une rencontre interreligieuse.

Chef spirituel et temporel du peuple tibétain, le Dalai-Lama est vénéré comme la réincarnation du «bouddha en devenir» par les bouddhistes de la tradition du Grand Véhicule. Depuis l'occupation du Tibet par la Chine en 1959, il vit en exil. Dé-tenteur du Prix Nobel de la Paix, il est considéré comme une des grandes figures de paix dans le monde.

Le Dalai-Lama doit parcourir l'Amérique du Nord l'été prochain pour visiter les communautés tibétaines. À Montréal, en plus de présider à une rencontre interreligieuse à l'Oratoire Saint-Joseph, il participera à des cérémonies au Palais des congrès de Montréal les 24 et 25 juin. Et du 28 août au 4 septembre, il sera à Chicago pour la célébration du 100^e anniversaire du Parlement des religions.

DES ROSES DE LA PART DES BAH'AÏS

Aujourd'hui, sur le mont Royal, les baha'is de Montréal célèbreront la journée sainte du 12^e jour du festival de Ridvan en distribuant 2500 roses aux personnes qu'ils rencontreront. Pour les baha'is, le festival de Ridvan (mot qui signifie «paradis») commémore les 12 jours que le fondateur de leur religion, le prophète Baha'u'llah, a passés il y a 130 ans dans un jardin couvert de roses situé au bord de la rivière Tigris à Bagdad avant son exil et son incarcération.

À la veille de son départ de Bagdad, après avoir distribué chaque jour des roses à ses disciples, Baha'u'llah a réuni plusieurs d'entre eux et a proclamé n'être nul autre que le Messager de Dieu pour l'ère de la maturité humaine, le porteur de la Révélation divine promise par toutes les religions antérieures et celui qui doit engendrer la force et le courage spirituels nécessaires à l'unification de tous les peuples de la terre.

POUR DE BEAUX GARDE-ROBES BIEN ORGANISÉS!

- Prix abordables
- Qualité soignée
- Sur mesure
- Concept flexible

Estimation à domicile gratuite et sans obligation. Téléphonez aujourd'hui

euroflex 881-1811
modules de rangement inc.

MAIGRIR SANS OBSESSION

Motivation reprogrammation
Raymonde Forget B.S.O.T.
(514) 273-0767

Aussi: Session de groupe
Débutant le 10 mai (soir)
1255597-425

Buffet
Tête des Mères

WIVA! Grillade

Bien plus qu'une grillade!

TODD'S

Vous propose
Dimanche, 9 mai, 1993
de
11h30 à 20h00

CÔTE DE BOEUF RÔTIE À VOLONTÉ

POUR SEULEMENT:
16,95\$ adulte
14,95\$ age d'or
9,95\$ enfants (10 ans & moins)
GRATUIT enfants (5 ans & moins)

Incluant six sélections chaudes supplémentaires, salades saisonnières, viandes froides et pâtés, multitude de desserts...

(Taxes et service extra)

Quality Hotel

Pour réserver:
(514) 731-7821
7700 Côte de Liesse, Montréal (Québec) H4T 1E7 anciennement Hôtel Le Pavillon

LA FORÊT, C'EST

Au Québec, la forêt c'est super important pour notre économie, notre environnement et nos loisirs. Il faut donc la protéger!

DU 2 AU 8 MAI
CÉLÉBRONS LA SEMAINE DE L'ARBRE ET DES FORÊTS 1993

Forêts Québec

VENTE ANNIVERSAIRE!

Épargnez jusqu'à

60%

DES MILLIERS ET DES MILLIERS DE MÈTRES DE TISSUS...

Cotons, challis, tricots, polycotons et plus.
90cm-150cm. Prix courant jusqu'à: 14⁹⁹m SEULEMENT

\$2 \$3 \$4

Fast! Confectionnez cette ravissante robe pour moins de 23\$ de challis Mystique.

MC CALL'S #5944

OBTENEZ 2 PATRONS GRATUITS

Mc CALL'S 3 pour le prix de 1
*De valeur égale ou moindre

Tissus "ESTRADE" 33 1/3%
À des prix encore jamais vus! Assortiment de tissus pour robes, blouses, vêtements de détente. Les soldes varient d'un magasin à l'autre.

Wow! À partir de: 1³³m

DOUBLURES EN POLYESTER 120cm & 150cm
Achetez 1m, obtenez 1m **GRATUIT**

GAGNEZ Valeur de UNE SURJETEUSE "ELNA LOCK 904DE" 939⁰⁰
Bons de participation disponibles dans tous les magasins.

ACCESSOIRES DE COUTURE Épargnez 33 1/3%

- FILS KOBAN
- TOUS LES ÉLASTIQUES
- CISEAUX (sauf Henckels)
- ÉPAULETTES (sauf In-shape)
- TOUTES LES DENTELLES ET GARNITURES

Bouclair Vous donne des STORES GRATUITS!*

- Horizontaux Micro 1/2" en P.V.C. & Mini 1" en P.V.C.
- Verticaux en P.V.C. faits sur-mesure et prêts en 48 heures
- Verticaux en P.V.C. pour portes-patios
- Assortiment de toiles à rouleaux

Achetez-en 1 obtenez-en 1 1/2 **PRIX***
Achetez-en 3 obtenez-en 1 **GRATUIT***
Achetez-en 5 obtenez-en 2 **GRATUITS***
Achetez-en 7 obtenez-en 3 **GRATUITS***

*Les articles à moitié prix ou gratuits doivent être de valeur égale ou moindre à ceux achetés. Cette offre ne s'applique qu'à la marchandise régulière énumérée ci-haut.

SOLDE! Des milliers de mètres de voilages, de cotons imprimés, unis, batiste et plus!

ÉPARGNEZ JUSQU'À **50%** A partir de **2⁹⁹m**

GRATUIT! SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE

Laissez nos spécialistes vous conseiller sur le choix de stores, tentures, voilages, couvre-lits, douillettes et plus!

331-1300

TOUS LES ENSEMBLES DE DOUILLETTE 20% DE RABAIS

Douillette, jupe de lit et couvre-oreillers. Prix cour. jusqu'à 209,99 (Grand lit) À partir de **79⁹⁹** (Jumcau)

ENSEMBLES DE DRAPS DE PERCALE

Prix cour. jusqu'à 59,99 (Grand lit) À partir de **23⁹⁹** (Jumcau)

DRAPS DE PERCALE "COTTON PLUS" 52%

	Prix Bouclair	Comparé à	Vous économisez
Jumcau	9,99	20,99	52%
Deux places	19,99	38,99	49%
Grand lit	29,99	46,99	36%
Taies d'oreillers	19,99	29,99	33%

Ces articles ainsi que plusieurs autres sont en solde jusqu'au 8 mai 1993.

DOLLARD 3149, boul. des Sources 683-4711

MONTRÉAL-NORD 5630 Henri-Bourassa 327-1113

ST-LEONARD 4305, rue Jean-Talou 725-9175

REPENTIGNY 85 Brien 654-2619

CENTRE-VILLE 2110 Ste-Catherine o. Angle Du Fort 989-8934

LASALLE 363, ave. Dollard 365-7337

TERREBONNE 1350, ch. Moody 471-9494

ST-CONSTANT 400, route 132 635-8407

ROSEMÈRE Place Rosemère 979-3881

CHOMEDEY 965, boul. Curé-Labelle 973-8208

LAVAL 1720, boul. des Laurentides 687-3120

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 180, boul. St-Joseph 348-1145

LAVAL 3350, boul. St-Martin 687-8480

AUSSI À GRANBY ET À ST-HYACINTHE

Bouclair

*Magasins de St-Jean, du centre-ville, de St-Constant, de St-Hyacinthe et de Granby, fermés le dimanche.

A tire-d'aile...

La grenouille, le boeuf et le... busard pêcheur...



PIERRE GINGRAS

Les balbusards sont connus pour leur grande habileté à capturer des poissons. Ils furent d'ailleurs longtemps affublés du nom d'aigles pêcheurs.

Mais on ignorait que le busard Saint-Martin pouvait lui aussi s'adonner à la même activité. Pourtant, si on se fie à la documentation sur le sujet, cette espèce qui est très commune dans la région métropolitaine (on le voit souvent survoler les champs en rase-mottes) se nourrit principalement de rongeurs, d'insectes, de petits oiseaux, de lézards, de grenouilles, d'écrevisses et même de charogne quand la faim se fait trop pressante.

Mais Dominique Soulié, de Henryville, sur la rive sud du Richelieu a assisté récemment à une scène qui en dit gros sur la faculté d'adaptation de cet oiseau et sur son habileté à profiter des circonstances pour se mettre quelque chose dans l'estomac.

Le forte crue printanière ayant inondé de nombreuses terres riveraines du Richelieu, l'eau est « montée » jusqu'à une trentaine de mètres de la maison des Soulié. Ce qui a permis à une foule de poissons d'envahir les terres, notamment le grand brochet qui est justement en pleine période de reproduction.

Voilà qu'un busard Saint-Martin s'amène tout près de la maison, se lance à la surface de l'eau et plonge ses serres dans le corps bien dodu d'un brochet. Mais la bête est plus grosse que l'oiseau l'avait prévu. Si bien que c'est de peine et de misère que le busard réussira à décrocher avec son poisson qui fait une soixantaine de centimètres de longueur, explique l'observateur. La difficile manœuvre a d'ailleurs attiré plusieurs corneilles sur les lieux qui ont harassé le pêcheur durant un long moment, comme elles le font souvent avec les rapaces. Mais le busard a finalement pu semer les importunes et faire bombance.

Une fausse gélinotte...

Dur coup que cette lettre de Jacques Beaugrand, de Saint-Marc-sur-le-Richelieu, qui écrit à la suite de la chronique intitulée *Coup de foudre chez les gélinottes*.

J'y racontais cette histoire pour le moins étonnante d'une gélinotte qui s'était laissée « apprivoiser » par Réjean Lajoie de Saint-Eustache. « Je suis désolé de vous décevoir mais le mystère 'Lajoie' peut s'expliquer scientifiquement de la façon suivante: il s'agit sans doute d'un oiseau d'élevage imprégné à l'humain (nourri et élevé par lui dès le très bas âge), qui a pris le large ou a été mis en liberté et qui, dans un moment de grande pénurie alimentaire, cherche à retrouver son pourvoyeur, en l'occurrence l'humain », écrit-il.

M. Beaugrand conteste le fond de l'histoire et estime, d'après la photo publiée dans cette page, que l'oiseau est une caille japonaise ou encore un colin de Virginie. En guise d'argument pour appuyer sa thèse, notre lecteur fait valoir que l'on a jamais réussi à apprivoiser une gélinotte huppée jusqu'à maintenant alors que la chose pourrait sûrement avoir un intérêt commercial.

Cher M. Beaugrand, je suis désolé de vous décevoir une deuxième fois. Si j'admire votre esprit critique, il n'en reste pas moins que l'oiseau en question est bel et bien une gélinotte huppée. Il est possible que l'exemplaire de *La Presse* que vous avez eu entre les mains ne reproduisait pas la photo comme il se doit, comme cela arrive parfois. Je vous rappelle par ailleurs que cette histoire est identique à une autre dont nous avons publié le récit il y a quelques années. Et là encore, aucune confusion possible.



La passion d'un professeur

Réjean Beaugrand est prof de géographie au premier cycle du secondaire à l'école secondaire Saint-Jean-Baptiste de Longueuil. Voilà un bon moment qu'il observe les oiseaux.

Il a voulu partager sa passion avec des étudiants qui se présentaient, une fois par semaine, sur l'heure du midi, une heure durant, pendant toute l'année scolaire. Au programme, la fabrication de nichoirs, en tout une cinquantaine, des cabanes conçues spécifiquement pour des espèces particulières comme la crécerelle, l'hirondelle bicolore, le troglodyte, la mésange, le pic mineur et la sitelle. Sans oublier bien sûr le fait que moineaux et étourneaux ne se gênaient pas pour s'inviter.

Ils étaient 15 étudiants, sept ont persisté durant toute l'année. Tout récemment, un vendredi pluvieux, ils accrochaient une trentaine de leurs nichoirs dans les bois de la base de plein air de Longueuil. « A cet âge-là, tout ce qu'ils connaissent des oiseaux, c'est le « rouge-gorge » et l'étourneau. Pour eux, l'identification reste un problème difficile. Mais, avec le temps, ils sont arrivés à faire les distinctions nécessaires. »

Le projet n'en restera pas là, poursuit-il. Dans les semaines qui viennent, on ira voir qui a décidé de profiter de ce programme de logements à prix modique. Cet automne, on procédera aussi au nettoyage des cabanes pour que les lieux soient accueillants au printemps prochain.

Réjean Charbonneau avec quelques menuisiers-ornithologues-amateurs en train d'installer leurs nichoirs à la base de plein air de Longueuil.

PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Le carnet d'observation

DES VERS SOUS LA NEIGE

Après des mois d'attente, ce fameux printemps se laisse encore désirer. Au début de la semaine, je n'avais pas encore vu d'hirondelles bicolores chez moi. Par contre, dans la touffe d'arbres tout près, j'ai levé une bécasse. Une surprise puisque le bosquet en question est tout ce qui reste de bois à quelques kilomètres à la ronde. Et on peut même y compter les arbres qui sont heureusement intégrés dans un parc. Un de mes amis de Boucherville me signale que le 13 avril, il a compté deux oeufs dans le nid d'une tourterelle.

Mais la plus grosse surprise est survenue, le 25 avril, ce vendredi où nous nous sommes réveillés avec cinq ou six centimètres de neige au sol. Une fois le choc passé, dans un arbre, juste devant la fenêtre de la cuisine,

un magnifique bruant fauve a fait son apparition. Il est resté quelques jours dans le coin à chanter sans arrêt. Quelques heures plus tard, un cardinal femelle s'est présentée à une mangeoire, ce qui arrive très rarement chez nous. Et puis, presque au même moment, un merle se promène en sautillant, les deux pattes s'enfonçant dans la neige. Je n'ai jamais compris comment il a réussi son coup, mais d'un coup de bec, à travers la « slush », il a capturé un gros ver de terre bien dodu et bien... frais.

EXCURSION AU PARC DE LA POINTE-PELÉE

Le groupe d'ornithologues Nature Illimitée organise son excursion annuelle au parc de la Pointe-Pelée, en Ontario, le point le plus au sud du

pays. L'endroit est réputé pour sa migration de parulines au printemps et, au cours des sept dernières années, les amateurs qui ont participé cette excursion ont pu voir en moyenne les représentants de 150 espèces d'oiseaux. Les frais sont de 225\$ (transport par autobus, hébergement et frais d'entrée au parc inclus). Le départ aura lieu vendredi en soirée, le 21 mai, et le retour est prévu pour lundi soir, le 24. On se renseigne davantage au (514) 355-8173 (entre 19h et 22h).

DEUX INVITATIONS

De Normand Perron, de Contrecoeur: « Je me devais d'informer les amateurs d'ornithologie et amateurs de la nature que le point d'observation à

Contrecoeur, sur le Saint-Laurent, face aux îles, près du parc Cartier-Richard et à l'est de l'église, est visité par plusieurs espèces d'oiseaux aquatiques et rapaces et cela, à l'année. Mais, en avril et en mai, nous sommes gâtés par les canards. Bienvenue! »

Le Club d'ornithologie d'Ahuntsic invite le public à se joindre à lui pour faire de l'observation, notamment dans le parc de l'île de la Visitation, où on retrouve le chalet du groupe. Depuis la fondation du club, il y a trois ans, on a observé pas moins de 148 espèces sur ce magnifique petit territoire. Comme les autres organisations du genre, on peut participer régulièrement à des excursions dans le coin et ailleurs dans la région. On se renseigne au 382-3093.

Les petits compagnons

L'épidémie de rage plus vigoureuse que jamais au Québec



DR FRANÇOIS LUBRINA

collaboration spéciale

Maladie virale crainte et connue 2300 ans avant notre ère déjà, la rage n'a de cesse de progresser au Québec depuis six ans. Si le nombre de cas confirmés officiellement (tant sur des animaux domestiques que sauvages) était inférieur à 50 en 1987, il passe à 136 en 1989, pour grimper dramatiquement à 683 cas en 1992. Tels sont les chiffres récemment publiés par le ministère de l'Agriculture du Québec dans son bulletin zoosanitaire du 25 mars dernier.

Cette maladie mortelle a gagné beaucoup de terrain en direction de l'est de la province. « Des cas déclarés récemment à Notre-Dame de Pierreville, à Roxton Fall, au Lac Brome et à Felisburgh démontrent que la maladie progresse vers le sud-est du Québec », indique le ministère. Mais, au coeur même du Québec, d'autres cas ont aussi été diagnostiqués: à Sainte-Clotilde de Horton, à Saint-Samuel, à l'Avenir et à Drummondville. Dans la région de Lanaudière enfin, des animaux furent déclarés enrégés à Saint-Côme, à Saint-Carlite, à Chertsey et à Saint-Michel-des-Saints...

Signalons aussi que la rage est une zoonose, c'est-à-dire une maladie transmissible des animaux vertébrés à l'homme. Elle peut, par conséquent, être

mortelle chez les personnes ou les enfants mordus par un animal enrégé, et non vaccinés.

Dans la présente épidémie québécoise, il est intéressant de noter le nombre important d'animaux domestiques formellement diagnostiqués positifs: 25 p. cent au Québec comme en Ontario. Aux États-Unis par contre, 9 p. cent des 6972 cas officiels de rage étaient sur des bêtes de ferme ou de compagnie.

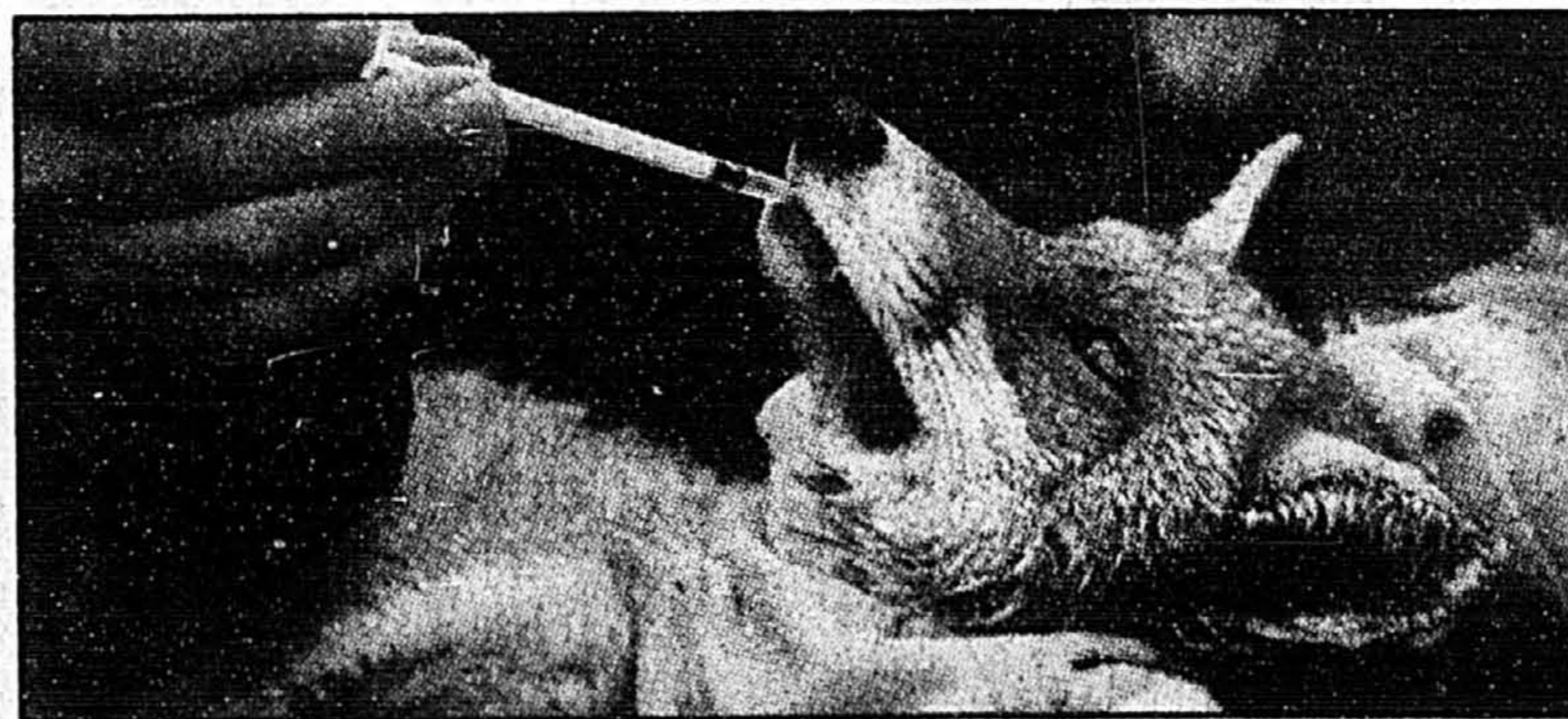
Les rats laveurs

Parmi les cas de rage formellement diagnostiqués sur des animaux domestiques au Québec en 1992, signalons, par ordre décroissant, les espèces suivantes: 67 chiens, 49 bovins, 28 chats, six moutons et autant de chèvres, quatre chevaux... Les animaux de la faune sauvage déclarés atteints de rage la même année étaient au nombre de 523. Soit: 427 renards, 59 mouffettes, 17 rats laveurs, sept chauve-souris, six loups, quatre coyottes, plus trois autres, enfin, appartenant à d'autres espèces.

Si le renard est en tête de ce palmarès guère reluisant, le raton laveur risque fort, d'ici quatre ou cinq ans, d'être une des espèces sauvages les plus atteintes selon le docteur Jean-Guy Brousseau, du ministère de l'Agriculture du Québec. Ce qui augure bien mal pour l'épidémie en milieu urbain.

Dans le processus d'infection, la salive de l'animal enrégé joue un rôle essentiel. Le virus se transmet habituellement via la bave sur une plaie ouverte. Ou encore par léchage des plaies ou des muqueuses chez un animal atteint.

La période d'incubation peut être de



Une vaccination orale, mise au point en Europe, permet d'inoculer des renards grâce à des appâts largués d'hélicoptère. Cette méthode, utilisée en Ontario, n'est toutefois pas appliquée au Québec où le nombre de renards diagnostiqués enrégés est pourtant passé de 84 cas en 1989 à 427 en 1992!

trois à huit jours ou plus chez le chat; d'une dizaine de jours à un an chez le chien. Une fois les symptômes apparus, la maladie dure une dizaine de jours.

Au tout début, on notera un changement drastique de comportement. Ainsi donc, l'animal bien tranquille et d'un naturel réservé, deviendra soudain plus actif et excessivement amical. Il n'est d'ailleurs pas rare d'observer, à la campagne ou dans le bois, des animaux sauvages ne plus craindre ou suivre l'homme. Et s'approcher sans crainte des habitations.

De la même façon, un animal du genre enthousiaste et actif deviendra nerveux et timide. Ses pupilles seront dilatées; il salivera d'abondance. La rage

cause, en effet, une encéphalomyélite (inflammation du cerveau et de la moelle épinière) où les troubles du comportement dominant. Chez le chien, par exemple, on notera de l'inquiétude, de la dépression, de l'excitation, voire de l'agressivité féroce dans la forme furieuse du mal. Une modification du timbre de la voix, des hallucinations, une salivation abondante et une paralysie de la mâchoire inférieure aussi.

La peur de l'eau

Chez les bovins, les meuglements sinistres et continus ressemblent un peu au braiment d'un âne. Curieusement, l'ardeur génésique redouble et le regard est étrangement fixe.

Le cheval enrégé présentera comme

symptômes dominants: des signes d'inquiétude et d'agitation, un regard fixe et menaçant, des coliques... En fin de compte, une paralysie progressive qui entrainera la mort.

Le symptôme le plus caractéristique de la rage chez l'homme est sans doute une peur morbide de l'eau (ou « hydrophobie ») qui a d'ailleurs valu à cette maladie son appellation imagée dans l'ancienne médecine. La présentation d'un banal verre d'eau provoque en effet chez le patient enrégé une crise démentielle. Par contre, l'intelligence demeurera intacte jusqu'au coma.

La meilleure prévention demeure donc encore la vaccination de tous les animaux domestiques qui mettent le nez dehors, en ville et surtout à la campagne. Et même de ceux qui, sans mettre le nez dans la rue, peuvent avoir un contact direct avec d'autres espèces animales susceptibles d'être infectées: par exemple, le chat qui traque les écureuils sur la galerie, les gros rats dans la cave ou les chauve-souris (réservoir important de rage), devrait être vacciné.

On pourra inoculer les chats et les chiens bovins, chevaux et moutons dès l'âge de trois mois. Pour les chiens et les chats qui voyagent, les normes internationales exigent la vaccination anti-rabique depuis plus d'un mois et moins d'un an.

Pour plus d'informations sur l'actuelle épidémie de rage au Québec, vous pouvez contacter, en semaine, le docteur Gilles Rivard d'Agriculture Canada (514) 283-8888. Ou encore le docteur Jean-Guy Brousseau du ministère de l'Agriculture du Québec au (514) 589-5745.